# Statistiques publiques dans les départements et régions d'outre-mer et les collectivités d'outre-mer

## Insee Méthodes

Édition 2026

Insee
Mesurer pour comprendre

**Coordination**

Insee (direction de la méthodologie et de la coordination statistique et internationale, direction régionale de Nouvelle-Aquitaine)

**Contributions**

Insee (direction des statistiques démographiques et sociales, direction des statistiques d'entreprises, département de l'action régionale, direction interrégionale La Réunion-Mayotte, direction interrégionale Antilles-Guyane)

Services statistiques ministériels :

Département des études, de la prospective, des statistiques et de la documentation (DEPS) – ministère de la Culture ;

Département des études et des statistiques locales (DESL) – ministère de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation et ministère de la Ville et du logement ;

Département des statistiques et des études du commerce extérieur (DSECE) – ministère de l'Action et des comptes publics ;

Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) – ministère du Travail et des solidarités ;

Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) – ministère du Travail et des solidarités, ministère de la Santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées et ministère de l'Action et des comptes publics ;

Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp) – ministère de l'Éducation nationale, ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace et ministère des Sports, de la jeunesse et de la vie associative ;

Mission des enquêtes, données et études statistiques (Medes) du service à compétence nationale « Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire » (Injep) – ministère des Sports, de la jeunesse et de la vie associative ;

Service de la statistique et de la prospective (SSP) – ministère de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la souveraineté alimentaire ;

Service des données et études statistiques (SDES) – Premier ministre, ministère de la Transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature, ministère des Transports et ministère de la Ville et du logement ;

Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) – ministère de l'Intérieur

Service de la statistique, des études et de la recherche (SSER) – ministère de la Justice

Sous-direction des études, des statistiques et des systèmes d'information (Sdessi) – Premier ministre ; ministère de l'Action et des comptes publics ;

Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques (Sies) – ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace.

Instituts et service de statistique territoriaux :

Institut de la statistique et des études économiques (Isee) – Nouvelle-Calédonie

Institut de la statistique de la Polynésie française (ISPF) – Polynésie française

Institut territorial de la statistique et des études économiques (Itsee) – Saint-Martin

Service territorial de la statistique et des études économiques (STSEE) – Wallis-et-Futuna

# Avertissement

Dans l'ensemble du document :

- sont dénommés « départements et régions d'outre-mer » (**DROM**), les territoires des collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution, à savoir : **Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique et Mayotte** ;

- sont dénommés « collectivités d'outre-mer » (**COM**), les territoires des collectivités relevant de l'article 74 ou du titre XIII de la Constitution, à savoir : **Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon et Wallis-et-Futuna.**

# Table des matières

Introduction....7
1. La responsabilité et l'organisation du service statistique public....11
1.1 Responsabilité du service statistique public pour l'Outre-mer....11
1.2 Organisation du service statistique public (SSP) pour produire des statistiques dans les DROM..13
1.3 L'organisation dans les COM....19
2 Les productions statistiques du service statistique public dans les DROM et les COM....23
2.1 Recensement de la population....23
2.2 État civil....27
2.3 Emploi, chômage, revenus d'activité....28
2.4 Niveau de vie, pauvreté, inégalités, conditions de vie....35
2.5 Santé....37
2.6 Solidarités....42
2.7 Enseignement, éducation (dont illettrisme), formation....45
2.8 Enseignement supérieur....48
2.9 Jeunesse....49
2.10 Sport....50
2.11 Vie associative....52
2.12 Culture....52
2.13 Logement et construction....53
2.14 Justice et sécurité intérieure....56
2.15 Équipements et services dans les territoires....59
2.16 Prix à la consommation....60
2.17 Activité productrice et démographie des entreprises....62
2.18 Recherche et développement (R&D)....65
2.19 Tourisme....66
2.20 Énergie....67
2.21 Environnement – développement durable....69
2.22 Transports....71
2.23 Agriculture....72
2.24 Finances publiques locales et structures territoriales....76
2.25 Commerce extérieur....77
2.26 Comptabilité économique régionale....78
3 Investissements en cours....83
3.1 Quelques exemples d'évolutions....83
3.2 Le programme prévisionnel des enquêtes ménages dans les DROM....88
4 Publications statistiques – sélection 2024-2025....93
4.1 Publications multithèmes....93
4.2 Démographie (recensement de la population & état civil)....101
4.3 Emploi, chômage, revenus d'activité....108
4.4 Niveau de vie, pauvreté, inégalités, conditions de vie....117
4.5 Santé et Solidarités....118
4.6 Enseignement, éducation (dont illettrisme), enseignement supérieur, formation....127
4.7 Jeunesse, sport, culture....137

4.8 Logement et construction....141
4.9 Justice et sécurité intérieure....145
4.10 Équipements et services dans les territoires....150
4.11 Prix à la consommation....151
4.12 Activité productrice et démographie des entreprises....154
4.13 Recherche et développement....159
4.14 Tourisme....159
4.15 Énergie....162
4.16 Environnement et développement durable....162
4.17 Transport....166
4.18 Agriculture....169
4.19 Finances publiques locales....176
4.20 Commerce extérieur....177
4.21 Comptabilité économique régionale, économie générale....179
Annexe 1 – Lexique....191
Annexe 2 – Moyens humains et financiers dévolus au recensement de la population selon les territoires ....197
Annexe 3 – Mise à disposition de résultats infra-communaux....199
Annexe 4 – Enquêtes co-financées par la DGOM 2015-2026....201

# Introduction

Ce document présente l'offre statistique publique en Outre-mer et ses récentes évolutions, tant en termes de dispositifs que de publications ou de bases de données. Il précise également le rôle des principaux producteurs de ces statistiques ultra-marines.

Cette offre statistique, dont l'objectif est d'éclairer le débat public sur des thématiques importantes en Outre-mer, n'est pas figée. L'Insee et les services statistiques des différents ministères, ainsi que les instituts territoriaux, investissent continûment pour répondre au besoin de connaissance démographique, sociale, économique et environnementale de ces territoires.

Plusieurs nouveautés sont à souligner sur les années 2024-2025, cette liste n'étant pas exhaustive :

- la réalisation de l'enquête Budget de famille en Polynésie française, avec une collecte qui se déroule d'avril 2025 à avril 2026 ;
- la publication de dossiers sur l'égalité femmes-hommes en Guadeloupe, en Guyane, à La Réunion et en Martinique, ainsi qu'une étude sur les écarts de taux d'emploi ;
- la publication d'une étude sur les ménages multigénérationnels dans les DROM ;
- la diffusion d'un dépliant annuel sur les femmes en Polynésie française et de trois dépliants 2025 Famille, Seniors et Jeunes en chiffres ;
- la publication des résultats du recensement exhaustif de la population à Wallis-et-Futuna ;
- la diffusion d'indicateurs de délinquance à la commune dans les cinq DROM et pour la première fois dans les collectivités d'outre-mer ;
- l'intégration des résultats de l'enquête 2023 Vécu et ressenti en matière de sécurité (VRS) pour la Guadeloupe, La Réunion et la Martinique dans l'édition de juillet 2025 de l'atlas départemental de la délinquance enregistrée en juillet 2024 ;
- la publication dans les cinq DROM de plusieurs études du recensement agricole 2020 ;
- la réalisation d'une enquête sur la structure des exploitations agricoles pour la première fois à Mayotte, comme dans les autres DROM ;
- la réalisation d'un recensement agricole en Polynésie française, dans l'ensemble des îles, premiers résultats publiés ;
- la publication d'études sur les licences sportives dans les cinq DROM ;
- la conception de l'enquête de santé en Guyane intérieure (SaMarOya) qui sera réalisée en 2027 par Santé publique France, territoire habituellement non couvert par les enquêtes Santé de la Drees ;

- le baromètre de Santé publique France, enquête sur les opinions, connaissances et comportements en lien avec la santé réalisée tous les deux ans depuis sa refonte (2024), qui inclut désormais systématiquement les DROM à l'exclusion de Mayotte.

Ce rapport est composé de quatre parties, outre ses annexes :

1. un rappel des responsabilités du service statistique public en Outre-mer ;
2. une présentation des dispositifs statistiques actuels, organisés par thématique ;
3. les projets d'évolution de ces dispositifs en Outre-mer ;
4. une sélection de publications et de bases de données statistiques en open data, intégrant des résultats sur un ou plusieurs DROM ou COM.

Partie 1

# La responsabilité et l'organisation du service statistique public

1.1 Responsabilité du service statistique public pour l'Outre-mer ..... 11
1.2 Organisation du service statistique public (SSP) pour produire des statistiques dans les DROM ..... 13
1.3 L'organisation dans les COM ..... 19

# 1. La responsabilité et l'organisation du service statistique public

Le service statistique public est composé de l'Insee et de seize services statistiques ministériels (SSM) qui réalisent les opérations statistiques dans leur domaine de compétence. La liste des SSM figure en annexe du décret du 3 mars 2009 modifié relatif à l'Autorité de la statistique publique, et leurs attributions sont précisées par voie réglementaire (décrets et/ou arrêtés). L'arrêté modifiant la liste des SSM a été publié au *Journal officiel* du 4 mars dernier : « Arrêté du 29 janvier 2026 modifiant la liste des services statistiques ministériels »

L'Insee coordonne les travaux des différents services statistiques ministériels. Cette mission est définie par des dispositions juridiques françaises et européennes.

## 1.1 Responsabilité du service statistique public pour l'Outre-mer

Les responsabilités du service statistique public en matière de production de statistiques ultra-marines sont déterminées en fonction des compétences des différentes collectivités telles que précisées dans les textes juridiques les concernant.

Les collectivités uniques de Guyane, Martinique et Mayotte, ainsi que les départements et régions d'outre-mer (DROM) de Guadeloupe et de La Réunion, sont régis par l'article 73 de la Constitution. Cet article prévoit que le droit applicable dans l'Hexagone, dans les départements et régions, l'est également de plein droit dans les DROM, mais que les lois et règlements peuvent faire l'objet d'adaptations tenant aux caractéristiques et contraintes particulières de ces collectivités. Aucune adaptation n'ayant été inscrite en matière de statistiques, c'est l'État, en l'occurrence le service statistique public, qui est chargé de l'élaboration des statistiques publiques sur ces territoires.

**Les cinq départements et régions d'outre-mer actuels sont donc pleinement intégrés à l'ensemble des départements et régions de France au regard des obligations du service statistique public.**

Pour les autres territoires ultra-marins, la situation est hétérogène. Les liens statutaires de l'Insee, et plus largement du service statistique public, avec les différentes collectivités régies par l'article 74 de la Constitution et le chapitre XIII de la Constitution, varient en fonction de la collectivité : des lois, dont les lois organiques, fixent les compétences entre l'État et les collectivités, notamment en matière de recensement de la population.

En Nouvelle-Calédonie[1] et en Polynésie française[2], la compétence en matière de statistiques est reconnue à la collectivité sauf pour l'organisation du recensement, notamment le dénombrement de la

1 Loi n° 99-209 organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie.

2 Loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française.

population, qui relève de la compétence de l'État et donc de l'Insee (selon l'article 157 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité).

Concernant Wallis-et-Futuna, le recensement de la population relève de l'Insee (organisation et populations de référence[3]), toujours selon l'article 157 de la loi de 2002 citée *supra*. En l'absence de loi organique, les autres statistiques sont de facto sous la responsabilité du chef du Territoire.

À Saint-Pierre-et-Miquelon, de par le silence de la loi organique[4] sur les compétences statistiques, c'est l'État qui est en charge des statistiques : l'Insee pour le recensement de la population et la préfecture pour les autres statistiques.

À Saint-Martin et à Saint-Barthélemy[5], sauf pour certaines matières (dont la statistique ne fait pas partie), c'est la loi en vigueur en Guadeloupe qui s'applique dans ces territoires ; l'État est donc responsable en matière d'élaboration des statistiques officielles locales sur ces territoires. Aucun texte néanmoins ne précise explicitement que cette compétence est dévolue à l'Insee (ou au service statistique public de manière générale), hormis pour le recensement de la population qui relève de l'Insee.

Ainsi, dans les COM, **le service statistique public a une responsabilité :**

- **explicite pour le recensement de la population, sur tous les territoires[6] ;**
- **différenciée pour les autres statistiques selon les territoires.**

Enfin, il convient de préciser que le territoire économique de la France pour l'Union européenne, qui définit le champ géographique de nos engagements européens en matière statistique, comprend l'Hexagone et les six régions ultrapériphériques françaises[7] : les cinq DROM et Saint-Martin, qui est devenue une région ultrapériphérique depuis son détachement de la Guadeloupe en 2007. Les statistiques publiques européennes, produites par les pays membres de l'Union, sont fixées par des textes juridiques européens (règlements), y compris les modalités de leur production et de leur diffusion. Le service statistique public élabore donc les statistiques européennes pour la France selon les textes en vigueur.

3 Le terme de populations de référence se substitue à l'ancien terme de populations légales utilisé jusqu'aux populations 2021.

4 Livre IV : Saint-Pierre-et-Miquelon (Articles LO6411-1 à LO6475-2).

5 Articles du Code général des collectivités territoriales LO 6214-1 pour Saint-Barthélemy et LO 6314-1 pour Saint-Martin.

6 Lois organiques et loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité – Hors exploitation statistique en Polynésie française, Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna, conformément aux textes.

7 Pour en savoir plus, cf. Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), notamment article 349.

## 1.2 Organisation du service statistique public (SSP) pour produire des statistiques dans les DROM

### 1.2.1 Les sources des statistiques régionales

Les données statistiques sont classiquement produites soit à partir d'enquêtes par sondage ad hoc réalisées auprès des personnes ou des entreprises, soit à partir de données de sources administratives collectées à d'autres fins que la statistique (sources fiscales, sociales, etc.).

Pour la réalisation des enquêtes, il est nécessaire de disposer d'une base de sondage et d'un référentiel qui, d'une part, permettent de tirer un échantillon représentatif de la population concernée par l'étude et, d'autre part, fournissent des informations générales sur cette population (par exemple, répartition de la population par âge ou répartition des entreprises par activité). Par ailleurs, le nombre de personnes ou d'entreprises à interroger est indépendant de la taille de la population totale du territoire concerné, au-delà d'une certaine taille de population. La précision des estimations est directement liée à la taille de l'échantillon et au taux de réponse à l'enquête, en lien avec le coût de l'enquête.

Par ailleurs, le service statistique public français cherche à mobiliser largement les **sources administratives** pour produire des statistiques régionales, en vue d'améliorer la finesse des résultats tout en réduisant la charge des répondants et le coût de la collecte. Les données administratives sont collectées par des administrations ou établissements dans le cadre de missions de service public, dont l'objectif premier n'est pas le recueil d'informations statistiques. Ces données sont exhaustives et incluent généralement les DROM ; à Mayotte, néanmoins, plusieurs sources administratives sont encore en phase de montée en charge.

Utiliser une source administrative à des fins de statistiques nécessite un travail important sur la donnée administrative pour la rendre exploitable dans un processus statistique et **suppose que la qualité de la source administrative soit suffisante pour l'usage statistique recherché**.

Il faut noter qu'une grande part des **protocoles statistiques nationaux ne sont pas conçus pour donner une image régionale** (que ce soit dans l'Hexagone ou en Outre-mer). C'est le cas par exemple des indicateurs d'activités conjoncturels (production, prix de production, chiffres d'affaires). C'est aussi le cas des grands indicateurs économiques, voire d'une bonne partie des enquêtes auprès des ménages. Dans la plupart des cas, les règlements européens relatifs aux enquêtes auprès des ménages (sauf dérogation explicite) demandent une couverture globale de la France mais sans attendre systématiquement de résultats départementaux, ni régionaux.

Ainsi, compte tenu des contraintes techniques et budgétaires, plusieurs enquêtes ne sont pas en mesure de donner des résultats représentatifs pour les DROM (pas plus que pour les régions de l'Hexagone) ou ne le font que pour certains d'entre eux.

### 1.2.2 Les dispositifs statistiques hexagonaux sont mis en œuvre dans les DROM, dans toute la mesure du possible

L'Insee et les services statistiques ministériels déploient, autant que faire se peut pour chaque DROM les mêmes outils et protocoles statistiques que pour les régions ou départements de l'Hexagone.

C'est le cas par exemple du recensement de la population ou, dans la sphère économique, du recensement agricole ou encore des enquêtes auprès des créateurs d'entreprises (dispositif Sine). Ces dernières donnent lieu à publication de résultats régionaux sur le profil des créateurs et des entreprises créées pour chaque DROM comme pour les régions de l'Hexagone. De même, dans le domaine de l'éducation, la grande majorité des sources d'origine administrative étant issues de bases de gestion, leur exploitation permet la publication de statistiques pour chacun des DROM. C'est ainsi le cas de la base centrale des établissements et des effectifs des élèves du second degré. Autre exemple, les séries sur les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail sont disponibles pour chacun des DROM.

Toutefois, dans certains cas, les outils et protocoles de l'Hexagone ne peuvent être déployés en Outre-mer, en particulier à Mayotte.

### 1.2.3 La production statistique est souvent plus complexe dans les DROM que dans l'Hexagone

La production de statistiques dans les DROM est souvent plus complexe que pour les régions de l'Hexagone.

Le taux de réponse par internet du recensement de la population en est un exemple. Les mêmes dispositifs de réponse sont déployés dans l'Hexagone et dans les DROM hors Mayotte depuis plusieurs années. Pour autant, les disparités dans les taux de réponse par internet sont nombreuses entre les régions et les taux les moins élevés sont enregistrés dans les DROM, qui restent très en deçà des taux de réponse départementaux de l'Hexagone (pour l'enquête annuelle 2025, de 12 % à 67 % pour les DROM hors Mayotte, contre une fourchette allant de 63 % à 82 % dans l'Hexagone). Par ailleurs, l'absence de sources administratives permettant d'actualiser le répertoire d'immeubles localisés (RIL) sur lequel s'appuient le recensement de la population et le calcul des populations de référence, oblige les DROM à réaliser une enquête cartographique préalable à l'enquête de recensement (cf. 2.1.1).

Il peut aussi arriver que la couverture des DROM ne soit que partielle, du fait de spécificités locales (absence dans les DROM de certaines activités économiques, TVA[8] provisoirement pas applicable en Guyane et à Mayotte) ou d'un défaut de référentiel. Ces cas sont rares.

Plus généralement :

8 Taxe sur la valeur ajoutée.

- des ajustements sont parfois nécessaires : adaptation des questionnaires des enquêtes, prise en compte dans les algorithmes de spécificités en matière de droits notamment (ex. allocations familiales au 1er enfant). Certains de ces ajustements peuvent être très importants. Par exemple : les statistiques sur les comptabilités des exploitations agricoles réalisées dans l'Hexagone ont été étendues aux Antilles et à La Réunion depuis 2013 ; leur coût unitaire est bien plus élevé que dans l'Hexagone du fait des spécificités locales en termes de structuration du réseau des centres comptables et du nombre important d'exploitations au forfait ;
- dans certains domaines, la déclinaison territoriale se heurte régulièrement aux contraintes liées au respect du secret statistique, **lorsque l'activité concerne un trop petit nombre d'entreprises ou de personnes**. Le respect de la loi de 1951, relative à l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques impose des limites de diffusion des données, dans l'Hexagone et en Outre-mer. Dans les DROM, **le respect du secret statistique limite les diffusions**, par exemple dans le domaine des statistiques du commerce extérieur ou dans celui de la recherche-développement.

Enfin, **certaines sources administratives sont de qualité insuffisante** dans certains DROM pour être exploitées dans un processus de production statistique comparable à celui de l'Hexagone selon les standards de qualité retenus. Ainsi le dispositif de suivi des revenus des ménages et de la pauvreté dans certains DROM[9] n'est pas encore similaire à celui des départements de l'Hexagone du fait de la moindre qualité dans ces DROM des données administratives mobilisées pour élaborer ces statistiques (couverture et adressage).

### 1.2.4 À l'Insee : une production statistique plus développée dans les DROM que dans les régions de l'Hexagone

À l'Insee, les statistiques sur les départements et régions d'outre-mer sont élaborées par deux directions interrégionales qui travaillent en étroite relation avec les maîtrises d'ouvrage de la direction générale ainsi qu'avec le Pôle mixte d'ingénierie des enquêtes ménages (Pimen) pour les aspects méthodologiques[10]. Un pôle « Appui au développement de la production de données statistiques sur les départements d'outre-mer à des fins de diffusion » a également été créé à Limoges en septembre 2017, dont l'objectif est d'améliorer la valorisation des productions statistiques de l'Insee dans les DROM sur son site internet, d'assurer des exploitations spécifiques permettant de produire des données comparables entre DROM et avec l'Hexagone, et de développer une expertise des sources administratives.

**L'Insee réalise dans les DROM des productions spécifiques qui n'ont pas d'équivalent dans les régions de l'Hexagone.**

Ainsi, l'Insee peut être amené à développer ou renforcer certains dispositifs par enquête dans les DROM. Cela permet en particulier de pallier en partie la relative moindre qualité des données administratives dans ces territoires, et d'être en mesure de répondre aux demandes exprimées au sein du Conseil national de l'information statistique (Cnis) ou localement. Depuis 2013, un accord-cadre

9 Guadeloupe, Guyane, Mayotte.

10 Tirages d'échantillon d'enquêtes, imputations et calages.

entre l'Insee et la direction générale des Outre-mer (DGOM) permet de réaliser, chaque année dans chaque DROM, une enquête non pérenne avec une taille d'échantillon suffisamment importante pour avoir des résultats représentatifs au niveau régional. Au-delà de la contribution financière de la DGOM, cet accord permet de stabiliser la réalisation d'enquêtes auprès des ménages dans les DROM, sur des thématiques définies conjointement avec la DGOM : budget de famille, logement, santé, etc. La liste des enquêtes concernées par cet accord est fournie dans la partie 3 et en annexe 4. Un tel dispositif sur les enquêtes ménages n'existe pas pour les régions de l'Hexagone.

L'Insee réalise également dans les DROM d'autres productions spécifiques qui n'existent pas dans les régions de l'Hexagone. Cela permet de produire des indicateurs attendus par les décideurs publics, de répondre à des problématiques importantes pour ces territoires et de respecter un certain nombre de règlements européens.

On peut citer les exemples :

- des indices des prix, qui sont calculés et diffusés mensuellement dans chaque DROM, alors que ce n'est le cas dans aucune région de l'Hexagone (seuls l'indice national et celui de l'Hexagone dans son ensemble sont disponibles). De ce fait, le nombre de relevés de prix réalisés tous les mois dans les DROM atteint 20 % de l'ensemble des relevés effectués en France pour une population représentant un peu plus de 3 % de la population totale ;
- des comptes économiques qui sont plus élaborés que les comptes régionaux relatifs aux régions de l'Hexagone avec, pour chacun des DROM, des éléments d'informations beaucoup plus précis sur la formation des revenus[11]. Fondamentalement, les comptes des départements d'outre-mer sont traités différemment des comptes des régions de l'Hexagone. Par ailleurs, un système de comptes économiques rapides, assis sur des indicateurs conjoncturels économiques construits dans le cadre du projet « Comptes économiques rapides pour l'Outre-mer » (Cerom) entre l'Insee, l'AFD[12] et l'IEDOM[13] est diffusé annuellement dans les DROM hors Mayotte. Il repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée ;
- des enquêtes de comparaison des prix entre les départements d'outre-mer et l'Hexagone environ tous les cinq ans (les résultats de la dernière enquête ont été publiés en juillet 2023) ;
- un dispositif d'enquêtes auprès des entreprises beaucoup plus complet que pour les régions de l'Hexagone visant à produire des résultats sur chaque DROM (Esane[14] et, depuis les données 2013, Esane-Mayotte, dont la méthodologie, proche de celle d'Esane, a été mise en œuvre lorsque la couverture des liasses fiscales est devenue suffisante).

### 1.2.5 Le cas particulier de Mayotte

La situation de Mayotte est très liée au fait que son changement de statut est relativement récent (2011). Une stratégie propre a été mise en place pour améliorer à long terme les fondements du

11 Avec la mise à disposition des composantes du produit intérieur brut (PIB), des activités par branches, des comptes des secteurs institutionnels et du compte des ménages.

12 Agence française de développement.

13 Institut d'émission des départements d'outre-mer.

14 Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises.

système d'information statistique, qui continuent encore à être consolidés. Ces améliorations dépendent étroitement de la qualité des sources administratives utilisées.

**La question centrale est celle de la relative faiblesse d'un certain nombre de sources administratives, qui sont les piliers de tout système d'information statistique**. Ces référentiels sont notamment le répertoire national d'identification des personnes physiques (RNIPP), le répertoire Sirene et les liasses fiscales. Le répertoire des personnes physiques s'est nettement amélioré au cours des dernières années et est depuis 2018 considéré comme de bonne qualité. De même, la couverture des liasses fiscales est devenue suffisante pour pouvoir notamment élaborer les statistiques structurelles d'entreprises selon une méthodologie proche de celle des autres régions. Encore insuffisante, la qualité du répertoire Sirene continue de progresser y compris en matière d'adressage.

Les données administratives ne sont pas, non plus, toujours de bonne qualité à Mayotte, en raison notamment de la faiblesse des moyens des administrations locales, de l'importance du secteur informel et de l'effectif important de personnes en situation administrative irrégulière. Par ailleurs, Mayotte est parfois absente du périmètre de certains fichiers administratifs nationaux. La convergence du système statistique de Mayotte vers celui des autres DROM passe par une amélioration de ces fichiers administratifs.

À titre d'exemples :

- Mayotte n'a pas encore été pleinement intégrée dans le système d'information sur l'emploi et les revenus d'activité (Siera), car la déclaration sociale nominative (DSN) ne s'étend que très progressivement à ce département depuis 2022 ;
- les causes médicales de décès enregistrées dans les certificats de décès, et donc les statistiques qui en découlent, ne sont pas encore de même qualité que dans les autres régions.

**Les moyens consacrés par l'Insee à la production des statistiques sont plus importants en Outre-mer que dans l'Hexagone**

Du fait des spécificités des DROM, l'Insee y alloue des moyens relativement supérieurs dans la production des statistiques et a maintenu sensiblement cet effort alors que ses effectifs se sont contractés. Ainsi en proportion de la population, plus de deux fois plus de moyens humains sont mobilisés par l'Insee dans les DROM par rapport à l'Hexagone.

**Les moyens de l'Insee dans les DROM**

| | Effectifs d'enquêteurs, en personnes physiques au 31/12/2025 | Effectifs hors enquêteurs, en personnes physiques au 31/12/2025 (a) | Estimations de population, en milliers au 01/01/2026 (b) | **(a) / (b)** |
|---|---|---|---|---|
| DROM | 138 | 218 | 2 289 | **9,5** pour 100 000 habitants |
| Hexagone (directions régionales) | 634 | 2 844 | 66 793 | **4,3** pour 100 000 habitants |
| DROM / Hexagone (directions régionales) | **21,8 %** | **7,7 %** | **3,4 %** | |

*(a) Source interne Insee ; (b) Source : Insee, estimations de population (2026)*

Dans les DROM, du fait des extensions d'enquêtes ménages régulièrement réalisées, de la production de l'indice des prix à la consommation pour chaque DROM et de l'enquête cartographique de préparation du recensement de la population qui leur est propre, le réseau d'enquêteurs de l'Insee est relativement plus développé que dans l'Hexagone. La soutenabilité du coût financier et humain de cet effort n'est possible dans la durée pour l'Insee qu'à condition de pouvoir mobiliser des financements externes. Le principal soutien financier émane de la direction générale des outre-mer (DGOM) grâce à l'accord-cadre signé entre elle et l'Insee (cf. 1.2.4). Il permet de garantir des tailles d'échantillon suffisamment importantes pour une enquête non pérenne chaque année dans chaque DROM. Le coût de collecte des extensions d'enquêtes entrant dans l'accord-cadre de 2023-2027 est estimé à près de 5,0 M€, dont une contribution de 1,7 M€ par la DGOM.

## 1.3 L'organisation dans les COM

En Polynésie française, Nouvelle-Calédonie et à Saint-Martin, il existe un institut statistique par territoire : l'Institut de la statistique et des études économiques (Isee) en Nouvelle-Calédonie, l'Institut de la statistique de la Polynésie française (ISPF) en Polynésie française et l'Institut territorial de la statistique et des études économiques (Itsee) à Saint-Martin. À Wallis-et-Futuna, un service statistique territorial, le Service territorial de la statistique et des études économiques (STSEE), a été créé en 1982 ; son organisation actuelle date de 2000.

Les choix des travaux de ces instituts ou service territoriaux sont de la responsabilité de l'initiative locale ; un soutien méthodologique est apporté par l'Insee dans toute la mesure du possible, éventuellement dans le cadre des actions de coopération statistique.

Dans les autres COM, l'Insee intervient essentiellement sur les domaines des répertoires et le recensement de la population.

Pour l'organisation du recensement de la population dans les COM, l'Insee assume une part plus ou moins grande de la charge en moyens humains et financiers selon les territoires[15]. À Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon, le recensement est réalisé à coût partagé entre l'Insee et les communes, comme dans l'Hexagone. En Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna, la collecte du recensement est intégralement à la charge de l'Insee.

Le service statistique public peut également intégrer des statistiques sur les COM dans certaines de ses publications, lorsque la source utilisée pour les établir existe sur ces territoires avec une bonne fiabilité. C'est le cas par exemple du bilan statistique sur l'insécurité et la délinquance du service statistique ministériel de la sécurité intérieure ou encore ou des statistiques concernant le système éducatif.

15 Voir annexe 2, les moyens humains et financiers dévolus au recensement de la population selon les territoires.

Partie 2

# Les productions statistiques du service statistique public dans les DROM et les COM


2.1 Recensement de la population ..... 23
2.2 État civil ..... 27
2.3 Emploi, chômage, revenus d'activité ..... 28
2.4 Niveau de vie, pauvreté, inégalités, conditions de vie ..... 35
2.5 Santé ..... 37
2.6 Solidarités ..... 42
2.7 Enseignement, éducation (dont illettrisme), formation ..... 45
2.8 Enseignement supérieur ..... 48
2.9 Jeunesse ..... 49
2.10 Sport ..... 50
2.11 Vie associative ..... 52
2.12 Culture ..... 52
2.13 Logement et construction ..... 53
2.14 Justice et sécurité intérieure ..... 56
2.15 Équipements et services dans les territoires ..... 59
2.16 Prix à la consommation ..... 60
2.17 Activité productrice et démographie des entreprises ..... 62
2.18 Recherche et développement (R&D) ..... 65
2.19 Tourisme ..... 66
2.20 Énergie ..... 67
2.21 Environnement - développement durable ..... 69
2.22 Transports ..... 71
2.23 Agriculture ..... 72
2.24 Finances publiques locales et structures territoriales ..... 76
2.25 Commerce extérieur ..... 77
2.26 Comptabilité économique et régionale ..... 78

# 2 Les productions statistiques du service statistique public dans les DROM et les COM

Avertissement : ce qui est présenté ci-après ne se veut pas exhaustif en ce qui concerne les statistiques produites dans les DROM et dans les COM. Il existe nombre d'exploitations de répertoires et de données de gestion qui couvrent ces territoires, des enquêtes réalisées en Outre-mer ainsi que des initiatives locales suscitant des productions statistiques, qui ne sont pas citées ici.

**Une sélection de publications statistiques en lien direct avec les productions citées ci-dessous est présentée dans la partie 4.**

## 2.1 Recensement de la population

Le système de recensement de la population dans les DROM et dans les COM est différent selon les territoires : soit il est identique à celui de l'Hexagone avec une mise à jour annuelle des populations de référence[16] et des résultats statistiques, soit il repose sur un recensement exhaustif.

De 1945 à 1999, la France métropolitaine a connu des recensements exhaustifs tous les 7, 8 ou 9 ans dont le mode de collecte était l'interview. Depuis 2004, elle fait l'objet d'un recensement tournant et le questionnaire est renseigné en auto-administré.

### 2.1.1 En Guadeloupe, en Guyane, à La Réunion et en Martinique

Depuis 2004, le recensement de la population dans les DROM hors Mayotte est réalisé selon la même périodicité que dans l'Hexagone, sur un cycle de cinq ans :

- dans les communes de moins de 10 000 habitants, le recensement est réalisé exhaustivement pour un cinquième de ces communes et à l'issue du cycle de cinq ans, toutes les communes de moins de 10 000 habitants sont intégralement recensées ;
- dans les communes de 10 000 habitants ou plus, le recensement est réalisé par sondage tous les ans. Un échantillon de 8 % des logements est tiré chaque année dans le répertoire d'immeubles localisé (RIL) mis à jour par l'Insee en collaboration avec les mairies.

La possibilité de répondre au recensement par internet a été proposée à partir de 2015 dans l'Hexagone comme dans ces quatre DROM. Le taux de réponse par internet est nettement plus faible Outre-mer que dans l'Hexagone, avec une grande variabilité entre DROM. Aussi, afin de garantir un taux de collecte suffisant, la collecte des informations s'effectue encore majoritairement par interview, dans des proportions différentes selon le DROM considéré.

16 Le terme de populations de référence se substitue à l'ancien terme de populations légales utilisé jusqu'aux populations 2021. Ce changement s'appuie sur une recommandation de l'Autorité de la statistique publique.

Comme dans l'Hexagone, les populations de référence, puis les résultats statistiques, sont calculés à partir des résultats des cinq dernières années de collecte. Les populations de référence de toutes les communes sont actualisées chaque année.

Les résultats des recensements de la population des DROM hors Mayotte sont mis à jour et diffusés chaque année en même temps que ceux de l'Hexagone et obéissent aux mêmes règles de diffusion, à savoir :

- en décembre de l'année N, les populations de référence[17] de l'année N-2, applicables à partir du 1er janvier de l'année N+1 ;
- en fin juin de l'année N+1, les résultats statistiques de l'année N-2[18].

Le protocole de collecte connaît cependant quelques adaptations pour les DROM.

- L'année précédant la collecte, une enquête de terrain dite enquête cartographique, réalisée par l'Insee, permet de déterminer les logements à recenser dans les communes de ces départements (cette enquête n'existe pas dans l'Hexagone). Aux Antilles et en Guyane, l'enquête est réalisée sur la totalité du territoire des communes de moins de 10 000 habitants concernées par la collecte et dans les îlots concernés par l'échantillon de l'année de collecte dans les communes de 10 000 habitants ou plus. À La Réunion, cette phase d'actualisation cartographique est mise en œuvre en complément de l'utilisation de sources administratives (permis de construire, données fiscales). Ces opérations sont spécifiques aux DROM et permettent de répertorier toutes les constructions et leur nombre de logements ; dans les communes de 10 000 habitants ou plus, l'Insee s'appuie sur une mise à jour du répertoire d'immeubles localisés (RIL) à partir de sources administratives et sur l'expertise des communes. La différence de processus tient au fait que la construction est souvent très dynamique dans les territoires d'outre-mer et que les sources administratives sont de qualité encore variable. Chaque commune doit expertiser les résultats de l'enquête cartographique réalisée par l'Insee. De ce fait, chaque commune des DROM possède un RIL, y compris les communes de moins de 10 000 habitants (seules les communes de 10 000 habitants ou plus possèdent un RIL dans l'Hexagone).
- Le plan de sondage pour les communes de 10 000 habitants ou plus est différent dans ces DROM de celui de l'Hexagone. Il s'appuie sur un découpage infra-communal en îlots. Les îlots sont répartis en cinq groupes de rotation ; puis un échantillon d'adresses est tiré de façon stratifiée par type d'adresses afin que la charge de collecte représente 40 % des logements du groupe[19].
- Les outils utilisés dans les DROM pour la cartographie sont analogues à ceux de l'Hexagone, mais adaptés aux spécificités de l'enquête cartographique propre à ces territoires. Les autres outils d'organisation, de suivi, de pilotage sont les mêmes que dans l'Hexagone. Les contrôles de la collecte du recensement dans les DROM sont légèrement différents de ceux de l'Hexagone

17 Les dernières populations de référence disponibles depuis fin décembre 2022 sont celles en date de référence 1er janvier 2021 : https://www.insee.fr/fr/statistiques/7728826.

18 Par exemple, les données 2022 ont été mises en ligne sur insee.fr en juin 2025.

19 : Depuis 2019, comme dans l'Hexagone, sont enquêtés de façon exhaustive les grandes adresses, les adresses neuves et les hôtels du groupe de rotation de l'année.

même si l'application informatique est la même. La différence porte sur la source mobilisée pour ces contrôles : les données fiscales n'ayant pas le même niveau de couverture selon les DROM en comparaison de l'Hexagone, elles ne sont mobilisées qu'à La Réunion, l'enquête cartographique étant préférée comme source de référence aux Antilles et en Guyane.

### 2.1.2 À Mayotte

À Mayotte, jusqu'en 2017, la méthode de recensement était différente de celle mise en œuvre aux Antilles, en Guyane et à La Réunion, conformément à la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité. Le recensement de la population y était organisé par l'Insee tous les cinq ans (en 2007, 2012 et en 2017), avec une collecte exhaustive réalisée sur une période de quatre semaines. Les agents recenseurs utilisaient la méthode de l'interview avec des questionnaires papier. La réponse par internet n'était pas proposée.

Les dernières populations de référence, dont l'élaboration relève de la responsabilité de l'Insee, ont été authentifiées par décret le 14 décembre 2017[20]. Leur publication est ainsi intervenue avant la fin de l'année du recensement, les populations de référence entrant en vigueur au 1er janvier suivant.

Les résultats statistiques du recensement de 2017 ont été diffusés à partir de 2019, et plusieurs études régionales ont été publiées depuis sur le site insee.fr dans les collections Insee Analyses Mayotte et Insee Flash Mayotte.

Depuis 2021 et jusqu'au passage du cyclone Chido fin 2024, conformément à la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle Outre-mer, le recensement à Mayotte a été réalisé selon les mêmes modalités que dans les autres DROM, avec des enquêtes annuelles par sondage dans les communes de 10 000 habitants ou plus, et une enquête exhaustive tous les cinq ans dans les communes de moins de 10 000 habitants afin qu'un cinquième de ces communes soit recensé chaque année. La nouvelle méthode de recensement mise en œuvre à Mayotte nécessitait ainsi un cycle de cinq enquêtes annuelles de recensement avant publication des premiers résultats, pour que tout le territoire soit enquêté. Dans cette configuration, les premières actualisations de population de référence auraient dû être publiées fin 2025 et les résultats statistiques en juin 2026.

Toutefois, l'enquête annuelle de 2025 a été annulée après le passage du cyclone Chido. Les conséquences du cyclone sur les flux de population et l'évolution de l'emplacement des logements (en particulier les bangas) ne permettaient pas de poursuivre le cycle quinquennal en cours sur le recensement. Réaliser un recensement exhaustif était donc la meilleure solution pour obtenir une mise à jour rapide des populations communales de Mayotte reflétant au mieux la réalité du territoire après le passage du cyclone.

**À la suite d'une enquête cartographique sur tout le territoire qui s'est déroulée entre avril et août 2025, le recensement exhaustif de la population à Mayotte a débuté le 27 novembre 2025 et s'est achevé le 24 janvier 2026**. Les premiers résultats ont été diffusés le 7 juillet 2026.

20 : https://www.legifrance.gouv.fr/Décret n° 2017-1688 du 14 décembre 2017.

### 2.1.3 Dans les COM

À **Saint-Martin** et à **Saint-Barthélemy**, le recensement de la population est organisé par le service territorial de l'Insee en Guadeloupe selon les mêmes modalités que pour les communes de Guadeloupe : le recensement est réalisé par sondage tous les ans à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy.

Les populations de référence, puis les résultats statistiques, sont calculés à partir des résultats des cinq dernières années de collecte selon les mêmes méthodes que pour les autres communes de Guadeloupe (et donc de l'Hexagone, des Antilles-Guyane et de La Réunion). Les populations de référence sont actualisées chaque année.

Les résultats des recensements de la population sont publiés chaque année en même temps que ceux de l'Hexagone[21].

À **Saint-Pierre-et-Miquelon**, les deux communes sont recensées tous les cinq ans (2011, 2016 et 2022 en raison du report ponctuel de collecte d'un an du fait de la pandémie), comme toutes les autres communes de moins de 10 000 habitants de l'Hexagone, avec des imprimés et une méthode identiques à ceux de l'Hexagone. La réponse par internet est possible. La collecte est décalée de deux mois par rapport aux dates de l'Hexagone en raison du climat très rigoureux de janvier et février.

Les populations de référence, puis les résultats statistiques, sont calculés de la même façon que pour les communes de moins de 10 000 habitants de l'Hexagone. Les populations de référence sont actualisées chaque année. Les résultats des recensements de la population sont publiés chaque année en même temps que ceux de l'Hexagone.

En **Polynésie française**, en **Nouvelle-Calédonie** et à **Wallis-et-Futuna**, conformément à la loi relative à la démocratie de proximité du 27 février 2002 et aux lois normales et organiques relatives à ces territoires, des recensements généraux de la population sont organisés tous les cinq ans par l'Insee en collaboration avec les instituts statistiques locaux.

Ainsi :

- la Polynésie française a été recensée en 2012, 2017 et 2022 ;
- Wallis-et-Futuna a été recensée en 2013, 2018 et 2023 ;
- la Nouvelle-Calédonie a été recensée en 2009, 2014, 2019 et en 2025, les évènements de 2024 ayant exceptionnellement suspendu le rythme quinquennal.

La méthode de recensement exhaustif sur l'ensemble des communes à la même date est mise en œuvre. La collecte est réalisée sur une période de l'ordre d'un mois. Les agents recenseurs utilisent la méthode de l'interview avec des questionnaires papier. Une collecte dématérialisée avec le questionnaire sur tablette a été réalisée en Nouvelle-Calédonie sur quelques zones, dans un cadre expérimental, pour la collecte du recensement de 2025.
La publication des populations de référence est de la responsabilité de l'Insee. Elle intervient en général avant la fin de l'année du recensement et les populations de référence entrent en vigueur au 1er janvier

21 En décembre de l'année N, les populations légales de l'année N-2, applicables à partir du 1er janvier de l'année N+1 ; en juillet de l'année N, les résultats statistiques de l'année N-3 (niveau commune) ; en octobre de l'année N, les bases de données infra-communales de l'année N-3.

suivant. Elles restent valables pendant cinq ans. Les résultats sont disponibles sur le site insee.fr et sur les sites internet des instituts locaux.

L'exploitation statistique de ces recensements, au-delà du calcul de la population de référence, et la réalisation des études sont de la responsabilité de l'institut de statistique local (ISPF en Polynésie française, Isee en Nouvelle-Calédonie, STSEE à Wallis-et-Futuna). Les résultats statistiques sont disponibles sur les sites internet de ces instituts.

L'Isee en Nouvelle-Calédonie, comme le STSEE à Wallis-et-Futuna, en partenariat avec la Communauté du Pacifique (CPS), mettent à disposition sur leur site internet un outil de cartographie en ligne appelé PopGIS3. Cet outil permet une visualisation des données du dernier recensement de la population dans chacun de ces deux territoires.

## 2.2 État civil

Le répertoire national d'identification des personnes physiques (RNIPP) est l'image des registres d'état civil détenus par les communes. Il est mis à jour grâce aux bulletins statistiques de l'état civil établis et adressés à l'Insee par les communes à la suite des naissances, décès, et mentions portées en marge des actes. Pour les personnes nées à l'étranger et vivant ou ayant vécu en France, le RNIPP est alimenté avec les informations issues des organismes de sécurité sociale. En complément de la gestion de ce répertoire, l'Insee collecte d'autres informations statistiques auprès des officiers d'état civil, sur les mariages, les pactes civils de solidarité et sur les caractéristiques socio-démographiques des parents des nouveaux-nés et des personnes décédées.

Les bulletins statistiques d'état civil ont été rénovés au 1er janvier 2023 après une large concertation. Ils permettent notamment d'avoir plus d'informations sur les décès, en tirant les enseignements de la crise sanitaire du Covid-19, et également de mieux suivre les divorces.

Sont concernées toutes les communes de l'Hexagone et des DROM, ainsi que les COM intégrés au RNIPP.

### 2.2.1 Dans les DROM

Le RNIPP comprend l'ensemble des personnes nées dans l'Hexagone ou un DROM (Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique et Mayotte) ainsi que l'ensemble des personnes nées à l'étranger et vivant ou ayant vécu dans ces territoires et affiliées à un organisme de protection sociale.
Les statistiques annuelles sur les naissances, les décès et les mariages sont publiées par l'Insee sur l'Hexagone et les cinq DROM.

### 2.2.2 Dans les COM

Le RNIPP comprend les personnes nées à Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna.

Le décret n° 2006-278 du 8 mars 2006 prévoit l'intégration dans le RNIPP des personnes nées en Nouvelle-Calédonie. L'Insee a échangé à plusieurs reprises avec le gouvernement de Nouvelle-Calédonie afin de recueillir son avis sur la pertinence d'une inscription systématique des personnes nées en Nouvelle-Calédonie au RNIPP dans un contexte où la compétence « état civil » relève des institutions locales. Suite aux derniers échanges avec la Nouvelle-Calédonie, il n'est pas envisagé une intégration des Calédoniens au RNIPP.

Afin de faciliter les démarches des Calédoniens qui ont besoin d'être immatriculés au RNIPP (pour étudier, travailler ou se faire soigner en France hors Nouvelle-Calédonie), un nouveau dispositif a été mis en œuvre au premier semestre 2024 par la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav), organisme délégataire de l'Insee pour l'immatriculation des personnes nées à l'étranger ou en Nouvelle-Calédonie. La Cafat (caisse d'assurance maladie de Nouvelle-Calédonie) est désormais habilitée à immatriculer les personnes qui le souhaitent, en Nouvelle-Calédonie, avant leur départ. Cette démarche est accessible à toute personne volontaire, née en Nouvelle-Calédonie, de nationalité française et détentrice d'un titre d'identité de type carte d'identité ou passeport. Cette restriction a été rendue nécessaire pour garantir la qualité de l'identification des personnes.

Les statistiques annuelles sur les naissances, les décès et les mariages sont mises à disposition par l'Insee pour les collectivités d'outre-mer de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin et Saint-Barthélemy. La diffusion des données d'état civil en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna est assurée par les services statistiques locaux (ISPF et STSEE respectivement).

## 2.3 Emploi, chômage, revenus d'activité

Les statistiques du marché du travail reposent sur différentes sources, mobilisées selon les besoins.

Pour la mesure du **chômage**, dans les DROM comme au niveau national, la source de référence est l'enquête Emploi, réalisée par l'Insee. Régie par un règlement européen, c'est la seule source fournissant une mesure des concepts de chômage, d'emploi et d'inactivité selon la **définition du Bureau international du travail (BIT)**. L'enquête est réalisée en continu, toutes les semaines de l'année, auprès d'un échantillon de personnes vivant en logement ordinaire et interrogé chacun relativement à une semaine de référence. Un même logement est interrogé six fois, les différentes interrogations étant espacées d'un trimestre.

Les questions portent sur l'emploi et ses caractéristiques (temps partiel, durée du travail, type de contrat, revenu du travail…), la recherche d'emploi et la disponibilité pour prendre un emploi, questions qui permettent de calculer l'indicateur de chômage, la formation (niveau de diplôme, spécialité de

formation, formation continue…), l'origine sociale, la situation un an auparavant et la situation principale sur les douze derniers mois.

À l'occasion du nouveau règlement cadre européen IESS (Integrated European Social Statistics), une refonte de l'enquête Emploi a été réalisée par l'Insee en 2021 : nouveau questionnaire, introduction d'une collecte par internet, modification de la méthode de pondération pour l'Hexagone. Cette refonte a concerné l'Hexagone et les DROM hors Mayotte. Mayotte a ensuite rejoint l'ensemble des autres départements en 2024, avec une montée en charge en 2023 (cf. 2.3.2).

L'emploi et le chômage sont également mesurés « **au sens du recensement** », avec des critères proches mais moins factuels et moins nombreux, et sur une période moins précise que dans l'enquête Emploi qui mesure les concepts « au sens du BIT ».

Les **statistiques de demandeurs d'emploi** et d'**offres d'emploi** sont élaborées à partir des données mensuelles de France Travail (anciennement Pôle emploi) exploitées avec la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), service statistique du ministère en charge du travail. Elles permettent de dénombrer le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en fin de mois (par catégorie, sexe et âge) ainsi que les offres d'emploi collectées par France Travail.

Les **statistiques sur l'emploi et les revenus d'activité** reposent sur un système d'information géré par l'Insee, dénommé Siera[22]. Ce système d'information est construit à partir de sources administratives, très majoritairement les déclarations sociales nominatives (DSN) qui sont mensuelles.

La mesure de l'emploi public est également assurée par le Siera dans un dispositif appelé Système d'information sur les agents des services publics, Siasp, qui synthétise et homogénéise différentes sources : il reposait avant 2022, sur l'exploitation des fichiers de paie de l'État pour la fonction publique d'État, des déclarations sociales pour les fonctions publiques hospitalière et territoriale et du Recensement des agents de l'État, pour les militaires ; depuis 2022 et la généralisation de la déclaration DSN dans la fonction publique, il repose essentiellement sur cette source.

Le Siera comprend aussi les enquêtes sur le coût de la main-d'œuvre et sur la structure des salaires (Ecmoss)[23] menées auprès des établissements et de leurs salariés. Ce système d'information permet de produire une information annuelle et structurelle sur l'emploi total et sur les revenus d'activité, salariaux et non salariaux, et une information trimestrielle sur l'emploi salarié (y compris intérim).

Ce dispositif est complété par le système d'observation de la Dares, basé sur des exploitations de sources administratives et des enquêtes, parmi lesquelles quatre enquêtes du dispositif Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre (Acemo).

22 Système d'information sur l'emploi et les revenus d'activité.

23 Ces enquêtes permettent de recueillir les données requises dans le cadre du règlement européen n° 530/1999 et absentes des déclarations sociales (ex : diplôme des salariés, ancienneté, durée travaillée (dont congés) et rémunérée, ensemble des dépenses engagées par l'entreprise au bénéfice de ses salariés (dépenses au comité d'entreprise, œuvres sociales…)). Le champ des enquêtes (qui ne donne que des résultats nationaux) a été étendu aux DROM hors Mayotte avec le cycle quadriennal 2014-2017.

### 2.3.1 En Guadeloupe, en Guyane, à La Réunion et en Martinique

#### *2.3.1.1 L'enquête Emploi*

Les DROM hors Mayotte ont pleinement intégré le dispositif national d'enquête Emploi en 2014. À la différence des autres régions de l'Hexagone, l'échantillon annuel des DROM a bénéficié d'une augmentation pour permettre d'assurer la fiabilité des résultats sur les principaux indicateurs en moyenne annuelle pour chacun de ces DROM. Le questionnaire de l'enquête comporte des questions spécifiques aux personnes résidant dans un DROM sur leur mobilité résidentielle.

Entre 2018 et 2024, les séries longues annuelles sur les principaux indicateurs de l'enquête Emploi ont couvert le champ France hors Mayotte et plus seulement l'Hexagone ; depuis 2025, avec la diffusion du millésime 2024, elles couvrent également Mayotte (cf. 2.3.2). Le taux de chômage au sens du BIT et tous les indicateurs associés sur le marché du travail, publiés chaque trimestre dans un « Informations Rapides », portent également sur le champ France, hors Mayotte. Ils incluent les résultats des DROM hors Mayotte, avec des séries longues recalculées sur le champ France hors Mayotte depuis l'automne 2019. En 2025, les séries trimestrielles n'ont en revanche pas encore été rétropolées sur le champ France « y compris Mayotte ».

Chaque année, la plupart des indicateurs annuels sont également diffusés et commentés DROM par DROM, incluant Mayotte. Par exemple, depuis 2018, un tableau de bord annuel est diffusé sur insee.fr (cf. partie 4 – Sélection de publications statistiques). Il propose les principaux indicateurs du marché du travail (taux d'activité, taux d'emploi, taux de chômage) comparant les données par DROM et pour l'Hexagone au cours des dernières années.

Depuis octobre 2020, en plus de l'exploitation de ces résultats en moyenne sur l'année, des taux de chômage trimestriels au sens du BIT sont calculés et diffusés par l'Insee pour chaque DROM hors Mayotte en s'appuyant sur les résultats de l'enquête Emploi.

#### *2.3.1.2 Demandeurs d'emploi et offres d'emploi*

Les statistiques de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail (anciennement Pôle emploi) et d'offres d'emploi, incluent les DROM hors Mayotte. Dans le cadre de la mise en place de la loi pour le plein emploi, des séries contrefactuelles permettant de réaliser le suivi conjoncturel de l'évolution des demandeurs d'emploi sont calculées sur le même champ.

Depuis 2017, la correction de la saisonnalité et des jours ouvrables (CVS-CJO) des données des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) inscrits à France Travail a été centralisée à la Dares pour toutes les séries territoriales : les méthodes sont ainsi harmonisées et la mise en cohérence, telle que la somme des données régionales hors Mayotte égale aux données pour la France hors Mayotte, est assurée.

#### *2.3.1.3 Statistiques sur l'emploi, les revenus d'activités, les mouvements de main-d'œuvre*

La grande majorité des sources d'origine administrative donnent lieu à publication pour chaque DROM. En particulier, le Siera couvre les DROM hors Mayotte.

Les effectifs des estimations annuelles d'emploi (salarié et non-salarié, public et privé) sont diffusés en séries longues par département depuis 1989 ; ces séries couvrent les DROM hors Mayotte avec du détail pour chacun d'eux au niveau sectoriel A38. Un détail par zone d'emploi et par type d'employeur (privé, public, particulier employeur) est également fourni pour chaque DROM (et par secteur au niveau A5), ainsi que des détails par département par sexe et tranches d'âge.

Depuis juin 2017, les estimations trimestrielles sur l'emploi salarié sont une publication commune Insee-Dares-Urssaf Caisse nationale[24]. Son champ est depuis lors celui de la France hors Mayotte. Depuis juin 2018, les estimations trimestrielles sur l'emploi salarié sont également produites pour chacun des DROM hors Mayotte.

Par ailleurs les données sur les rémunérations salariales contenues dans les bases « Tous salariés » couvrent les DROM hors Mayotte et fournissent du détail pour chacun eux dans les différents produits associés à la diffusion de ces bases millésimées.

La Dares publie également l'emploi intérimaire en fin de mois par région de France hors Mayotte, y compris pour la Guadeloupe, la Guyane, La Réunion et la Martinique. Les séries débutent en janvier 2000.

Annuellement depuis 2021, la Dares diffuse l'emploi détaché en fin de trimestre par région et département de France hors Mayotte. Les séries non désaisonnalisées débutent en 2018.

Le périmètre géographique des enquêtes réalisées par la Dares intègre autant que possible les DROM.

Les quatre enquêtes du dispositif Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre (Acemo) font maintenant l'objet d'une extension aux DROM hors Mayotte. La collecte a débuté en juillet 2017 pour l'enquête trimestrielle et en 2018 pour l'enquête sur les petites entreprises (Acemo-TPE), l'enquête sur le dialogue social en entreprise (Acemo-DSE) et l'enquête sur la participation, l'intéressement, les plans d'épargne entreprise et l'actionnariat des salariés (Acemo-PIPA).

#### *2.3.1.4 L'emploi public*

Les DROM hors Mayotte sont couverts par les données d'emploi public produites et diffusées.

#### *2.3.1.5 L'emploi au sens du recensement*

Les données sur l'emploi issues du recensement de la population, sont disponibles pour chacun des DROM, sous forme de chiffres clés, tableaux détaillés. Elles présentent les caractéristiques de la population active, de l'emploi au lieu de travail, de l'emploi au lieu de résidence, les déplacements domicile/travail, à un niveau infra-régional.

24 Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.

#### *2.3.1.6 L'activité partielle et les restructurations d'entreprises*

Depuis 2020, les statistiques sur l'activité partielle et les restructurations d'entreprises (procédures de licenciement économiques collectifs et ruptures conventionnelles) incluent l'ensemble des cinq DROM.

#### *2.3.1.7 Indicateurs de tension*

Établis à partir de plusieurs sources (DEFM, enquête Besoins en main-d'œuvre, enquête Emploi, enquête annuelle de recensement de la population, enquête conditions de travail / risques psycho-sociaux, offres d'emploi collectées par France Travail (anciennement Pôle emploi) et offres d'emploi en ligne), les indicateurs de tension publiés par la Dares, conjointement avec France Travail, sont diffusés pour les régions de l'Hexagone et pour chacun des DROM hors Mayotte.

#### *2.3.1.8 Dispositifs d'insertion professionnelle*

Le nombre d'entrées et de bénéficiaires des différents dispositifs de la politique de l'emploi, de l'insertion et de la formation professionnelle (contrats aidés, accompagnement des jeunes, entrées en formation des personnes en recherche d'emploi, apprentissage, etc.) sont diffusés chaque mois par la Dares pour chacun des cinq DROM séparément via le site « poem.travail-emploi.gouv.fr ».

Les taux de poursuite d'études et d'emploi en sortie de l'apprentissage issus du dispositif InserJeunes sont diffusés pour les DROM hors Mayotte.

#### *2.3.1.9 Dispositifs de suivi des demandeurs d'emploi*

Actualisé semestriellement, le dispositif ForCE (formation, chômage et emploi) mis en place par la Dares, permet de mesurer l'accès à la formation des demandeurs d'emploi et les trajectoires de retour à l'emploi. Il résulte de l'appariement des données de quatre bases statistiques : le fichier historique des demandes d'emploi des inscrits à France Travail (anciennement Pôle emploi), la base des contrats salariés issue des DSN, la base des entrées en formation des stagiaires de la formation professionnelle, et la base de suivi des jeunes en mission locale. Le dispositif est accessible via le Centre d'accès sécurisé aux données (CASD). Les données dont disponibles pour les DROM hors Mayotte.

Actualisé semestriellement, l'appariement Midas (minima sociaux, droits d'assurance chômage et parcours salariés) permet de reconstituer les trajectoires professionnelles des allocataires de l'assurance-chômage et des minima sociaux. Il est le fruit d'une collaboration entre la Dares (données MMO), France Travail (Fichier historique et Fichier national des allocataires) et la Cnaf (données ALLSTAT-FR6 sur les bénéficiaires de minima sociaux). Les données sont disponibles via le CASD pour le champ « France entière ».

### 2.3.2 À Mayotte

À Mayotte, de 2013 à 2023, l'enquête Emploi a été réalisée chaque année au 2e trimestre, et non pas en continu sur l'ensemble de l'année comme dans l'Hexagone et dans les quatre autres DROM. La publication des résultats en début d'année porte donc sur la situation au moment de la collecte de l'année précédente. Le questionnaire est très proche de celui qui était utilisé dans les quatre autres DROM avant 2013. Le territoire de Mayotte est inclus dans le tableau de bord annuel sur les résultats de l'enquête Emploi diffusé depuis 2018 sur insee.fr.

Depuis début 2023, l'enquête Emploi est réalisée en continu à Mayotte, avec une montée en charge progressive pour un échantillon ayant atteint sa cible début 2024. L'année 2023 a été concomitante à la dernière enquête annuelle qui a été menée en parallèle au 2e trimestre 2023, la comparaison entre les deux ayant permis une analyse des différences pour neutraliser les ruptures de séries. Ainsi pour les séries annuelles des statistiques du marché du travail, des rétropolations ont été réalisées pour disposer de séries sans rupture sur les principaux indicateurs de l'enquête Emploi, pour la première fois sur le champ France entière en juin 2025. Ces indicateurs sont ceux publiés dans l'Insee Résultats de l'enquête Emploi chaque année. Une documentation méthodologique est mise en ligne. En revanche l'équivalent pour les séries trimestrielles n'a pu être réalisé, compte tenu des conséquences du cyclone Chido sur la collecte de l'enquête Emploi à Mayotte au premier trimestre 2025, nécessitant un plus grand recul temporel.

S'agissant du Siera, Mayotte n'était quasiment pas couvert jusqu'en 2021, mais la déclaration en DSN est devenue la norme depuis 2022. L'analyse en cours de l'exhaustivité sur deux années de suite (2022 et 2023) doit permettre d'instruire l'intégration de Mayotte dans les différents produits du Siera, à la fois en niveau et en séries, après un travail de rétropolation. En particulier, le produit phare portant sur les salaires dans le privé à partir de la base « Tous salariés » 2024, paru à l'automne 2025, a élargi son champ à Mayotte. Les produits équivalents sur le champ de la fonction publique, prévus en 2026, devraient suivre la même voie.

Bien qu'il y ait des données sur l'emploi public à Mayotte dans le Système d'information sur les agents des services publics (Siasp), le taux de couverture était insuffisant pour diffuser des données. Siasp 2022 est le premier millésime alimenté par la déclaration sociale nominative (DSN). Cependant, à ce jour, aucune expertise sur le taux de couverture de la DSN à Mayotte n'a été menée par le service statistique ministériel de la Fonction publique. Un encadré avec une estimation globale de l'emploi public pour Mayotte est diffusé par le service statistique ministériel de la Fonction publique dans le rapport annuel sur l'état de la Fonction publique.

Les séries des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de Mayotte sont diffusées depuis décembre 2016 par le Cerom dans les tableaux de bord, introduits par un avertissement. La possibilité de corriger les séries de DEFM pour Mayotte de la saisonnalité et des effets des jours ouvrables a été étudiée par la Dares début 2018 et début 2020. Elle avait alors conduit à privilégier l'analyse des évolutions en glissement annuel. L'expertise menée lors de la campagne de désaisonnalisation début 2022 a permis

une publication de séries désaisonnalisées pour Mayotte. Il ressort néanmoins de cette expertise que de nombreuses séries ne présentent pas de saisonnalité.

Pour le dispositif Sortants des listes de demandeurs d'emploi, le champ de l'enquête a été étendu à Mayotte en 2017.

À partir de 2020, les statistiques sur l'activité partielle et les restructurations d'entreprises (procédures de licenciement économique collectif et ruptures conventionnelles) incluent Mayotte.

L'ensemble des données relatives aux dispositifs d'insertion et de formation professionnelle (contrats aidés, contrat d'engagement jeune, entrée en formation, en apprentissage, etc.) publiées par la Dares sont disponibles pour Mayotte. Les données du dispositif ForCE sur l'accès à la formation des demandeurs d'emploi sont également disponibles pour Mayotte.

### 2.3.3 Dans les COM

À partir du recensement de la population, des informations sur l'emploi sont disponibles et publiées chaque année en même temps que ceux de l'Hexagone pour les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin. En Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna, des informations sur l'emploi sont disponibles tous les cinq ans à partir de l'exploitation statistique du recensement qui est de la responsabilité des instituts statistiques de ces territoires.

Les séries des DEFM corrigées des variations saisonnières sont publiées pour Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Les statistiques de recours à l'activité partielle intègrent depuis mars 2020 les collectivités de Saint-Martin, Saint-Barthélemy ainsi que Saint-Pierre-et-Miquelon.

Avec la mise en place d'un dispositif d'enquête sur l'emploi en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, l'Isee et l'ISPF publient désormais des résultats détaillés sur le marché du travail, en concept du Bureau international du travail.

En Nouvelle-Calédonie, l'Isee réalise une enquête sur l'emploi (enquête sur les forces de travail), annuellement depuis 2017. Les résultats de l'édition 2023 ont été publiés en janvier 2026. La méthodologie de cette enquête est largement inspirée de celle de l'enquête Emploi annuelle à Mayotte. L'enquête n'a pu être réalisée en 2021, mais a été collectée annuellement depuis 2022 suite à la refonte du dispositif.

Grâce à une collaboration entre l'Isee et l'ISPF, une enquête sur l'emploi a également été mise en place en Polynésie française en 2018. Depuis, elle a lieu tous les ans en Polynésie (y compris pendant la période de la pandémie) et les publications sont disponibles à la fin de l'année de collecte.

## 2.4 Niveau de vie, pauvreté, inégalités, conditions de vie

La source de référence dans l'Hexagone pour la mesure du taux de **pauvreté monétaire** et des distributions de niveau de vie au niveau national est l'enquête Revenus fiscaux et sociaux (ERFS). Elle consiste en un appariement entre l'enquête Emploi et les données administratives fiscales et sociales sur les revenus et les prestations sociales (déclarations de revenus, dossiers des allocataires Caf[25], Cnav[26], MSA[27]). Pour les résultats infra-nationaux, un dispositif annuel exhaustif, baptisé Filosofi, a été mis en place en 2015 (millésime de revenus 2012). Il s'appuie sur un appariement exhaustif des déclarations de revenus et des données de prestations sociales et permet la diffusion annuelle de données à un niveau régional, départemental, communal voire infra-communal.

Concernant la **pauvreté en conditions de vie**, l'indicateur de privation matérielle et sociale est calculé par exploitation de l'enquête annuelle Statistiques sur les ressources et les conditions de vie (SRCV), volet français de l'enquête sous règlement européen Statistics on Income and Living Conditions (Silc). Depuis son lancement en 2004 et jusqu'en 2022, l'enquête SRCV n'avait été collectée que dans l'Hexagone hormis en 2018, les DROM hors Mayotte ayant bénéficié ponctuellement cette année-là d'une extension de l'enquête permettant de produire des résultats par territoire. Depuis 2022, la collecte de SRCV a été étendue aux DROM hors Mayotte. Les résultats seront désormais disponibles à partir de l'année 2022 sur le champ France hors Mayotte, mais la taille des échantillons Outre-mer ne permet pas d'avoir des résultats par DROM.

L'enquête sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) réalisée auprès des ménages permet de collecter des informations décrivant l'équipement et les usages des ménages dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (informatique, internet fixe et mobile). Cette enquête répond à un règlement de l'Union européenne sur l'utilisation des TIC.

### 2.4.1 En Guadeloupe, en Guyane, à La Réunion et en Martinique

Filosofi permet la diffusion de résultats sur les niveaux de vie et la pauvreté monétaire sur La Réunion et la Martinique depuis le millésime 2013 (publié en 2016). Depuis le millésime 2015 (publié mi-2018), la méthodologie est totalement cohérente avec celle de l'Hexagone. Compte tenu notamment de la faible qualité des informations des fichiers fiscaux concernant la Guadeloupe et la Guyane, ces territoires n'ont pas été intégrés dans le dispositif.

Le millésime 2021 de Filosofi est le dernier disponible. La production du millésime 2022, qui aurait dû être diffusé début 2025, n'a pas pu avoir lieu en raison d'une qualité statistique insuffisante des sources. Le dispositif Filosofi repose en effet sur le concept de ménage fiscal qui nécessite de rattacher les foyers fiscaux faisant une déclaration de revenus à un logement. La suppression de la taxe

25 Caisses d'allocations familiales.
26 Caisse nationale d'assurance vieillesse.
27 Mutualité sociale agricole.

d'habitation pour les résidences principales oblige à avoir recours à d'autres sources pour réaliser cette opération. Les sources fiscales pour 2022 n'ont pas permis de réaliser correctement cette étape avec une qualité statistique suffisante. La diffusion du millésime 2023 devrait porter sur les niveaux régional et départemental ; le champ de diffusion des DROM se limitera à La Réunion.

Pour pallier la moindre qualité des sources fiscales, un dispositif complémentaire de mesure des revenus et de la pauvreté par voie d'enquête, Budget de famille (BDF), a été mis en place dans les DROM, permettant des résultats sur chacun de ces territoires. L'enquête est réalisée tous les cinq ans environ. La dernière collecte a été menée dans les DROM en 2017-2018, comme dans l'Hexagone, et les principaux résultats ont été diffusés en 2019 et 2020. Une nouvelle collecte a débuté en janvier 2026 et va s'étaler sur l'année.

En 2017, l'enquête TIC-ménages sur les technologies de l'information et la communication a bénéficié d'une extension d'échantillon dans chaque DROM hors Mayotte, avec le soutien financier de la DGOM, afin de pouvoir fournir des résultats significatifs par département. Les résultats ont été publiés en 2019. En 2022, le plan de sondage de l'enquête TIC a été modifié pour viser une population de répondants proportionnelle à celles des DROM hors Mayotte. Cette évolution permet d'exploiter l'enquête sur l'agrégat des DROM hors Mayotte.

### 2.4.2 À Mayotte

Tout comme en Guadeloupe et en Guyane, la qualité des sources administratives, intrant du dispositif Filosofi, sont de qualité insuffisante pour permettre la production de résultats sur ce territoire.

La dernière enquête Budget de famille, réalisée en 2017, a permis d'actualiser les données sur les niveaux de vie et la pauvreté monétaire à Mayotte. Ces dernières ont été diffusées en 2020. Comme dans les autres régions, une nouvelle collecte a lieu en 2026.

### 2.4.3 Dans les COM

En Nouvelle-Calédonie, en complément de son enquête Budget de famille (dont la dernière édition date de 2020), l'Isee a mis en place un dispositif de suivi de la pauvreté et des inégalités à partir de sources administratives permettant de reconstituer l'ensemble des ressources monétaires des ménages (données disponibles pour 2020, 2021 et bientôt 2025). À noter que pour la première fois des taux de pauvreté monétaire sont diffusés au niveau de la Nouvelle-Calédonie, de ses provinces et de ses communes.

En Polynésie française, la collecte de l'enquête Budget de famille se déroule à compter d'avril 2025 pour une durée d'un an. La précédente édition date de 2015. Dans le cadre du partenariat Cerom, plusieurs études à partir des données de l'enquête de conjoncture auprès des ménages polynésiens réalisée par téléphone ont été publiées entre avril 2021 et avril 2022. Ce dispositif permet de produire un indicateur de climat de confiance des ménages. Par ailleurs, l'ISPF a réalisé une enquête sur les conditions de vie

des étudiants en 2021. Les résultats de cette enquête commanditée par la Délégation pour la prévention de la délinquance de la jeunesse (DPDJ) ont été publiés en mai 2022.

À Wallis-et-Futuna, le STSEE a réalisé une enquête Budget des familles (EBF), collectée de novembre 2019 à octobre 2020, qui a permis d'actualiser les résultats de l'enquête de 2005-2006. En partenariat avec la communauté du Pacifique (CPS), plusieurs rapports thématiques ont été publiés en avril 2022.

## 2.5 Santé

La France dispose de **bases de données médico-administratives nationales centralisées**, constituées et gérées par des organismes publics, couvrant de façon exhaustive et permanente l'ensemble de la population dans divers domaines stratégiques pour la santé publique et la recherche : recours aux soins dont les hospitalisations, prestations dont celles liées à un handicap, situations professionnelle, sociale et économique. Malgré certaines limites, ces bases constituent une source incontournable pour la connaissance de l'état de santé et de recours aux soins au niveau local, en particulier dans les DROM.

Les statistiques sur le domaine de la santé s'appuient sur les sources émanant des différents producteurs de données, qui assurent généralement leur diffusion via des bases de données « secondaires » mettant à disposition sur internet un large ensemble d'indicateurs, en privilégiant les possibilités de déclinaison locale, par exemple la base Score santé de la Fnors[28], le mémento annuel « Statistiques et indicateurs de la santé et du social » (Statiss) réalisé depuis son édition 2017 par la Fnors en collaboration avec les agences régionales de santé (ARS) et avec l'appui du service statistique ministériel responsable des statistiques de santé, la Drees[29], ou encore le nouveau portail de données ouvertes Odissé de Santé publique France. De nombreuses sources couvrent les cinq départements et régions d'outre-mer, voire certains COM.

### 2.5.1 Dans les DROM

#### *2.5.1.1 Les sources administratives*

Les principales statistiques issues de sources administratives, produites par le service statistique ministériel responsable des statistiques sur la santé (Drees) et disponibles dans les DROM, sont les suivantes dans les cinq DROM :

- le Système national d'information inter-régimes de l'assurance maladie (Sniir-AM) regroupe les informations issues des remboursements effectués par l'ensemble des régimes d'assurance

28 Fédération nationale des observatoires régionaux de santé.

29 Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques.

maladie pour les soins du secteur libéral. Les prestations de soins sont disponibles pour les cinq DROM depuis 2008 ;

- le Programme de médicalisation des systèmes d'information hospitaliers (PMSI) recueille les informations médico-administratives sur les séjours hospitaliers, dans les établissements de santé publics et privés[30] ;
- la Statistique annuelle des établissements (SAE) fournit des données sur les établissements de santé publics et privés, concernant leur activité (nombre de séjours, de journées, d'actes), leurs capacités d'accueil (nombre de lits et de places), leurs équipements (plateaux techniques, blocs) et les personnels, médicaux et non médicaux, qui y travaillent ;
- le répertoire des professionnels de santé de ces professions (RPPS) ;
- les données relatives à la formation (issues de l'enquête sur les établissements de formation préparant aux diplômes de la santé et du travail social) ;
- les données relatives aux maladies à déclaration obligatoire.

Et dans les DROM hors Mayotte (pour des raisons de montée en charge des sources mobilisées), les bases essentielles sont :

- l'appariement triennal entre des fichiers de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam) et des fichiers de la Direction générale des Finances publiques (DGFiP) permet d'obtenir des informations sur les revenus des professionnels de santé ;
- les données d'effectifs et de rémunérations des professionnels de santé salariés sont construites à partir des fichiers Siasp, DADS[31]-Tous salariés et DADS-DSN de l'Insee ;
- des données relatives à l'accès géographique aux soins de santé, en ville comme à l'hôpital ; les données disponibles depuis 2013 incluent la Guadeloupe, la Guyane, La Réunion et la Martinique et, quand les données le permettent, Mayotte ;
- depuis 2012, des états financiers récapitulent, pour les quatre régions ultramarines dans lesquelles a été créée une agence régionale de santé, la dépense de santé par destination et par financeur.

Par ailleurs, on peut citer :

- la statistique nationale des causes médicales de décès est élaborée, à partir des certificats de décès, par le Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès (CépiDc) de l'Inserm[32]. Elle fournit des informations pour les cinq DROM, mais les données concernant Mayotte ne sont pas encore de même qualité que dans les autres régions ;
- le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (Finess), opéré par l'Agence du numérique en santé, répertorie les structures et équipements des domaines sanitaire, médico-social, social et de formation aux professions de ces secteurs sur les cinq DROM ;

30 En court séjour (médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie), moyen séjour (soins de suite et réadaptation), hospitalisation à domicile et psychiatrie.

31 Déclarations annuelles de données sociales.

32 Institut national de la santé et de la recherche médicale.

- la Drees a exploité des systèmes de gestion sur le Covid-19 de suivi des hospitalisations, les dépistages et la vaccination en lien avec le coronavirus[33], ainsi que leur appariement. Ces bases étant exhaustives sur le territoire français, les statistiques qui en sont issues permettent de suivre la situation sanitaire de la même façon pour toutes les régions françaises.

#### *2.5.1.2 Les enquêtes de la statistique publique*

La plupart des enquêtes de la statistique publique incluent tout ou partie des DROM dans l'échantillon des personnes interrogées et proposent une représentativité de l'ensemble de la population française. Les enquêtes permettant d'isoler les DROM et de donner des résultats représentatifs et fiables pour chacun d'eux sont toutefois moins nombreuses, notamment pour des raisons techniques et de coût. Ce sont des enquêtes auprès des structures sanitaires et sociales et de leur public ou des enquêtes en population générale.

Les principales sources produites par la Drees, avec résultats par DROM, sont :

- l'enquête sur les établissements de formation préparant aux diplômes de la santé et du travail social ;
- l'enquête nationale périnatale, réalisée avec l'Inserm dans les cinq DROM tous les cinq à six ans ; pour l'édition 2021, Santé publique France a étendu la collecte sur une plus longue période en Guadeloupe, à La Réunion, en Martinique et à Mayotte, pour y constituer un échantillon d'environ 3 700 naissances sur ces territoires (620 naissances sans extension). La prochaine collecte aura lieu en 2027 ;
- l'enquête Vie quotidienne et santé (VQS), sur les limitations d'activité des personnes réalisée en 2021 couvre les cinq DROM et est représentative au niveau de chacun de ces territoires (comme pour l'ensemble des départements français) ;
- le volet « santé en Outre-mer » (ESO) de l'enquête Enquête santé européenne (EHIS) a fait l'objet d'une collecte en 2025 (hors Mayotte, conséquence du passage de Chido). Précédemment, l'enquête « Santé DOM » de 2019, pilotée par la Drees et l'Irdes (Institut de recherche et documentation en économie de la santé), a été la première représentative de chacun des cinq DROM (l'édition 2014 de l'enquête ne portait que sur l'Hexagone[34]). La collecte a eu lieu entre juillet et décembre 2019 et des publications sont parues en 2021 ;
- l'appariement de l'échantillon démographique permanent (EDP)[35] de l'Insee, qui couvre 4,4 % de la population, avec le système national des données de santé (qui regroupe les données de remboursement de soin de l'assurance maladie, les données de facturation des établissements hospitaliers et les informations sur les causes de décès issues des certificats de décès, et à terme les données émanant des maisons départementales des personnes handicapées). Il

33 SI-VIC, SI-DEP, VAC-SI.

34 Les enquêtes européennes de santé, réalisées en 2014 et 2019 puis tous les six ans, remplacent les enquêtes décennales Santé, dont la dernière édition date de 2008. En 2008, des résultats ont été publiés pour l'agrégat constitué par les quatre DROM de l'époque, et l'enquête était représentative pour la Martinique et la Guadeloupe.

35 Le champ géographique de l'EDP couvre l'Hexagone et les DROM, y compris Mayotte pour une partie des données (données d'état civil par exemple, comme les naissances et les décès). L'historique concernant les DROM démarre à différentes dates selon les sources des données alimentant l'EDP. Concernant les données issues du recensement de la population, les informations sur les DROM ont été intégrées dans l'EDP à compter du millésime 2004 (première enquête annuelle de recensement), hors Mayotte. Pour Mayotte, où le recensement était réalisé tous les cinq ans, les données de 2012 ont été intégrées à l'EDP.

permet d'enrichir les données médico-administratives d'informations sociodémographiques à l'échelle du ménage et de l'individu, et donc de mieux connaître les inégalités sociales de santé en Outre-mer ;

- l'enquête Epicov[36], réalisée en partenariat avec l'Insee et l'Inserm, sur la prévalence du Covid-19 et les répercussions de l'épidémie sur les conditions de vie de la population. Cette enquête couvre la Guadeloupe, La Réunion et la Martinique, avec des échantillons représentatifs sur chacun de ces territoires. Les résultats des vagues 2020 (vague 1et 2) et 2021 (vague 3) ont été mis en ligne en 2024 ;
- l'enquête nationale auprès des services d'urgences, réalisée ponctuellement ; elle est conduite auprès de l'ensemble des services des urgences des hôpitaux et cliniques de France, et donc dans chacun des DROM. Elle vise à apporter un descriptif démographique et médical des patients pris en charge dans ces structures, et à décrire les évolutions structurelles majeures de ces services. L'enquête a eu lieu en 2013 et 2023 (hors Mayotte) ;
- une enquête de santé scolaire de l'ARS de l'océan Indien a été menée à Mayotte auprès d'un échantillon d'élèves de 6e, dont la collecte sur le terrain a eu lieu entre novembre 2018 et mars 2019.

D'autres enquêtes, épidémiologiques, sont réalisées par d'autres acteurs publics tels que Santé publique France, l'Inserm, l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT). Elles peuvent être nationales, et dans ce cas ne pas être conçues pour une représentativité au niveau régional, ou limitées et adaptées à un ou des DROM pour répondre à un besoin spécifique.

À titre d'exemple, on peut citer :

- l'enquête sur la santé Unono Wa Maore réalisée à Mayotte en 2019 par Santé publique France ;
- l'enquête nationale en collège et en lycée chez les adolescents sur la santé et les substances (EnCLASS) réalisée par l'OFDT auprès des élèves de 11 à 18 ans ; la collecte de l'édition 2022 s'est déroulée concomitamment dans l'Hexagone et en Guyane ; la Guadeloupe, La Réunion et la Martinique ont été enquêtées en 2023. Les résultats 2022-2023 des DROM ont été diffusés en juin 2024 ;
- le dispositif Escapad de l'OFDT, s'appuyant sur un questionnaire auto-administré durant la journée défense et citoyenneté (JDC) interroge à intervalles réguliers des jeunes dans les DROM ; la dernière édition, en 2023, inclut en outre la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française (mais n'a pas pu être menée à Mayotte) : les résultats ont été diffusés en juillet 2025 ;
- l'enquête Kannari 2 réalisée en Guadeloupe et en Martinique en 2023 par Santé publique France, pour mesurer les niveaux d'imprégnation par le chlordécone et par d'autres polluants d'intérêt des populations adultes guadeloupéenne et martiniquaise ainsi que leurs évolutions par rapport à l'enquête Kannari menée en 2013-2014 ;
- l'enquête sur la prévalence du diabète et du prédiabète à La Réunion réalisée par le CHU de Saint-Denis en 2024 ;

36 Enquête nationale sur l'épidémie de Covid-19.

- l'enquête de santé en Guyane intérieure sera réalisée en 2027 par Santé publique France. Cette enquête couvre les communes de l'intérieur de la Guyane, où le réseau des enquêteurs de l'Insee n'intervient pas et qui sont de ce fait exclues des enquêtes de santé de la Drees dans ce territoire ;
- le baromètre de Santé publique France, enquête sur les opinions, connaissances et comportements en lien avec la santé réalisée tous les deux ans depuis sa refonte (2024), inclut désormais systématiquement les DROM à l'exclusion de Mayotte.

Enfin, des enquêtes sur des sous-populations sont aussi réalisées sur certains territoires et certaines pathologies, sous forme de cohortes (par exemple : Epipage 2, cohorte d'étude épidémiologique sur les petits âges gestationnels lancée en 2011, concerne les DROM hors Mayotte).

#### *2.5.1.3 Les registres et autres dispositifs de surveillance*

Un registre est un recueil continu et exhaustif de données intéressant un ou plusieurs événements de santé dans une population géographiquement définie, à des fins de recherche et de santé publique. Il permet en particulier de connaître l'incidence précise de ces événements sur le territoire concerné et d'en suivre l'évolution à des fins de surveillance. On peut citer les registres des cancers dans les DROM hors Mayotte, le registre sur les personnes en insuffisance rénale terminale traitée par suppléance (Réseau épidémiologie et information en néphrologie – Rein) dans les DROM hors Mayotte, ou le registre national des tentatives de fécondation *in vitro* en Guadeloupe, à La Réunion et en Martinique.

D'autres dispositifs de surveillance s'appuyant sur des réseaux de professionnels fournissent des informations comme les dispositifs de toxicovigilance des Antilles et de La Réunion ou de surveillance de la grippe dans les cinq DROM.

### 2.5.2 Dans les COM

Les décès enregistrés par l'Insee ou par les instituts statistiques des COM ne sont pas à proprement parler des données de santé, mais peuvent être utilisés comme des indicateurs de l'état de santé de la population. Complétés des données du recensement de la population, ils permettent de calculer des indicateurs dérivés (espérance de vie, taux de mortalité, indicateurs de mortalité néonatale et mortalité infantile) dans la mesure où les effectifs concernés ne sont pas trop faibles. Par ailleurs, la structure de la population fournie par le recensement de la population (notamment par âge et sexe) peut aussi servir à contrôler les comparaisons régionales d'autres indicateurs.

Certaines collectivités réalisent des enquêtes ou sont intégrées dans des réseaux de surveillance. Ainsi :

- les collectivités de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy sont incluses dans la Statistique annuelle des établissements (SAE) en lien avec l'Agence régionale de santé de Guadeloupe, ainsi que dans le recensement des cancers effectué par le Centre hospitalier universitaire de Guadeloupe. Les données hospitalières sont intégrées dans la base PMSI[37] pour les deux

37 Programme de médicalisation des systèmes d'information.

collectivités. Elles sont également incluses dans le système de surveillance des maladies à déclaration obligatoire ;

- Saint-Pierre-et-Miquelon est la seule collectivité d'outre-mer intégrée dans le Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (Finess). Depuis 2016, les données hospitalières sont également intégrées dans la base PMSI. La collectivité dispose également de données sur les affections de longue durée. On peut aussi noter l'intégration de Saint-Pierre-et-Miquelon au registre du Réseau épidémiologie et information en néphrologie (Rein) depuis 2017 ;
- la Polynésie française est intégrée au registre du réseau Épidémiologie et information en néphrologie depuis 2011. Concernant les bases de données médicales, la Polynésie française dispose des certificats de santé de l'enfant, des certificats médicaux de décès et d'un registre des cancers. Une convention de coopération et d'échanges de données entre la caisse de prévoyance sociale et l'Institut de la statistique de la Polynésie française encadre la transmission de données entre les deux organismes. En matière de données de santé, différentes thématiques sont couvertes : les longues maladies, la santé de la mère et de l'enfant, les évacuations sanitaires ;
- en Nouvelle-Calédonie, les sources de données médico-administratives incluent les causes médicales de décès, les professionnels de santé, les accidents du travail et maladies professionnelles, les affections de longue durée et les maladies à déclaration obligatoire. Plusieurs Baromètres Santé ont été réalisés depuis 2010, dont celui sur les jeunes en 2019. Les résultats de la 3e enquête Baromètre Santé adulte réalisée entre février et avril 2022 ont été publiés en 2023. On peut aussi noter l'intégration au registre du Réseau épidémiologie et information en néphrologie, et l'élargissement du programme national de surveillance des mésothéliomes en 2011 à cette collectivité ;
- pour Wallis-et-Futuna, on peut citer l'intégration au registre du Réseau épidémiologie et information en néphrologie depuis 2011.

## 2.6 Solidarités

Le domaine des « solidarités » regroupe un ensemble de thématiques connexes : celles de la famille, de l'enfance (notamment l'accueil du jeune enfant et la protection de l'enfance en danger), la jeunesse, la pauvreté, l'hébergement social, la retraite, le handicap, la perte d'autonomie.

Dans ce domaine, le service statistique des ministères en charge des solidarités et de la santé, la Drees, réalise plusieurs types d'opérations statistiques, à un rythme annuel ou moins fréquent :

- des enquêtes auprès des organismes gestionnaires de prestations sociales, en pratique : d'une part, les caisses de sécurité sociale notamment de retraite de la branche famille et, d'autre part, les collectivités locales notamment les départements ;
- une enquête annuelle auprès des écoles de formation aux professions sociales ;

- des enquêtes auprès des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ES), à rythme quadriennal, portant respectivement sur le domaine de la protection de l'enfance, de l'hébergement social, du handicap et des personnes âgées ;
- des enquêtes auprès des personnes, qu'elles résident en ménage ordinaire ou en établissement : par exemple, une enquête sur le mode de garde et d'accueil des jeunes enfants, une enquête sur les ressources des jeunes, un dispositif d'enquêtes sur le handicap et la perte d'autonomie, une enquête auprès des bénéficiaires de minima sociaux, une enquête sur les motivations de départ à la retraite ;
- des échantillons statistiques produits à partir de données administratives : échantillons inter-régimes de retraités, de cotisants aux régimes de retraite, de bénéficiaires de minima sociaux ; remontées individuelles de données des départements portant sur les bénéficiaires des prestations en direction des personnes handicapées ou en perte d'autonomie.

La représentativité des territoires d'outre-mer dans les données produites dépend du type d'opération.

### 2.6.1 Dans les DROM

Des résultats par DROM sont disponibles pour ce qui concerne :

- les données annuelles issues d'enquêtes exhaustives sur l'aide sociale des départements : enquête Aide sociale, enquête sur l'orientation et l'accompagnement des bénéficiaires du RSA[38] ;
- les données annuelles sur les minima sociaux ;
- les données collectées auprès des écoles de formation aux professions sociales dans le cadre de l'enquête annuelle Écoles.

Les résultats ventilés par DROM sont diffusés en open data sur l'espace « data.drees ».

Par ailleurs, le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (Finess), géré par l'Agence du numérique en santé, répertorie les structures et équipements des domaines sanitaire, médico-social, social et de formation aux professions de ces secteurs dans l'ensemble des cinq DROM.

Les enquêtes auprès des établissements et services et les échantillons statistiques ont pour champ géographique l'Hexagone et les DROM. Toutefois, la possibilité de réaliser des analyses statistiques sur les départements d'outre-mer à partir des données collectées peut être limitée du fait d'un nombre insuffisant d'observations, du fait de non-réponse aux enquêtes ou du fait de la taille limitée de l'échantillon de la population. Des résultats par DROM peuvent potentiellement être produits, sous réserve d'une analyse préalable du nombre et de la qualité des observations dans chaque base de données, notamment à partir de :

- l'enquête auprès des établissements et services pour enfants et adultes handicapés (ES-Handicap);
- l'enquête auprès des établissements d'hébergement pour personnes âgées (EHPA) ;

38 Revenu de solidarité active.

- les enquêtes auprès des établissements et services de la protection de l'enfance (ES-PE) et pour les adultes et familles en difficulté sociale (ES-DS) ;
- l'échantillon inter-régimes de retraités (EIR). Pour la première fois, des résultats issus de l'EIR ont été diffusés à La Réunion en mai 2022 ;
- l'échantillon national inter-régimes d'allocataires de compléments de revenus d'activité et de minima sociaux (Eniacrams) ;
- les remontées individuelles sur les prestations d'aide sociale départementale (RI-insertion, RI-autonomie (qui succèdent aux RI-APA-ASH et RI-PCH)…).

En ce qui concerne les enquêtes auprès des personnes, en règle générale et du fait de leur coût, celles-ci sont conçues pour être représentatives au niveau national seulement. Elles ne permettent pas d'analyses au niveau d'un département, qu'il s'agisse d'un DROM ou d'un département de l'Hexagone. Pour certaines enquêtes, le champ est en outre restreint au seul Hexagone, là aussi pour des raisons de coût.

Certaines enquêtes ont toutefois un échantillon de taille suffisante pour permettre des analyses sur les DROM, comme :

- l'enquête sur les bénéficiaires de minima sociaux, élargie aux DROM (hors Mayotte) lors de son édition 2018, et dont le nombre d'observations est suffisant pour une étude spécifique sur le champ de La Réunion uniquement (effectifs insuffisants pour les autres DROM) ;
- l'enquête sur les modes de garde et d'accueil des jeunes enfants collectée en 2021-2022 qui inclut un sur-échantillon de familles vivant à La Réunion, et qui a donné lieu en 2024, à une publication réalisée en collaboration avec la Direction interrégionale Insee de La Réunion-Mayotte ;
- l'enquête sur l'action sociale des collectivités locales (ASCO), dont la collecte a débuté en septembre 2025 pourrait permettre une exploitation par DROM si les taux de collectes sont suffisants.

### 2.6.2 Dans les COM

Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon sont dans le champ de l'enquête sur l'orientation et l'accompagnement des bénéficiaires du RSA (OARSA) et il est possible d'en produire des résultats.
Toutes les COM sont dans le champ de l'échantillon inter-régimes de retraités, mais la taille de l'échantillon est insuffisante pour permettre une exploitation des données sur chacun des territoires.

En Polynésie française, des études sur la population des seniors « matahiapo » et sur les solidarités familiales autour des seniors ont été publiées en 2020 et 2021, en partenariat avec l'Ined[39]. En 2023, une étude sur le recours aux évacuations sanitaires d'urgence a été publiée en partenariat avec l'Ined et le Centre Hospitalier de la Polynésie française.

39 Institut national d'études démographiques.

## 2.7 Enseignement, éducation (dont illettrisme), formation

La base de données statistiques du système éducatif français s'appuie sur des sources provenant des services statistiques du ministère en charge de l'éducation nationale, du ministère en charge de l'enseignement supérieur, ainsi que d'autres ministères ayant la tutelle d'établissements de formation, comme le ministère en charge de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire ou le ministère en charge de la santé et de la prévention.

Du côté de l'enseignement scolaire, c'est la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp), service statistique ministériel responsable des statistiques sur l'éducation, qui assure l'élaboration et la diffusion d'indicateurs et d'études sur le système éducatif français.

Son activité s'organise autour de quatre grandes thématiques : les élèves, les personnels, les établissements et les territoires.

Son système d'observation repose en très grande partie sur des sources administratives de gestion des élèves et enseignants que ce soit celles des ministères en charge de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, mais aussi des autres ministères ayant des activités d'enseignement scolaire. Ces sources exhaustives sur tout le territoire français permettent toutes les statistiques et publications avec déclinaison territoriale.

Depuis début 2021, un nouveau système d'information a été construit par la Depp et la Dares sur l'insertion des jeunes de niveau CAP à BTS : InserJeunes. Basé sur l'appariement de plusieurs sources administratives, en particulier les bases Élèves de la Depp et la source Mouvements de main-d'œuvre (MMO) de la Dares, ce système d'information permet de publier pour chaque génération de jeunes sortant du système éducatif des taux d'emploi à 6, 12, 18 et 24 mois au niveau des établissements de formation (centre de formation d'apprentis et lycée professionnel) dès lors que les effectifs concernés sont suffisants. D'autres indicateurs sont également diffusés au niveau des établissements : taux d'interruption en cours de formation, taux de poursuite d'études et pour la partie apprentissage le taux de rupture des contrats d'apprentissage. Il s'agit ainsi d'une source exhaustive qui couvre tout le territoire français (sauf Mayotte[40]), et permet toutes les statistiques et publications avec déclinaison territoriale jusqu'à l'établissement.

Pour compléter les sources administratives qu'elle exploite, la Depp réalise également des enquêtes :

- enquêtes exhaustives auprès des établissements (EPI, puis ICV depuis 2023[41]);
- enquêtes sur échantillon sur le climat scolaire auprès des élèves et des personnels ;
- enquêtes triennales sur les pratiques enseignantes (Epode) ;
- évaluations des compétences des élèves, sur échantillon ou exhaustives ;
- suivi de panels d'élèves, en particulier un panel d'élèves en situation de handicap (élèves nés en 2001 ou 2005) dont la collecte est achevée ;

40 Du fait de décalage temporel du déploiement de la DSN à Mayotte, laquelle n'est progressivement mise en œuvre que depuis 2022.

41 Enquête Parc immobilier.

- pour éclairer les conséquences de la crise sanitaire, la Depp a collecté en 2020 des enquêtes spécifiques auprès d'échantillons représentatifs de familles d'élèves du second degré et auprès des différents acteurs du système éducatif. L'objectif était de rassembler des informations de plusieurs natures sur le vécu de l'ensemble des acteurs du système éducatif pour évaluer les effets de la période de confinement. Certaines de ces enquêtes ont donné lieu à des résultats par DROM.

Lorsque les enquêtes portent sur un échantillon, elles couvrent l'Hexagone et les DROM mais leurs protocoles statistiques nationaux (enquête sur le climat scolaire, enquête sur les pratiques enseignantes) ne sont pas conçus pour donner une image départementale ou académique quel que soit le territoire. C'est également le cas des panels.
En revanche, par définition, les enquêtes exhaustives sont France entière et permettent des déclinaisons territoriales fines.

Ce système d'information est co-construit avec les services statistiques académiques (SSA) présents dans chaque rectorat et vice-rectorat, dont le réseau est animé par la Depp, ce qui garantit la qualité des données mais permet également d'assurer des diffusions adaptées aux problématiques des territoires. Les SSA sont présents dans les cinq DROM, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna.

Pour analyser la rémunération des personnels, la source Siasp, basée sur des données administratives, est également utilisée (cf. partie 2.3).

Par ailleurs, le recensement de la population et l'enquête Emploi livrent des résultats statistiques sur les diplômes et la formation de la population, à des niveaux territoriaux différents (infranational pour le recensement ; national et par DROM pour l'enquête Emploi).

Les études de la Depp ayant une dimension académique comprennent toujours les DROM, voire les COM si les données le permettent.

Enfin, tous les 3 ans, l'ouvrage « Géographie de l'École » offre une vue globale, cartographiée de la géographie du système éducatif selon les territoires en proposant une grande variété d'indicateurs sur le système éducatif ; la dernière édition date de 2026. Et un nouvel outil développé par la Depp, « géo-éducation », permet désormais de cartographier toute une série d'indicateurs.

Sur la question de l'**illettrisme**, la Depp mobilise les enquêtes menées chaque année lors des Journées Défense et Citoyenneté (JDC), dans l'Hexagone, dans les DROM et les COM : obligatoire pour les garçons et les filles entre la date du recensement citoyen et l'âge de 18 ans, la JDC comprend des tests d'évaluation des apprentissages fondamentaux de la langue française (ainsi qu'une évaluation en numératie) construits par la Depp. Ils permettent d'établir un diagnostic fiable des jeunes les plus en difficulté au niveau départemental.

Une enquête Formation tout au long de la vie (FLV), qui vise à mesurer et caractériser d'une part, l'accès des adultes à la formation et, d'autre part, les compétences des adultes dans des situations de la vie quotidienne (écrit, calcul, usage d'internet), a été collectée en 2022 et début 2023. Elle a donné lieu à une publication nationale en avril 2024, qui compare les DROM au reste de la France.

### 2.7.1 Dans les DROM

Les bases administratives de gestion des élèves et des enseignants concernent les cinq DROM. Les données administratives collectées étant exhaustives, elles donnent lieu à publication DROM par DROM. C'est le cas des données sur les établissements, sur les élèves et apprentis, sur les personnels.

Les données du « constat de rentrée » permettant de connaître notamment les effectifs d'élèves sont disponibles par DROM. Il en est de même des résultats d'enquêtes administratives portant sur les élèves en situation de handicap et des résultats aux examens (DNB[42], examens professionnels, baccalauréat).

Les évaluations exhaustives en début de CP, mi-CP, CE1, CE2, CM1, CM2, de 6e, 5e, 4e, seconde et CAP permettent de fournir des profils des compétences des élèves dans l'ensemble des rectorats et vice-rectorats des cinq DROM. Existant depuis 2017 pour les 6e, 2018 pour les CP et CE1, 2019 pour la seconde et les CAP, 2023 pour le CM1 et la 4e, 2024 pour les CE2 et CM2, et depuis la rentrée 2025 pour les 5e, elles permettent notamment de suivre d'une part les évolutions des compétences des élèves mais aussi les écarts par rapport au niveau national déclinés selon les secteurs de scolarisation des élèves, le profil social ou le genre.

Le recensement de la population permet de diffuser chaque année les mêmes données sur la formation et les diplômes, dans les DROM hors Mayotte et l'Hexagone ; concernant Mayotte, ces informations suivent l'évolution du recensement (cf. 2.1.2).

Les indicateurs du nouveau dispositif InserJeunes sont également calculés sur les DROM hors Mayotte depuis fin 2021. Concernant Mayotte, les indicateurs pourront être calculés après l'achèvement du déploiement de la DSN sur ce territoire, sous réserve d'une qualité suffisante des fichiers. L'introduction de Mayotte dans le dispositif est à l'étude pour 2027.

Concernant l'illettrisme, les résultats des enquêtes Depp menées lors des Journées Défense et Citoyenneté permettent une diffusion par DROM.

Par ailleurs, l'enquête Formation tout au long de la vie (FLV) 2022-2023 a bénéficié d'une extension d'échantillon pour les cinq DROM, qui a permis de produire des résultats pour chacun d'entre eux. L'exploitation de ces suréchantillons a donné lieu à des publications à l'automne 2024.

### 2.7.2 Dans les COM

Les bases administratives de gestion des élèves et des enseignants comprennent les COM pour les élèves et pour les concours de personnels. Elles donnent lieu à publications sur ces territoires.

Des données des « constats de rentrée » (effectifs d'élèves notamment) sont publiées sur les COM.

Les évaluations exhaustives sur les compétences des élèves de CP, mi-CP, CE1, CE2, CM1, CM2, de 6e, 5e, 4e, seconde et première année de CAP, fournissent des résultats sur les COM (seulement en 6e, 5e, 4e,

42 Diplôme national du brevet.

seconde et première année de CAP en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna, la collectivité ayant la compétence sur le 1er degré).

Concernant l'illettrisme, les enquêtes Depp menées lors des Journées Défense et Citoyenneté portent également sur les COM.

À partir du recensement, des informations sur les diplômes et la formation sont disponibles et sont publiées chaque année en même temps que ceux de l'Hexagone pour les collectivités à Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin. En Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna, ces informations sont disponibles tous les cinq ans.

En Nouvelle-Calédonie, un baromètre sur le bien-être du personnel de l'enseignement dans le second degré, enseignants et directeurs, a été lancé en 2023, sur le modèle du baromètre national, avec des adaptations locales. Les résultats ont été diffusés en mars 2024.

En Polynésie française, l'ISPF et l'Ined ont conduit une enquête statistique « Le lycée et après » dans l'ensemble des établissements secondaires publics et privés auprès des élèves de terminale. Les résultats ont été publiés en janvier 2025.

## 2.8 Enseignement supérieur

Dans le domaine de l'enseignement supérieur, des statistiques par établissement sont disponibles pour chaque DROM. Il s'agit :

- des effectifs des étudiants ;
- des obtentions des diplômes des étudiants ;
- des indicateurs de parcours et de réussite en BTS, IUT, licence et master ;
- des indicateurs d'insertion après un DUT/BUT, une licence générale, une licence professionnelle, un master, une formation ingénieur et une formation en management .

Il en est de même pour les COM lorsque la base centrale des établissements indique la présence d'au moins un établissement, ce qui est le cas pour la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie. Ces statistiques sont produites à partir de sources administratives (par exemple, le système d'information sur le suivi de l'étudiant, Sise[43]), le système d'information InserSup et le système d'information Scolarité ou le système d'information Ocean[44]) et/ou d'enquêtes menées notamment par la sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques (Sies), service statistique du ministère en charge de l'enseignement supérieur (enquête sur les établissements, enquête d'insertion professionnelle à 18 et 30 mois des diplômés de l'université).

Le Sies poursuit le développement de son système d'information InserSup permettant de connaître la situation d'emploi des étudiants quittant l'enseignement supérieur (type d'emploi, salaire, employeur, etc.) et ce, à plusieurs dates après leur sortie du supérieur et sur un champ d'étudiants plus large que

43 Du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

44 Outil de coordination des enquêtes annuelles du ministère de l'Éducation nationale.

celui des enquêtes menées jusqu'à présent. Des indicateurs par formation et établissement, dont le nombre et le détail s'accroissent, sont publiés deux fois par an en open data, pour l'Hexagone et les DROM hors Mayotte. Seront ajoutés, fin 2025, les indicateurs d'insertion après un BUT et après une formation Bac+3 ou Bac+5 des écoles du domaine de la Culture.

Les plateformes Parcoursup et Mon master permettent également d'avoir des données plus détaillées sur l'orientation des étudiants à des moments clés de leur parcours dans l'enseignement supérieur. Outre les statistiques issues de ces plateformes diffusées en open data par le Sies, des bilans académiques présentent des statistiques portant sur l'ensemble des étudiants ou des formations pour les académies de l'Hexagone, des DROM ou des COM.

## 2.9 Jeunesse

La production statistique du service statistique de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep), la Medes[45] – couvre le champ de la jeunesse, du sport et de la vie associative. Les données qu'elle publie sur la jeunesse proviennent de sources administratives des administrations de ce champ (direction de la jeunesse de l'éducation populaire et de la vie associative, Agence du service civique) :

- le système d'information relatif aux accueils collectifs de mineurs (ACM), sous responsabilité de la DJEPVA[46], est alimentée réglementairement par les organisateurs d'accueils collectifs de mineurs déclarés auprès des services déconcentrés en charge de la jeunesse. Elle permet de produire des statistiques sur les accueils avec hébergement – par exemple, les colonies de vacances – ou sans hébergement – par exemple les accueils de loisirs en période périscolaire ou extrascolaire – ainsi que sur les accueils de scoutisme. Les données produites sont nationales, régionales et départementales ;
- la base des diplômés d'un brevet d'aptitude aux fonctions d'animateurs (BAFA) ou d'un brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD) est alimentée en données de gestion au niveau local et est gérée par la DJEPVA. Les données produites sont nationales, régionales et départementales ;
- le fichier de gestion administrative du service civique (base Elisa) est propriété de l'Agence du service civique et de l'Agence des services et paiements. La Medes exploite les données anonymisées de la base et diffuse des effectifs annuels d'entrées en mission de service civique au niveau régional et départemental.

Les données produites puis diffusées couvrent chacun des cinq DROM.

Depuis 2023, un nouvel indicateur conjoncturel de suivi du service civique est produit pour rendre compte de la part d'une génération qui réalise une mission de service civique (avec les taux de réalisation par âge observés une année donnée). Décliné au niveau départemental, cet indicateur

45 Mission enquêtes, données et études statistiques.

46 Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

permet de mettre en lumière de manière très concrète les disparités territoriales de recours au dispositif : les DROM ayant de manière générale des taux de réalisation bien plus élevés que dans l'Hexagone.

Depuis 2023, est également produit un nouvel indicateur sur la proportion de diplômés du BAFA dans la classe d'âge de 16-24 ans (à partir des titulaires de diplôme par âge observés une année donnée). Cet indicateur est aussi décliné au niveau départemental pour permettre de mettre en lumière de manière très concrète les disparités territoriales : la part d'une génération diplômée du BAFA dans les DROM étant de manière générale très inférieure à celle dans l'Hexagone.

Pour les COM, des statistiques sont produites et diffusées à partir de la base de données des accueils collectifs des mineurs et de la base de gestion des diplômés du BAFA-BAFD ainsi qu'à partir du fichier de gestion administrative du service civique pour la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna.

## 2.10 Sport

La production statistique du service statistique de l'Injep, la Medes[47]– couvre le champ de la jeunesse, du sport et de la vie associative. Les données qu'elle publie dans le domaine du sport proviennent de sources administratives des administrations de ce champ, de recensements ou d'enquêtes.

Les données administratives sont :

- le fichier de déclaration des éducateurs sportifs (EAPS[48]), destiné au suivi administratif des diplômes professionnels ;
- le portail de suivi quotidien du sportif (PSQS) est une base renseignée par les représentants des fédérations sportives agréées (conseillers techniques sportifs, directeurs techniques nationaux…). Cette base permet un suivi des sportifs de haut niveau ; elle couvre l'Hexagone, les DROM et les COM.

Les recensements sont :

- le recensement des licences et clubs sportifs. Il permet de diffuser des données régionales et départementales sur le nombre de licences délivrées et le nombre de clubs par fédération sportive agréée par le ministère en charge des sports. Sont également produites des données à l'échelle communale ;
- le recensement des équipements sportifs (RES ou DataES) est un dispositif porté par la Direction des sports, via son pôle à compétence nationale le Pôle de ressources national sport innovation (PRNSI), avec l'appui de la Medes. Après plusieurs années d'interruption, la collecte a été relancée en juin 2023, avec une importante phase de mise à jour. La Medes diffuse des données régionales et départementales dans les DROM.

47 Mission enquêtes, données et études statistiques.

48 Établissements d'activités physiques ou sportives.

Les enquêtes sont :

- le baromètre national des pratiques sportives. Cette enquête biannuelle, réalisée pour la première fois en 2018 en collaboration avec le Credoc[49], a été reconduite en 2020 et 2022. Sa fréquence de collecte a été augmentée en lien avec la tenue récente des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 : elle devient annuelle de 2023 à 2026. Le baromètre permettra ainsi d'observer la dynamique de la participation sportive à l'aune des Jeux. Elle est menée auprès d'un échantillon de 4 000 personnes, en France hors Mayotte ;
- l'insertion des diplômés d'un BPJEPS (ID-BPJEPS). L'enquête porte sur les insertions des diplômés du sport et de l'animation. Elle est réalisée en collaboration avec la direction des sports et est déployée dans l'Hexagone et dans les DROM. L'exploitation de cette enquête est exclusivement nationale ;
- l'enquête nationale sur les pratiques physiques et sportives (ENPPS). Cette enquête décennale reconduite pour la dernière fois en 2020 a été menée auprès d'un échantillon de 12 000 personnes, dans l'Hexagone et les cinq DROM.

### 2.10.1 Dans les DROM

Sont disponibles pour chacun des cinq DROM, les données issues des sources administratives et des recensements :

- le portail de suivi quotidien du sportif de haut niveau ;
- le recensement des équipements sportifs ;
- le recensement des licences et de clubs sportifs.

Pour ce dernier, les données communales sont diffusées pour la Guadeloupe, la Guyane, La Réunion et la Martinique, mais pas pour Mayotte.

L'édition 2023 du baromètre national des pratiques sportives de l'Injep livre des résultats pour les DROM hors Mayotte.

L'édition 2020 de l'enquête nationale sur les pratiques physiques et sportives (ENPPS) a pour la première fois couvert Mayotte. Les DROM ont été interrogés de manière à pouvoir publier des données représentatives à un niveau agrégé : Antilles-Guyane et La Réunion-Mayotte. Les résultats de cette enquête ont été publiés en 2021, 2022 et 2023.

Cette enquête a été déclinée à La Réunion en 2021 par l'université de La Réunion, donnant lieu à la diffusion de premiers résultats en février 2023.

49 Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie.

### 2.10.2 Dans les COM

Des données sont publiées pour chacune des COM à partir du recensement des équipements sportifs et du recensement des licences et clubs sportifs.

## 2.11 Vie associative

La production statistique du service statistique de l'Injep, la Medes[50], couvre le champ de la jeunesse, du sport et de la vie associative. Les données qu'elle publie dans le domaine de la vie associative proviennent de sources administratives ou d'enquête.

Les données administratives sont :

- le répertoire national des associations (RNA), qui permet de suivre les créations d'associations ;
- les données de l'Urssaf et de la MSA relatives à l'emploi associatif.

Sont disponibles pour la Guadeloupe, la Guyane, La Réunion et la Martinique, les données issues des sources administratives publiées dans les fiches régionales de la vie associative réalisées avec l'association Recherches & Solidarités (cf. partie 4 – Sélection de publications statistiques).

L'enquête nationale sur l'engagement associatif et les dons (ENEAD) permet de diffuser des données au niveau régional. La première édition, dont la collecte s'est déroulée de février à avril 2021, a couvert les cinq DROM. Les premiers résultats pour chaque territoire ont été publiés en février 2023.

## 2.12 Culture

L'enquête Pratiques culturelles, pilotée par le SSM Culture (DEPS) et réalisée dans l'Hexagone en 2018, a été conduite dans les cinq DROM dans le cadre d'un dispositif spécifique, avec notamment un questionnaire adapté aux pratiques locales. Pour ce faire, une étroite collaboration a été mise en place avec les acteurs locaux (directions des affaires culturelles, Insee, acteurs culturels). La collecte de ces enquêtes s'est déroulée en 2019 et 2020. Des résultats sont publiés depuis 2021 sur les cinq DROM.

L'Atlas Culture des territoires est un site internet proposé par le DEPS. Il est pensé comme une ressource de référence des données publiques de la culture en France : lieux et offre, dépenses publiques, politiques publiques, entreprises et emploi. Ce site, construit autour d'une carte interactive et de fiches portraits de région, propose des indicateurs pour chacun des cinq DROM.

Depuis 13 ans, le Ministère réalise chaque année sur le territoire hexagonal l'enquête « À l'écoute des visiteurs » de musées et de monuments nationaux. Ce programme d'enquête constitue une base solide d'analyse des publics des lieux patrimoniaux de manière générale et dans le temps long. Pour la

50 Mission enquêtes, données et études statistiques.

première fois en 2023, une déclinaison de cette enquête a eu lieu dans quatre territoires ultramarins : Guadeloupe, Guyane, La Réunion et Martinique. Cette enquête a été élaborée en collaboration avec les directions des affaires culturelles et les directeurs et directrices d'établissements muséaux de ces territoires. Le DEPS a assuré la coordination et l'analyse de l'enquête par questionnaire auprès des visiteurs des musées et monuments ultra-marins. Les résultats pour la Guadeloupe, la Guyane, La Réunion et la Martinique ont été valorisés dans l'édition 2025 de l'ouvrage annuel Patrimostat (publication de référence du ministère de la Culture sur la fréquentation des patrimoines en France).

## 2.13 Logement et construction

Le service des données et études statistiques (SDES), service statistique ministériel du ministère en charge notamment du logement, produit et publie des informations, études et synthèses statistiques, économiques et sociales dans les domaines du logement et de la construction. À cet effet, il gère des répertoires ou des enquêtes, exploite des fichiers administratifs et procède à des analyses et synthèses économiques et sociales en liaison avec les services déconcentrés et ses partenaires (services de l'État, opérateurs du ministère, fédérations professionnelles, économistes/chercheurs, etc.).

Les répertoires sont :

- le répertoire des données d'urbanisme énumérées à l'article R. 423-76 du Code de l'urbanisme dénommé Sitadel (système d'information et traitement automatisé des données élémentaires sur les logements et locaux). Actualisé selon une fréquence mensuelle, il recense toutes les demandes d'autorisation d'urbanisme formulées dans l'Hexagone et les DROM (les données sur Mayotte ne sont en revanche pas diffusées) ;
- le répertoire du parc locatif des bailleurs sociaux (RPLS) qui permet chaque année depuis 2011 de connaître entre autres la composition des logements du parc social ainsi que les mouvements l'ayant affecté (nouvelles constructions, réhabilitation, ventes, etc.). Son champ, qui a été élargi aux logements-foyers en 2020, inclut l'Hexagone et les DROM. Des résultats statistiques et des données par logement sont diffusés en open data.

Les enquêtes conduites sont :

- l'enquête trimestrielle sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) : elle mesure l'activité du secteur de la promotion immobilière et porte sur la commercialisation de logements neufs (maisons individuelles et appartements), destinés à la vente quel que soit l'acquéreur (particulier, bailleur social ou institutionnel). Son champ est limité à l'Hexagone ;
- l'enquête sur le prix des terrains et du bâti (EPTB) : cette opération statistique menée auprès des ménages permet principalement de suivre le prix des terrains à bâtir faisant l'objet de la construction d'une maison individuelle neuve et d'estimer le poids du prix d'achat du terrain dans le coût global du projet de construction. Cette enquête est exhaustive dans l'Hexagone et les DROM (mais les résultats ne sont pas diffusés pour Mayotte);

- l'enquête sur le prix de revient des logements neufs (PRLN) dont l'usage exclusif est le calcul de l'indice du coût de la construction (ICC) sur le champ des logements collectifs situés dans l'Hexagone ;
- l'enquête sectorielle annuelle auprès des entreprises réalisée par l'Insee et dont le SDES assure une co-maîtrise d'ouvrage sur la construction (et les transports), couvrent les DROM. Le dispositif Esane qui inclut cette enquête fournit des données comptables à partir des liasses fiscales et des données sectorielles à partir de l'ESA y compris dans les DROM. Pour Mayotte, une enquête spécifique existe (enquête structurelle des entreprises de Mayotte : Esane-Mayotte) en complément des données des liasses fiscales.

Le SDES produit chaque année le compte satellite du logement en cohérence avec les comptes nationaux. Ce document très riche porte sur la France entière et donc les DROM, même s'il n'y a pas de diffusion de données locales (Hexagone comme DROM) compte tenu des mécanismes de calcul.

Tous les deux ans, le SDES produit également le fichier des logements à l'échelle communale (Filocom) dont la finalité est de constituer, à partir de plusieurs sources fiscales, une base annuelle exhaustive de données statistiques sur les logements et les caractéristiques de leurs occupants et de leurs propriétaires. Filocom couvre l'Hexagone et les DROM. Toutefois, en raison de problèmes de qualité de l'information fiscale disponible sur les territoires ultramarins, les statistiques produites sur les DROM ne les distinguent généralement pas entre eux.

Plusieurs études statistiques sont réalisées chaque année par le SDES. Des données détaillées par territoires sont parfois mises à disposition en complément de ces études. C'est notamment le cas de l'étude sur les projections des besoins en logement dont les estimations détaillées sont disponibles pour chaque DROM (hors Mayotte). D'autres études nationales, basées sur les productions du SDES (Sitadel, RPLS, Filocom notamment), ou la mobilisation d'autres sources (fichiers fonciers, base notariale), peuvent être reproduites dans les DROM.

Les estimations annuelles du parc de logements (EAPL) font la synthèse et la mise en cohérence de plusieurs sources statistiques. Pour les DROM, l'estimation est principalement réalisée à l'aide du recensement de la population et des enquêtes sur le logement de 2006 et 2013 ; seul un chiffre agrégé au niveau de l'ensemble des DROM, hors Mayotte, est estimé. Les EAPL permettent de dénombrer les logements, en distinguant les catégories (résidences principales, secondaires ou occasionnelles, logements vacants), par types de logement (habitat collectif ou individuel) ou encore statuts d'occupation (propriétaires accédants ou non accédants, locataires du secteur libre ou social, autres).

Par ailleurs, une enquête Logement est réalisée à un rythme pluriannuel. Pilotée par l'Insee en association avec le SDES, elle permet de décrire les conditions de logement des ménages (surpeuplement, défauts du logement, etc.) et leurs dépenses en logement. Des extensions permettent d'avoir des résultats par DROM en 2006 hors Mayotte, puis y compris Mayotte en 2013 et en 2023-2024, millésime dont les premiers résultats seront diffusés début 2026. L'enquête 2020 réalisée par le SDES ne couvre en revanche que l'Hexagone.

Chaque année, le fichier démographique sur les logements et les individus (Fidéli) fournit des informations sur l'ensemble des logements et des personnes connus par l'administration fiscale. Ces

données administratives couvrent les DROM. Les données relatives à la Guyane et à Mayotte doivent être utilisées avec la plus grande précaution. Pour les DROM comme pour l'Hexagone, seules les données relatives aux caractéristiques des logements ont pu être diffusées pour le millésime 2023 du fait de la dégradation de la qualité des données fiscales permettant de constituer Fidéli. Le dernier millésime complet disponible est donc 2022.

La base de la propriété foncière (BPF) permet de décrire qui détient quel logement et notamment de faire des études sur la multipropriété. Source exhaustive, elle porte sur l'ensemble des biens immobiliers situés en France et l'ensemble des individus propriétaires d'au moins un logement en France. Il s'agit d'une nouvelle base de données produite par l'Insee en assemblant différentes sources fiscales. Elle est disponible à partir du millésime 2018. Du fait de la moindre qualité des sources administratives, notamment des adresses manquantes ou incomplètes, cette source n'est pas utilisable à Mayotte.

Enfin, le recensement de la population livre des résultats statistiques sur le logement à des niveaux géographiques très fins, jusqu'à l'infra-communal, pour toutes les régions françaises et les COM.

Par ailleurs, l'Insee publie chaque trimestre des indicateurs conjoncturels :

- l'indice des loyers d'habitation, qui mesure l'évolution des loyers d'habitation, avec une déclinaison par DROM hors Mayotte. Cet indice est construit à partir des données de l'enquête Loyers et charges (pour le secteur libre) et de l'enquête Loyers auprès des bailleurs sociaux (pour le secteur social) ;
- l'indice des prix des logements neufs et anciens, uniquement au niveau Hexagone. Ils sont construits à partir des données notariales sur les ventes de logements anciens et de l'enquête ECLN du SDES sur le neuf.

### 2.13.1 Dans les DROM

Des analyses peuvent être réalisées dans les cinq DROM à partir de l'enquête Logement 2013, et pourront l'être prochainement avec l'enquête Logement 2023-2024.

Par ailleurs, à partir du recensement de la population, des résultats statistiques peuvent être élaborés chaque année sur les logements, dans les DROM hors Mayotte de la même façon que pour l'Hexagone (cf. 2.1.2).

Des analyses annuelles peuvent également être réalisées avec Fidéli jusqu'au millésime 2022 et avec Filocom, sur chaque DROM ; les données relatives à la Guyane et à Mayotte doivent toutefois être utilisées avec la plus grande précaution. La base de la propriété foncière (BPF) peut également être mobilisée annuellement pour étudier la détention des biens immobiliers pour chaque DROM hors Mayotte.

Enfin, l'indice des loyers d'habitation est diffusé trimestriellement pour chaque DROM hors Mayotte.

Des diffusions au niveau de chacun des DROM hors Mayotte existent, concernant les statistiques sur les permis de construire (base Sitadel2), sur la conjoncture de la construction neuve de logements et

sur le parc locatif social (base RPLS). Depuis 2014, les données relatives à Mayotte sont intégrées dans la base Sitadel2 des permis de construire.

Dans le cadre de l'ouverture des données publiques, le SDES met à disposition du public une large partie des informations concernant les autorisations d'urbanisme renseignées dans la base de données Sitadel2. L'essentiel des données de cette base est diffusé chaque mois en même temps que les statistiques sur la construction neuve (logements et locaux). Sont mises à disposition les autorisations d'urbanisme délivrées depuis 2013, qu'il s'agisse de permis de construire et de déclarations préalables créant au moins un logement, de permis de construire et de déclarations préalables de création ou d'extension de locaux non résidentiels, de permis d'aménager ou encore de permis de démolir. Les cinq DROM sont couverts par cette diffusion en ligne.

En 2020, une expertise a été menée sur la possibilité d'introduire des entreprises ultramarines dans l'échantillon de l'enquête sur les prix de revient des logements neufs, dont l'unique utilisation est la production de l'indice national du coût de la construction. Les difficultés rencontrées tiennent, d'une part, aux spécificités de la construction dans les DROM et, d'autre part, à la faiblesse du nombre de projets de construction collective dans ces territoires.

### 2.13.2 Dans les COM

À partir du recensement de la population, des informations sur le logement sont disponibles et sont publiées chaque année en même temps que celles de l'Hexagone pour les collectivités de Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon.

En Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna, des informations sur le logement sont disponibles tous les cinq ans à partir du recensement de la population.

L'Institut de la statistique de la Polynésie française calcule et diffuse mensuellement un index des loyers privés et un index des loyers commerciaux en vue de la révision de certains baux. L'enquête « Loyers et charges » dont l'objectif est d'estimer la variation de prix de dépenses relatives au logement locatif est réalisée tous les mois.

## 2.14 Justice et sécurité intérieure

Les statistiques produites par le service statistique du ministère de la **Justice**, le service de la statistique, des études et de la recherche (SSER), s'appuient sur plusieurs types de sources :

- des extractions des logiciels de gestion des tribunaux. Le champ couvert dépend donc du déploiement (ou non) du logiciel dans les juridictions d'outre-mer ;
- des enquêtes auprès de juridictions, de structures « associées » au ministère de la Justice ou de professionnels du droit. Le champ couvert varie selon les enquêtes ;

- des décisions de justice ou des enquêtes ponctuelles sur une thématique différente à chaque fois, collectées par un institut de sondage. Ces enquêtes n'ont pas de dimension localisée. Les premières couvrent l'ensemble du territoire français (y compris DROM et COM) ; dans les secondes, des personnes résidant dans les DROM peuvent être interrogées selon la thématique retenue.

Les statistiques de **sécurité intérieure**, produites par le service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI), reposent quant à elles sur deux piliers qui se complètent et s'enrichissent :

- les actes de délinquance enregistrés par la police et la gendarmerie, dont l'analyse permet de suivre l'évolution dans le temps de l'insécurité en France, et fournit des informations détaillées sur la localisation des infractions constatées, les caractéristiques des victimes déclarées et celles des personnes mises en cause. Progressivement s'y ajoutent des informations recueillies sur les actes signalés aux forces de sécurité intérieure (main courante, signalements via plateformes, etc.) ;
- les résultats d'enquêtes de victimation. Ces enquêtes ont pour objectif de mesurer l'insécurité ressentie et les faits de délinquance dont les individus ont pu être victimes au cours de leur vie. Elles permettent de compléter les faits de délinquance enregistrés, car les victimes d'infractions ne déposent pas toujours plainte.

  L'enquête Cadre de vie et sécurité (CVS) a été réalisée annuellement par l'Insee de 2007 à 2021 en partenariat avec l'ONDRP[51] et le SSMSI[52] auprès d'un échantillon de la population (25 000 ménages). Elle a été remplacée par l'enquête annuelle Vécu et ressenti en matière de sécurité (VRS) conduite par le SSMSI depuis 2022 auprès d'un large échantillon (200 000 personnes au total, en France hors Guyane et Mayotte).

### 2.14.1 Dans les DROM

Les données administratives issues des applications de gestion de la justice civile et pénale ainsi que les enquêtes récurrentes du SSER couvrent les cinq DROM.

La plupart des publications du SSMSI incluent les cinq DROM dans le champ des études. En particulier, depuis 2022, les données de référence sur la délinquance enregistrée sont diffusés sur le champ France (Hexagone et DROM) et pour chaque département français. Jusqu'alors les DROM étaient présentés dans une section séparée. En janvier 2024, une publication départementale spécifique a été réalisée sur ce champ géographique pour présenter les données de référence. À l'été 2024, le SSMSI a diffusé un atlas départemental de la délinquance enregistrée incluant les DROM.

Le SSMSI met à disposition une base de données communales en open data accompagnée d'une application de data visualisation pour treize grands indicateurs de la délinquance. En 2023, cette base a été enrichie des communes des DROM.

51 Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales, supprimé en 2020.

52 Créé fin 2014.

Les données conjoncturelles sur la délinquance enregistrée ont été étendues aux DROM en mars 2024 : le champ géographique de la note de conjoncture du SSMSI sur la délinquance enregistrée porte donc sur la France (Hexagone et DROM).

L'enquête Cadre de vie et sécurité (CVS), réalisée annuellement de 2007 à 2021 a fait l'objet d'extensions territoriales ponctuelles dans les DROM : à La Réunion en 2011, en Guadeloupe, Guyane et Martinique en 2015 et à Mayotte en 2020. Elle a été remplacée par l'enquête annuelle Vécu et ressenti en matière de sécurité (VRS) qui interroge chaque année depuis 2022 les personnes âgées de 18 ans et plus vivant en logement ordinaire en France hors Guyane et Mayotte. Les premiers résultats de l'enquête VRS 2022 ont été publiés en décembre 2023 sur le périmètre des personnes âgées de 18 à 74 ans vivant en France métropolitaine, l'objectif étant de se caler dans un premier temps sur le champ des précédentes enquêtes CVS. Les éditions suivantes du rapport d'enquête (le dernier sur le millésime 2024 de l'enquête est paru fin 2025) portent sur le périmètre complet de la collecte : 18 ans et plus, France hors Guyane et Mayotte. Les premiers résultats par département issus de l'enquête VRS 2022 ont été publiés en décembre 2024. Ces résultats incluent la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, comme le permet le champ de l'enquête. Des résultats issus de VRS 2023 sur un ensemble plus grand de questions ont été intégrés à l'atlas départemental de la délinquance enregistrée en juillet 2025 et seront mis à jour dans les prochaines éditions de cet ouvrage.

Enfin, à l'instar de l'enquête Virage sur les violences envers les femmes, réalisée dans l'Hexagone, l'Ined a également conduit une enquête dans certains départements d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe et La Réunion) en 2018.

### 2.14.2 Dans les COM

En ce qui concerne la justice civile :

- Saint-Martin et Saint-Barthélemy dépendent de la juridiction de Basse-Terre. Les statistiques annuelles de ces deux COM (à l'exception de celles sur les entreprises en difficulté pour Saint-Martin) sont incluses dans celles de la Guadeloupe ;
- pour Saint-Pierre-et-Miquelon et Wallis-et-Futuna, les indicateurs d'activité judiciaire sont produits par type de juridiction ;
- pour la Polynésie française, les statistiques annuelles sont produites par type de juridiction, à l'exception de celles du ressort des tribunaux judiciaires, sur les affaires familiales, l'aide juridictionnelle, les tutelles de mineurs, la protection des libertés et les entreprises en difficulté ;
- en Nouvelle-Calédonie, les statistiques détaillées annuelles sont produites par type de juridiction, à l'exception de celles du ressort de la Cour d'appel, sur les injonctions de payer et les tutelles de mineurs. En outre, une enquête de victimation similaire à Cadre de vie et sécurité a été réalisée en 2021 en Nouvelle-Calédonie par l'Isee.

En ce qui concerne la justice pénale :

- les données sur les condamnations (source Casier judiciaire national, CJN) sont disponibles pour Saint-Pierre-et-Miquelon et la Polynésie française. Elles ne sont pas disponibles pour la Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna pour le moment ;
- les données de Cassiopée (suivi des affaires pénales) sont disponibles depuis 2014 pour la Nouvelle-Calédonie et depuis 2019 pour la Polynésie française. En revanche, elles ne sont pas disponibles pour Saint-Pierre-et-Miquelon ni pour Wallis-et-Futuna.

Comme pour la justice civile, les données de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy sont incluses dans les données du tribunal judiciaire de Basse-Terre, que ce soit pour le CJN ou pour Cassiopée.

Concernant la justice pénitentiaire, le SSER diffuse depuis début 2022 les statistiques trimestrielles sur le milieu fermé (établissements pénitentiaires). Cette publication contient des tableaux spécifiques à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française. Saint-Barthélemy et Saint-Martin n'y figurent pas, car ils n'abritent aucun établissement pénitentiaire ; Saint-Pierre-et-Miquelon et Wallis-et-Futuna non plus, car ils comptent moins de cinq écroués chacun, seuil de diffusion lié au secret statistique.

Les données sur les nombres de crimes et délits enregistrés par les forces de sécurité dans les COM sont présentées dans l'atlas accompagnant le bilan statistique annuel. L'ensemble des COM ainsi que le détail pour la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie sont présentés. Pour Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon et Wallis-et-Futuna, la délinquance qui y est enregistrée est trop faible, eut égard à la taille de ces territoires, pour faire l'objet d'une diffusion identique aux autres.

## 2.15 Équipements et services dans les territoires

La base permanente des équipements (BPE), produite et diffusée par l'Insee, répertorie un large éventail d'équipements et de services, marchands ou non, accessibles au grand public sur l'ensemble de la France au 1er janvier de chaque année. Cette base rassemble des données sur des points d'accès localisés à des niveaux géographiques fins : communes, territoires supra-communaux et infra (Iris[53]) avec coordonnées (x,y). Elle permet de produire différentes informations au niveau d'un territoire, comme la présence ou l'absence d'un équipement, sa densité, etc. La BPE est construite à partir de 6 répertoires, 15 fichiers administratifs, 4 sources en open data et s'appuie sur des conventions avec 10 fournisseurs. En 2024, le champ recouvre 229 types de services et équipements différents, répartis en sept grands domaines : services pour les particuliers, commerces, enseignement, santé et action sociale, transports-déplacements, sports-loisirs-culture et tourisme. Près de 2,8 millions d'équipements sont répertoriés dans la BPE. Le domaine de la santé, de la justice et de l'apprentissage incluent des nouvelles structures et des nouvelles professions, y compris sur les DROM.

Les informations disponibles dans la BPE sont mises à disposition sur le site insee.fr chaque année. La diffusion des résultats statistiques est identique pour tous les territoires de l'Hexagone et des DROM.

53 Îlots regroupés pour l'information statistique.

Un produit avec des évolutions sur une période de cinq ans est également mis à disposition sur le site insee.fr chaque année.

L'offre de diffusion de la BPE contient des tables de dénombrement filtrables téléchargeables en csv, parquet ou via une API, une base détaillée au niveau équipement, des graphiques et cartes interactifs destinés à un large public et une étude annuelle, dans la collection Insee Première, sur un thème particulier de la BPE. Tous ces produits incluent les DROM dans leur champ.

#### 2.15.1 Dans les DROM

Le champ couvert par la BPE comprend l'Hexagone et les cinq DROM.

Quelques particularités sont cependant à souligner :

- quelques équipements ne sont disponibles pour aucun des cinq DROM car les types d'équipements concernés n'existent pas sur ces territoires (gares par exemple) ou bien les fichiers administratifs centralisés dont sont issues les informations sur leur localisation ont pour champ seulement l'Hexagone : il s'agit notamment des campings. Les stations de recharge électriques sont également disponibles uniquement pour l'Hexagone, les données sur les DROM n'étant pas exhaustives ;
- quelques équipements sont disponibles pour la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et La Réunion mais pas pour Mayotte du fait de sources incomplètes : c'est le cas des établissements sociaux ;
- les équipements de Mayotte ne sont pas géolocalisés, du fait d'une proportion trop élevée d'éléments d'adressage insuffisants.

#### 2.15.2 Dans les COM

Les collectivités d'outre-mer n'entrent pas dans le champ de la BPE et il n'existe pas de dispositif similaire géré par les COM elles-mêmes.

### 2.16 Prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation (IPC) est l'instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation du niveau général des prix des biens et des services consommés par les ménages sur le territoire français. Son évolution est présentée en variation mensuelle, en glissement annuel et en moyenne annuelle. Le champ géographique couvert par l'IPC national est aujourd'hui celui de l'Hexagone et des cinq DROM (Mayotte est intégrée à la chaîne nationale depuis 2023).

Par ailleurs, une enquête de comparaison spatiale des prix est organisée tous les cinq ans environ. Elle permet de comparer les niveaux des prix à la consommation entre chaque DROM et l'Hexagone (depuis 2010), et également entre la France de province, l'agglomération parisienne et la Corse. Cette comparaison porte sur l'ensemble des biens et services marchands consommés de manière significative par les ménages sur chaque couple de territoires comparés.

### 2.16.1 Dans les DROM

#### *2.16.1.1 Indice des prix à la consommation*

L'échantillon des prix collectés dans les DROM par l'Insee est suffisant pour publier des résultats mensuels de l'IPC dans chaque DROM, ce qui n'est pas possible pour les régions de l'Hexagone.

Avant 2023, Mayotte disposait d'un dispositif spécifique de mesure de l'inflation, non intégré à la chaîne nationale, qui permettait une publication mensuelle d'un IPC régional. Depuis janvier 2023, l'indice de Mayotte est calculé selon une méthode identique à celle des autres DROM et de l'Hexagone, et est inclus dans l'indice national.

#### *2.16.1.2 Comparaison spatiale de prix avec l'Hexagone*

L'édition 2015 de l'enquête de comparaison spatiale des prix a intégré pour la première fois Mayotte, nouvellement DROM. L'édition suivante de cette enquête initialement prévue en 2021 a été réalisée au premier semestre 2022 du fait de la crise sanitaire ; les résultats ont été publiés en 2023, pour chacun des cinq DROM (cf. partie 4 – Sélection de publications statistiques).

L'opération a bénéficié du soutien financier d'Eurostat[54] et de la Direction générale des Outre-mer (DGOM).

### 2.16.2 Dans les COM

#### *2.16.2.1 Indice des prix à la consommation*

Des indices des prix à la consommation sont publiés :

- mensuellement en Nouvelle-Calédonie, par l'Isee ;
- mensuellement en Polynésie française, par l'ISPF ;
- trimestriellement à Wallis-et-Futuna, par le STSEE ;

54 Direction générale de la Commission européenne, chargée de l'information statistique.

- trimestriellement à Saint-Pierre-et-Miquelon, par la Préfecture.

Ces indices des prix à la consommation sont calculés selon une méthodologie adaptée de celle mobilisée dans l'Hexagone et les DROM.
L'Isee publie également depuis début 2022 un indice des prix à la consommation des Calédoniens les plus modestes. L'ISPF quant à lui publie depuis 2003 un indice ouvrier qui suit l'évolution des prix pour les ménages dont le responsable est ouvrier au sens de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles.

Saint-Barthélemy et Saint-Martin ne publient pas d'indices des prix.

#### *2.16.2.2 Comparaison spatiale de prix avec l'Hexagone*

En 2022, les collectivités d'outre-mer qui le souhaitaient ont été associées à l'opération de comparaison spatiale des prix réalisée par l'Insee dans l'ensemble des DROM et dans l'Hexagone et s'appuyant sur une méthodologie reconnue au niveau international. Cinq COM ont ainsi réalisé une collecte des prix des biens et services marchands début 2022 dans le cadre de cette opération et en ont assuré l'exploitation : Nouvelle-Calédonie (Isee), Polynésie française (ISPF), Saint-Martin (Collectivité et Insee), Saint-Pierre-et-Miquelon (Préfecture), Wallis-et-Futuna (STSEE). Pour chacun des COM, l'objectif est de mesurer les différentiels de prix avec l'Hexagone. Les résultats ont été publiés en 2023 par l'Isee pour la Nouvelle-Calédonie, par l'ISPF pour la Polynésie française et par l'Insee pour Saint-Martin.

## 2.17 Activité productrice et démographie des entreprises

Le répertoire Sirene[55] enregistre l'état civil de toutes les entreprises et leurs établissements :

- quelle que soit leur forme juridique ;
- quel que soit leur secteur d'activité (industriels, commerçants, artisans, professions libérales, agriculteurs, collectivités territoriales, banques, assurances, associations…) ;
- situés en France, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon.

En outre, le secteur public administratif, de l'État ou des communes, localisé en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna, est également inclus (articles R930-1, R940-1 et R950-1 du Code de commerce) ainsi que certaines unités du secteur privé qui en font expressément la demande. Le répertoire Sirene n'est donc pas exhaustif pour les unités du secteur privé de ces territoires.

Le répertoire statistique des entreprises Sirus[56] est le complément statistique de Sirene. Il a vocation à être la référence en termes de champ de la statistique d'entreprises. Il contient l'ensemble des unités productives marchandes et l'ensemble des unités employeuses dans l'Hexagone et les DROM. Pour toutes ces unités, il enregistre des caractéristiques comme le chiffre d'affaires, le classement sectoriel,

55 Système informatique pour le répertoire des entreprises et de leurs établissements.
56 Système d'immatriculation au répertoire des unités statistiques.

l'effectif salarié, grâce à des mises à jour provenant d'une multitude de sources en particulier administratives. Il sert de base de sondage à la plupart des enquêtes auprès des entreprises du service statistique public.

Les DROM sont représentés dans la grande majorité des sources produites par l'Insee. Il peut cependant exister des exceptions, notamment lorsque les statistiques reposent sur l'exploitation de données fiscales. Ainsi, par exemple, les indicateurs infra-annuels de chiffres d'affaires reposent sur des données de TVA, laquelle n'est pas en vigueur en Guyane et à Mayotte.

### 2.17.1 En Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, à La Réunion

Les **statistiques structurelles d'entreprise** sont diffusées, d'une part, au niveau national y compris DROM et, d'autre part, au niveau de chaque DROM. L'enquête sectorielle annuelle (ESA), qui comprend l'industrie dans les DROM[57], est réalisée par internet, complétée d'une version papier quand nécessaire. Les données des liasses fiscales et quelques sources annexes complètent le dispositif Esane. L'élaboration de ces statistiques fait l'objet de traitements spécifiques par les équipes des DROM pour assurer leur qualité et les diffuser. Les données peuvent être un peu plus fragiles que celles de l'Hexagone compte tenu de la taille des territoires et de la qualité des sources administratives, notamment une couverture partielle des petites entreprises. La diffusion des statistiques structurelles d'entreprises dans les DROM prend en compte la notion de groupe de sociétés, par le biais du profilage, pour la première fois pour l'exercice 2018 publié en 2020. À partir de l'exercice 2023, le contour des entreprises défini par le profilage et diffusé au niveau des DROM est calculé au niveau national et n'est plus spécifique aux DROM ; le service Esane de Nantes (pour l'Hexagone) et les services Esane des DROM travaillent sur la même base d'entreprises pour élaborer un unique fichier annuel. Ceci assure la cohérence entre les données diffusées au niveau des DROM et leur contribution aux agrégats nationaux.

Les enquêtes annuelles sur les investissements dans l'industrie pour protéger l'environnement (Antipol) et sur les consommations d'énergie dans l'industrie (EACEI) ainsi que l'enquête biennale communautaire sur l'innovation (CIS), donnent lieu à diffusion régionale pour l'ensemble des DROM, sans le détail pour chacun d'entre eux, du fait de problèmes de précision (taille de l'échantillon et/ou taux de réponse) et parfois pour des raisons de confidentialité (activité peu présente ou très concentrée).

Les enquêtes auprès des **créateurs d'entreprises** (dispositif Sine) donnent lieu certaines années à publication de résultats régionaux sur le profil des créateurs et des entreprises créées pour chaque DROM hors Mayotte, comme pour les régions de l'Hexagone (cf. partie 4 – Sélection de publications statistiques).

La **démographie des entreprises** produit des données pour tous les départements français, y compris les DROM. Des séries conjoncturelles sur les créations mensuelles d'entreprises, débutant en 2012, ainsi que les séries annuelles associées plus détaillées sont diffusées sur insee.fr. Des données structurelles, sur les stocks annuels d'entreprises économiquement actives, sont également diffusées.

57 Pour l'Hexagone, l'industrie manufacturière est couverte par l'enquête annuelle de production.

### 2.17.2 À Mayotte

Le répertoire Sirene pour Mayotte s'est globalement amélioré grâce à un travail de collaboration étroite entre l'Insee et plusieurs centres de formalités des entreprises, y compris sur la question des cessations d'activité. La qualité des adresses à Mayotte, en retrait par rapport aux autres régions françaises, s'est améliorée avec le passage à Sirene 4 qui utilise la Base adresse nationale (BAN) et où un nombre plus grand d'adresses mahoraises est retrouvé.

Des améliorations récentes dans le répertoire statistique d'entreprises, Sirus, permettent d'obtenir un meilleur référentiel qui peut servir de base de sondage aux enquêtes auprès des entreprises, même s'il est plus fragile que celui des autres DROM. Les données des liasses fiscales sont maintenant intégrées via la DGFiP[58] et sont considérées comme quasi exhaustives sur le secteur formel. Les unités sans activité déclarée auprès de l'administration plusieurs années consécutives peuvent être mises en « cessation statistique » dans Sirus ; elles sont alors exclues des statistiques produites.

Ainsi, sur les **statistiques structurelles d'entreprises**, un dispositif (Esane-Mayotte) développé par le service statistique de la direction interrégionale de La Réunion-Mayotte est mis en œuvre depuis 2021 (sur les données 2018) sur le secteur formel. Il remplace l'enquête structurelle des entreprises de Mayotte (Esem) utilisée jusqu'alors pour collecter des données comptables à la place des liasses fiscales et élaborer des statistiques d'entreprises sur le territoire. Il utilise Sirus comme référentiel et mobilise les données de l'enquête mahoraise Esem (jusqu'en 2022) et des données de sources administratives fiscales et sociales pour déterminer le champ du secteur formel puis pour en calculer les principaux indicateurs. La méthodologie de ce dispositif se rapproche ainsi de celle du système Esane mis en œuvre dans l'Hexagone et les autres DROM. Les résultats pour Mayotte sont publiés chaque année. L'enquête Esem est arrêtée à compter des données 2023, en raison de la couverture suffisante des liasses fiscales.

En complément, une **enquête sur le secteur informel** est réalisée (Esemi[59]). Elle vise à calculer les principaux agrégats économiques des entreprises informelles mahoraises, dans le but principal d'alimenter les comptes économiques régionaux en complément de l'Esane-Mayotte, mais aussi de répondre à des attentes d'acteurs publics locaux. La première collecte a eu lieu en 2015 ; ses résultats ont été diffusés début 2018. Une deuxième édition de l'enquête s'est déroulée en 2021 et 2022.

Des données sur les **créations d'entreprises** à Mayotte sont diffusées dans la collection Insee Flash, comme pour les autres DROM, ainsi que dans le tableau de bord de conjoncture régional et dans les séries chronologiques.

Mayotte a été intégrée dans l'échantillon de Sine depuis la cohorte 2018. Une première publication, parue en octobre 2020, a été réalisée sur les caractéristiques des **créateurs d'entreprises** en 2018.

Elle a également été intégrée aux données de **démographie d'entreprises** en 2022, dans le cadre d'une refonte nationale du dispositif. Les données conjoncturelles de créations d'entreprise y débutent en 2012, et les données structurelles sur les stocks d'entreprises en 2017.

58 Direction générale des finances publiques.

59 Enquête sur les entreprises mahoraises informelles.

### 2.17.3 Dans les COM

Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon sont les seules collectivités d'outre-mer pour lesquelles l'immatriculation dans le répertoire Sirene est inscrite dans le Code de commerce. Cela concerne toutes les entreprises et tous les établissements de ces territoires. Pour les autres COM, l'immatriculation au répertoire Sirene peut se faire à la demande de ses entreprises, quand elles ont besoin d'un numéro Siren, depuis fin 2023.

Les créations d'entreprises à Saint-Barthélemy sont calculées sans être diffusées dans les publications conjoncturelles, à l'heure actuelle. Celles de Saint-Martin, font en revanche l'objet d'une diffusion trimestrielle et annuelle.

En Nouvelle-Calédonie, le répertoire d'identification des entreprises et des établissements (Ridet) enregistre l'état civil de toutes les entreprises et leurs établissements calédoniens. Il permet la publication de statistiques sur la démographie des entreprises et établissements.

En Polynésie française, le Répertoire territorial des entreprises (RTE) a été créé en 1986. Y sont inscrites les personnes physiques ou morales exerçant de manière indépendante une activité économique non salariée. L'ISPF publie des statistiques sur les créations, radiations et chiffres d'affaires des entreprises.

## 2.18 Recherche et développement (R&D)

L'activité de recherche et développement expérimental (R&D) est appréhendée par plusieurs enquêtes : d'une part, une enquête auprès des entreprises et, d'autre part, des enquêtes auprès des entités constituant la recherche publique (le secteur des administrations).

L'enquête R&D auprès des entreprises, conduite depuis 1963, est menée par le Sies, le service statistique du ministère en charge de la recherche. Elle interroge chaque année près de 12 000 unités légales implantées en France, DROM compris. Afin de préserver les règles de représentativité des résultats d'enquête et du secret statistique, les données des DROM sont mises à disposition de manière regroupée : de 1984 jusqu'en 2003, elles étaient rassemblées avec celles de la Corse. Depuis, un regroupement à part entière « DROM » est publié.
Deux difficultés se combinent à ce stade : la connaissance de l'activité de R&D sur ces territoires et le secret statistique. En effet, si la construction de la population de l'enquête est robuste pour chaque région de l'Hexagone, le recensement exact des entreprises pouvant réaliser de la R&D dans les DROM est plus délicat, notamment en raison de difficultés pour identifier l'ensemble des aides à la recherche et à l'innovation existantes. Par ailleurs, le petit nombre d'entreprises susceptibles de réaliser de la R&D dans les DROM, couplé à de fortes disparités existant entre chacun des territoires, invitent à la prudence quant à la publication de résultats par territoire.
En ce qui concerne les enquêtes réalisées auprès des administrations (établissements d'enseignement supérieur et de recherche, centres hospitaliers universitaires (CHU) et centres de lutte contre le cancer (CLCC), organismes publics de recherche, services ministériels et autres établissements publics,

associations et fondations), le champ couvre les DROM et les COM, ainsi que quelques pays étrangers pour les effectifs. Les effectifs à l'étranger étaient groupés, dans le questionnaire, avec les COM avant le millésime 2023, ils sont recueillis séparément depuis le millésime 2023. Pour les réponses aux demandes institutionnelles (Jaune budgétaire) ainsi que pour les publications du Sies, les données DROM et COM sont regroupées dans une rubrique « Outre-Mer ». La non diffusion par territoire est justifiée pour l'enquête auprès des associations par la qualité incertaine de la réponse de certains établissements et par la nécessité de préserver le secret statistique[60].
Par ailleurs, depuis 2002, l'enquête biennale « CollTerr » sur les budgets consacrés à la recherche et au transfert de technologie (R&T), à l'enseignement supérieur et à la vie étudiante (ES&VE) par les collectivités territoriales permet d'appréhender la part du budget de chaque collectivité territoriale qui est consacrée à la recherche et au transfert de technologie ainsi qu'à l'enseignement supérieur et la vie étudiante. Elle couvre toutes les collectivités territoriales de l'Hexagone ou d'outre-mer finançant la recherche, le transfert de technologie, l'enseignement supérieur et la vie étudiante et permet de diffuser des résultats pour chaque DROM, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française. Si les conseils régionaux, les conseils départementaux et assimilés sont généralement répondants, le taux de réponse parmi les communes et EPCI interrogés est plus bas que sur le reste de l'enquête.

## 2.19 Tourisme

### 2.19.1 Dans les DROM

L'Insee réalise dans les cinq DROM des enquêtes mensuelles de fréquentation dans les hébergements collectifs touristiques (hôtels et autres hébergements collectifs de tourisme), mais ne réalise pas d'enquête sur les campings, comme cela est mené dans l'Hexagone. Il diffuse des résultats départementaux groupés (hôtels et autres hébergements collectifs de tourisme) sous le libellé « Hôtels », contrairement à l'Hexagone pour lequel les données des deux catégories sont diffusées de façon distincte. Les données sur la fréquentation hôtelière dans les hébergements collectifs touristiques sont diffusées dans les notes de conjoncture trimestrielles, depuis juillet 2019 aux Antilles et en Guyane, et depuis octobre 2018 à La Réunion.

De premiers résultats sur la fréquentation hôtelière à Mayotte au premier semestre 2020 ont été rendus publics dans le cadre de l'exercice d'évaluation de l'impact économique de la crise sanitaire. Depuis lors, des publications annuelles présentent un bilan de la fréquentation hôtelière à Mayotte sur l'ensemble de l'année.

Dans le cadre du partenariat Cerom, un nouveau compte satellite du tourisme a été produit pour La Réunion sur 2019 (les précédents portaient sur 2005 et 2010) et diffusé en juillet 2022.

60 Depuis sa création en 1963, cette enquête a progressivement étendu son champ aux différents types d'administrations concernés. Ainsi, la prise en compte de Mayotte a débuté en 2010 avec une montée en charge au gré de son intégration dans chaque type d'administration.

Selon les DROM et les années, il existe aussi des enquêtes dans les aéroports auprès des voyageurs, dont le financement dépend de la participation effective des collectivités territoriales. Une enquête de ce type a été réalisée chaque année à Mayotte jusqu'en 2019, en partenariat avec le Comité départemental du tourisme de Mayotte (CDTM). Elle visait à quantifier le flux de touristes visitant l'île, leurs caractéristiques et leurs dépenses en cours de séjour.

### 2.19.2 Dans les COM

Depuis fin 2023 à Saint-Martin, une quarantaine d'hôtels sont enquêtés, et peuvent répondre sur une plateforme internet de l'Insee en collaboration avec l'institut statistique de Saint-Martin (Itsee). Les données sont ensuite extraites de la base Insee et transmises à l'Itsee. À compter du 1er janvier 2026, la collecte de cette enquête et l'exploitation des données relèvent uniquement de l'Itsee.

À Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon, aucune enquête relative au tourisme n'est réalisée par le service statistique public. Toutefois, quelques chiffres d'administrations hors service statistique public sont publiés par l'IEDOM dans les rapports annuels consacrés à chaque COM.

En Polynésie française, l'ISPF réalise chaque mois une enquête sur les flux touristiques ainsi que des enquêtes de fréquentation hôtelière (hôtellerie internationale et familiale). Une enquête relative aux dépenses des touristes est menée en outre tous les deux ans. En raison du Covid-19, l'enquête prévue en 2020 a été différée entre août 2021 et octobre 2022. La dernière édition de cette enquête a eu lieu en 2025.

En Nouvelle-Calédonie, l'Isee réalise en continu une enquête sur le flux de passagers à l'aéroport et a mis en place début 2020 une enquête sur les dépenses des touristes. Cette dernière a également été suspendue en mars 2020 en raison du Covid-19. Une synthèse du tourisme 2024, sur la base de l'enquête auprès des personnes débarquant en Nouvelle-Calédonie, a été publiée en septembre 2025. Des échanges ont eu lieu avec les institutions en charge du tourisme au niveau territorial et de la province Sud pour relancer une enquête auprès des croisiéristes (enquête menée par un prestataire privé et analysée par l'Isee – en stand-by compte tenu des évènements de 2024) et mesurer le poids du tourisme par une approche « touristicité » des activités et des communes calédoniennes (inspirée d'une méthodologie appliquée à La Réunion).

## 2.20 Énergie

Les statistiques sur l'énergie produites par l'Observatoire de l'énergie puis par le service statistique du ministère en charge de l'énergie, le SDES[61], n'ont longtemps couvert que l'Hexagone. Des efforts ont été entrepris depuis une quinzaine d'années pour étendre le champ aux DROM :

- de certaines enquêtes statistiques : enquête annuelle sur la production d'électricité (inclusion des DROM hors Mayotte en 2007 ; inclusion de Mayotte en 2014) ;

61 Service des données et études statistiques.

- de certaines collectes administratives : collecte de données sur l'électricité auprès d'EDF-Systèmes électriques insulaires ou d'Électricité de Mayotte, collecte de données sur le pétrole auprès de la Raffinerie de Martinique, enquête sur la transparence des prix du gaz et de l'électricité ;
- de l'observation de sources déjà existantes : données des Douanes concernant les DROM, données des observatoires régionaux de l'énergie dans les DROM, etc.

L'objectif premier est de pouvoir établir des statistiques nationales sur un champ incluant les DROM, correspondant désormais à la définition géographique de la France retenue pour les statistiques énergétiques européennes depuis la révision du règlement européen sur ces dernières de 2017.

Le principal produit de diffusion du SDES en matière de statistiques énergétiques est le bilan énergétique annuel. Portant initialement sur l'Hexagone, ce champ inclut les DROM depuis 2019.

Un certain nombre de statistiques restent toutefois non publiables localement, pour des contraintes de secret ou de représentativité, bien que les collectes incluent ces territoires.

Le champ des notes de conjoncture a été étendu aux DROM à partir de la note du 1er trimestre 2022 publiée en mai 2022, sans néanmoins isoler ce sous-champ géographique dans la publication.

### 2.20.1 Dans les DROM

Une page dédiée aux bilans énergétiques des différents DROM a été créée en 2020 sur le site du SDES et des bilans de l'énergie DROM par DROM ont été diffusés pour les années 2013 à 2021. Ces bilans, qui présentent l'avantage d'être comparables entre eux, avec le bilan national et avec ceux des autres pays diffusés par l'Agence internationale de l'énergie, apportent ainsi des informations complémentaires à celles publiées par les observatoires régionaux de chaque DROM.

En outre, la collecte et la diffusion de données locales de consommation d'énergie, mises en œuvre dans le cadre de l'article 179 de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV), couvrent les DROM. Sont en particulier mises à disposition aujourd'hui des données de consommation d'électricité par Iris[62] et de consommation de produits pétroliers par département. Des données de consommation d'électricité à l'adresse pour tous les bâtiments non résidentiels et les bâtiments résidentiels d'au moins dix logements des DROM sont diffusées depuis 2022.

L'enquête sur les travaux de rénovation des maisons individuelles (Tremi), dont la collecte a été réalisée en 2020 sous co-maîtrise d'ouvrage du SDES et de l'Ademe[63], inclut les DROM, à titre expérimental. Le faible nombre de répondants n'a pas permis de diffuser les résultats dans chacun des DROM, ils ont donc été regroupés dans les fichiers de diffusion. L'enquête sur les travaux de rénovation des logements (Trelo) qui prend la suite de Tremi, et dont la collecte a eu lieu à l'automne 2023, inclut les DROM hors Mayotte et la Guyane.

62 Découpage géographique infra-communal (cf. annexe 3).

63 Agence de la transition écologique, ex-agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

### 2.20.2 Dans les COM

Pour la Polynésie française, l'Observatoire polynésien de l'énergie publie un bilan énergétique annuel ainsi que des chiffres clés.

En Nouvelle-Calédonie, la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie (Dimenc) produit des données qui sont accessibles à tous sur le site de l'Observatoire de l'énergie, mis en place en 2025.

## 2.21 Environnement – développement durable

Le service statistique ministériel en charge de l'environnement, le SDES, produit des clés de lecture et des informations statistiques sur l'état des milieux et les pressions qui s'y exercent en exploitant des données produites par l'ensemble des acteurs de l'environnement (institutionnels, associations…).

En matière de statistiques environnementales, certaines productions statistiques ne donnent pas lieu à diffusion de données locales. Il en est ainsi des statistiques sur les éco-activités, de la dépense de protection de l'environnement, produites à partir de sources ne permettant pas une régionalisation (comptabilité nationale, Esane, rapport d'activités, comptes de dépenses…) ou du compte d'émissions dans l'air (Namea-Air[64]).

Par ailleurs, certaines sources ne permettent pas de diffusion au niveau DROM bien que ceux-ci soient dans le champ de la source. C'est le cas par exemple, de l'enquête annuelle sur les minéraux et matériaux de carrières.

Des enquêtes sur les pratiques et opinions des Français sur les sujets environnementaux sont régulièrement conduites. Celles-ci incluent dans leur échantillon les DROM, mais la taille des échantillons ne permet généralement pas de diffuser de résultats distinguant Hexagone et DROM. Pour certaines enquêtes spécifiques, certains DROM sont sur-échantillonnés pour pouvoir disposer de résultats significatifs sur l'agrégat « DROM ». Cela a été le cas pour l'enquête Les Français et la nature en 2020 et pour l'enquête sur le sentiment d'exposition aux risques en 2022. Le champ de ces deux enquêtes ne couvre pas Mayotte.

### 2.21.1 Dans les DROM

Des informations statistiques sont produites dans chaque DROM concernant la qualité des **eaux** souterraines et superficielles. Pour ce faire, le SDES, mobilise et exploite les données issues des réseaux de surveillance de ces masses d'eau gérés par les offices de l'eau.

La même démarche est conduite pour la qualité de l'**air**, via la valorisation des données issues du dispositif de surveillance de la qualité de l'air en place dans chaque DROM et géré par les associations

64 National Accounting Matrix Including Environmental Accounts.

locales agréées de surveillance de la qualité de l'air. Ces données abondent le rapport annuel produit par le SDES portant sur la qualité de l'air en France (cf. partie 4 – Sélection de publications statistiques).

Une démarche similaire voit actuellement le jour pour la qualité des **sols** avec la montée en puissance du réseau de mesure de la qualité des sols piloté par le Groupement d'intérêt scientifique sur les sols (Gis Sol).

Des diffusions au niveau régional y compris pour les DROM sont faites en ce qui concerne les statistiques sur les **formations initiales en environnement** (nombre de formations, d'élèves et insertion) ainsi que sur le marché du travail des métiers de l'économie verte (données issues de Pôle emploi hors Mayotte).

Des statistiques sont produites pour chaque DROM sur les **déchets** (production de déchets par type d'activités, gestion des déchets municipaux et des déchets dangereux) ainsi que sur l'eau (notamment prélèvements et utilisation d'eau douce, service d'alimentation en eau). Ces indicateurs sont transmis à la division statistique des Nations unies.

Des données existent sur les achats de **produits phytopharmaceutiques** dans les DROM déclarées par les distributeurs, au même titre que ce qui est disponible dans l'Hexagone, mais elles sont de bien moins bonne qualité. Les déclarations sont néanmoins publiées sur internet sous forme de tableur et de data visualisation[65], en espérant une amélioration de leur qualité à l'avenir.

Des données de présence sur les **espèces continentales et marines** dans chaque DROM sont disponibles sur l'Inventaire national du patrimoine naturel (INPN[66]), actualisé chaque année : abondance des populations, degré de menace et autres caractéristiques (autochtones, introduites). La qualité de ces données sur ces territoires est fonction de la pression d'inventaire qui peut être très hétérogène. La mise en place courant 2023 d'un programme de surveillance de la biodiversité terrestre devrait permettre à terme de renforcer la collecte de ces données.

Le panorama des **espaces protégés** basé sur les données de l'INPN décrit les différents types de protection avec des données par départements, y compris dans les DROM et les COM (cf. partie 4 – Sélection de publications statistiques).

La mobilisation de sources administratives permet par ailleurs au SDES de produire une information statistique régulière sur les questions en lien avec les **risques naturels et technologiques**.

Enfin, pour éclairer les **démarches territoriales de développement durable**, l'Insee et le SDES se sont associés pour mettre à disposition un ensemble d'indicateurs cohérent avec l'Agenda 2030. Ces indicateurs permettent une approche régionale, départementale et communale, y compris dans les DROM (cf. partie 4 – Sélection de publications statistiques).

65 https://ssm-ecologie.shinyapps.io/bnvd/.

66 https://inpn.mnhn.fr/espece/indicateur.

### 2.21.2 Dans les COM

Une démarche sur les objectifs de développement durable (ODD), à laquelle contribue l'ISPF, a été lancée en août 2020 en Polynésie française ; un ensemble d'indicateurs de suivi a été publié par la Présidence de la Polynésie française en 2021 (cf. partie 4 – Sélection de publications statistiques). Le rapport de suivi des ODD a été réédité en 2024 avec une augmentation significative du nombre d'indicateurs renseignés.

## 2.22 Transports

Le domaine des statistiques du transport se prête difficilement à des analyses par territoire. En effet, l'une des caractéristiques des transports est justement que les marchandises et les voyageurs circulent, soit à l'intérieur d'une région, soit à partir d'un point de départ ou d'arrivée d'une région, soit juste traversant la région, les statistiques sur ce dernier créneau étant difficiles à établir.

On peut toutefois citer les statistiques suivantes, produites et diffusées par DROM : les statistiques des transports de marchandises et passagers par mer, élaborées à partir de données par port (hors Mayotte), les statistiques relatives au transport de passagers, de fret et de courrier par voie aérienne, collectées par aéroport et le suivi statistique des véhicules routiers (immatriculations et parcs de véhicules).

### 2.22.1 Dans les DROM

Dans le domaine du **transport maritime**, le SDES collecte et transmet à Eurostat des données trimestrielles et annuelles issues des grands ports maritimes (GPM) de Guadeloupe, de Guyane, de La Réunion et de Martinique pour répondre à la directive 2009/42/EC. Les transmissions trimestrielles sont obligatoires pour les ports ayant un trafic annuel supérieur à 1 million de tonnes de marchandises ou plus de 200 000 passagers.

En outre, l'arrêté du 24 octobre 2012 en application de l'article R-154-1 du Code des ports maritimes impose des remontées de données mensuelles et trimestrielles pour les ports dont l'activité dépasse ces mêmes seuils, et annuelle pour les ports qui, chaque année, enregistrent au moins une tonne de marchandises ou un mouvement de passagers. Les grands ports maritimes de Guadeloupe, de Guyane, de La Réunion et de Martinique sont concernés par ces remontées. Les ports cités dans cet arrêté et dont le trafic se situe en deçà de ces seuils doivent toutefois transmettre au SDES des données selon un rythme annuel. C'est le cas de Mayotte notamment. Toutefois aucune donnée concernant ce territoire n'a pu être collectée jusqu'à présent.

Dans le domaine du **transport aérien**, les données sont collectées et transmises à Eurostat par la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) selon les termes du règlement européen n° 437/2003. La

liste des aéroports soumis à ce règlement est fixée par le règlement européen n° 158/2007 avec un seuil minimum de 15 000 unités-passagers par an. Les aéroports suivants des DROM sont concernés :

- Guadeloupe (Aéroport de Guadeloupe-Maryse Condé) ;
- Guyane (Aéroport international Félix-Éboué, Aérodrome de Maripasoula) ;
- La Réunion (Aéroport de La Réunion-Roland-Garros, Aéroport de Pierrefonds) ;
- Martinique (Aéroport international Martinique-Aimé-Césaire) ;
- Mayotte (Aéroport de Dzaoudzi-Pamandzi).

Concernant le **parc de véhicules routiers**, le SDES diffuse annuellement des tableaux par catégorie de véhicules (véhicules particuliers, utilitaires légers, camions, etc.) pour chaque DROM. Ceux-ci contiennent désormais également des estimations de distances parcourues par ces véhicules à partir des relevés de contrôles techniques.

### 2.22.2 Dans les COM

Les données des aéroports suivants sont collectées et transmises par la DGAC à Eurostat :

- Saint-Barthélemy (Aéroport de Saint-Barthélemy – Rémy de Haenen) ;
- Saint-Martin (Aéroport de Grand-Case Espérance) ;
- Nouvelle-Calédonie (Nouméa – La Tontouta) ;
- Polynésie française (Aéroport international Tahiti Faa'a).

Par ailleurs, à Saint-Martin, l'Itsee recueille les données du trafic aérien de l'Aéroport de Grand-Case Espérance auprès de la société de gestion d'aéroports Edeis et les données du trafic passagers (navettes et bateau de croisière) et de marchandises du port de Marigot auprès du Port autonome. L'Itsee les exploite et les publie notamment dans la note de conjoncture.

## 2.23 Agriculture

De façon générale, les territoires des DROM présentent des spécificités qui rendent la collecte des enquêtes conduites par le service statistique ministériel de l'agriculture (SSP[67]) plus complexe que dans l'Hexagone. Le repérage des ménages à enquêter est plus difficile, car beaucoup de ménages agricoles cultivent des terres pour leurs propres besoins et sont faiblement orientés vers le marché. Ils n'ont donc pas toujours de comptabilité et ne sont pas identifiés dans les fichiers administratifs d'aides. Par ailleurs, l'existence de productions locales et de pratiques agricoles spécifiques nécessitent le plus souvent une adaptation des questionnaires. Enfin, certains territoires sont difficiles d'accès, notamment en Guyane.

67 Service de la statistique et de la prospective.

Les DROM sont couverts autant qu'il est possible par les enquêtes agricoles, mais la situation est variable selon les territoires.

### 2.23.1 Dans les DROM

#### *2.23.1.1 Les enquêtes statistiques*

Jusqu'en 2015, l'**enquête annuelle Teruti** sur l'occupation et l'utilisation des sols se déroulait aux Antilles et à La Réunion mais pas en Guyane ni à Mayotte compte tenu de la difficulté particulière d'accès à une partie du territoire de ces deux DROM. À l'occasion de la refonte de l'enquête en 2017, une extension de la collecte à l'ensemble des DROM a été réalisée. Les premiers résultats, portant sur les années 2017-2019, ont été publiés en 2021.

Pour la première fois, en 2020, Mayotte a été totalement insérée dans le dispositif du **recensement agricole décennal** (RA2020), qui couvre donc les cinq DROM et l'Hexagone. En 2010, le recensement agricole avait été réalisé en Guadeloupe, Martinique, Guyane et à La Réunion en même temps que dans l'Hexagone et une opération spécifique expérimentale avait été conduite pour Mayotte.

Les **enquêtes sur la structure des exploitations agricoles**, intermédiaires entre deux recensements agricoles décennaux, couvrent désormais les cinq DROM, Mayotte ayant été intégrée pour l'enquête structure 2023.

Les **enquêtes cheptels** couvrent l'ensemble des DROM. Au regard des critères de sélection des exploitations agricoles entrant dans le champ de l'enquête, seules la Guadeloupe et La Réunion sont enquêtées au titre du cheptel caprin[68].

Les **enquêtes sur les pratiques culturales** couvrent les DROM quand les productions sont suffisamment significatives :

- canne à sucre en Guadeloupe , en Martinique et à La Réunion pour les enquêtes sur les grandes cultures ;
- banane en Guadeloupe et Martinique, plus récemment, agrumes en Guyane, pour les enquêtes sur l'arboriculture ;
- Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion pour les enquêtes sur les légumes.

Pour Mayotte, une enquête d'initiative locale est menée sur le **maraîchage** depuis 2022 (échantillon en cours de consolidation).

L'**enquête aquaculture nationale** a été étendue aux DROM. En 2022, une première collecte dans chacun des DROM avait permis d'enquêter pour la première fois l'ensemble des unités aquacoles, selon un dispositif ad hoc. En 2023, les DROM ont été pleinement intégrés au dispositif d'enquête hexagonal, avec une collecte menée en face-à-face ou par téléphone par les services statistiques régionaux.

68 Seules sont enquêtées les exploitations agricoles qui détiennent au moins 10 caprins.

Les enquêtes ponctuelles couvrent les DROM autant qu'il est possible.

#### *2.23.1.2 Les opérations de synthèse*

La **statistique agricole annuelle** (SAA) est une opération de synthèse annuelle sur les productions agricoles françaises. Elle fournit chaque année des données sur l'ensemble des productions agricoles en termes physiques (surfaces, rendements et productions agricoles pour les végétaux et les animaux) détaillées par produit et par région et département.

Pour établir la SAA, les services régionaux disposent des résultats des enquêtes statistiques, d'informations rassemblées auprès des correspondants agricoles locaux, des organismes professionnels, des agriculteurs ou encore de données administratives.

Les données de la SAA sont disponibles sur la Guadeloupe, la Guyane, La Réunion et la Martinique et, depuis 2016, sur Mayotte.

Les comptes économiques de l'agriculture couvrent la France entière. Depuis le passage en base 2010, le champ couvert inclut Mayotte. Des données régionales (pour chacun des cinq DROM) sont également publiées et transmises à Eurostat dans le cadre du passage sous règlement des comptes régionaux.

En 2017-2018, un travail de révision des séries des comptes régionaux de l'agriculture des DROM a été conduit pour harmoniser les différentes méthodes de valorisation des productions, pour ventiler selon les mêmes principes les subventions et pour progresser dans l'estimation des charges et des consommations intermédiaires, moins bien connues que dans l'Hexagone. À compter de juillet 2024, les comptes de l'agriculture sont estimés et publiés dans une nouvelle base (passage en base 2020).

Le rebasement a conduit à réévaluer les niveaux de base 2019 et 2020 par poste et par région ; pour les DROM, ce travail s'est limité à intégrer les changements de concepts décidés avec le rebasement, en particulier l'intégration dans le champ des comptes des productions des jardins familiaux. Les comptes en base 2020 sont disponibles pour les années 2020 à 2024 (les données pour les DROM sont diffusées sur Agreste et alimentent une annexe du rapport présenté à la Commission des comptes de l'agriculture de la nation).

Des séries rétropolées ont été publiées début 2026, permettant ainsi de disposer de séries antérieures à 2020 à concepts constants.

Le rapport annuel sur les **concours publics à l'agriculture** constitue une synthèse annuelle des dépenses publiques en faveur du secteur agricole. Il porte sur l'ensemble de la France, y compris les DROM, et est présenté en juillet lors de la Commission des comptes de l'agriculture de la nation. Depuis juillet 2024, le rapport inclut une partie spécifique portant sur les DROM, réalisée par l'ODEADOM[69] en collaboration avec le SSP, qui fait également l'objet d'une présentation spécifique lors de la Commission des comptes.

Depuis 2018, le service statistique ministériel de l'agriculture assure le suivi statistique de la **pêche maritime** et de l'**aquaculture**. Pour répondre à l'appel à données européen sur les données

69 Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer.

économiques des flottes de pêche française, le service statistique, en partenariat avec l'Ifremer[70] et le Lemna[71], mobilise plusieurs sources, notamment des données d'effort de pêche et d'enquête réalisée par l'Ifremer pour estimer un modèle de coût (Guyane et Guadeloupe), ou des documents comptables de certains armateurs (La Réunion) pour fournir des données sur les flottes des DROM. Ces résultats sont publiés de manière agrégée par segment de flotte aussi bien pour le rapport annuel économique sur la flotte de pêche de l'Union européenne[72] que dans la publication de synthèse du service statistique ministériel.

#### *2.23.1.3 Le suivi des comptabilités agricoles*

Depuis 2013, les **statistiques sur les comptabilités des exploitations**, produites par le service statistique ministériel de l'agriculture à partir du réseau d'information comptable agricole (Rica), couvrent trois DROM (Guadeloupe, La Réunion, Martinique). Les résultats sont de fiabilité inégale compte tenu des spécificités locales en termes de structuration du réseau des centres comptables et du nombre important d'exploitations au forfait. L'enquête Rica, interrompue depuis 2020 en Martinique (en raison des difficultés d'un centre de gestion), a redémarré lors du Rica 2024. Compte-tenu de ces difficultés, la Guadeloupe et la Martinique ont été regroupées dans un ensemble Antilles, de façon à diffuser des résultats représentatifs à ce niveau-là.

### 2.23.2 Dans les COM

Le recensement agricole est réalisé par le service statistique du ministère en charge de l'agriculture dans les deux collectivités d'outre-mer de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, en même temps que dans l'Hexagone (2010, 2020).

En Polynésie française, le dernier recensement général agricole (RGA) a eu lieu en 2023. La collecte s'est déroulée d'août à décembre 2023, principalement par enquêteur en face-à-face et de façon dématérialisée sur tablette. Le champ géographique de ce RGA est constitué de l'ensemble des îles de Polynésie française.
Les données sur l'agriculture sont diffusées par le Service du développement rural – Service de la pêche. Depuis juin 2017, ce service a laissé la place à une direction de l'agriculture et à une direction de la biosécurité. La Direction des Ressources Marines publie un bulletin statistique annuel qui constitue une synthèse des données de la pêche professionnelle, de l'aquaculture et de la perliculture.
L'Institut statistique de Polynésie française (ISPF) produit chaque année un bilan de la pêche et des publications sur les exportations de produits perliers (cf. partie 4 – Sélection de publications statistiques).

En Nouvelle-Calédonie, le recensement général agricole a été mené environ tous les dix ans par l'Isee et la Direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales (Davar), permettant d'alimenter les systèmes d'information sur l'agriculture calédonienne et d'étudier l'évolution du secteur sur le territoire

70 Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.
71 Laboratoire d'économie et de management de l'université de Nantes.
72 Annual Economic Report on the EU fishing fleet.

et ses trois provinces. Depuis 1983, il y a eu trois autres recensements : 1991, 2002 et 2012. Au troisième trimestre 2025, une enquête agricole pilotée par la Davar a été réalisée auprès d'un échantillon représentatif d'exploitations, afin de disposer d'une connaissance actualisée du secteur. Elle devrait aboutir à des analyses thématiques détaillées et un rapport complet au dernier trimestre 2026.

Après un recensement général de l'agriculture en 2001 à Wallis-et-Futuna, une enquête agricole a été réalisée en 2014-2015 par le service statistique de Wallis-et-Futuna (STSEE) en partenariat avec le service de l'agriculture.

## 2.24 Finances publiques locales et structures territoriales

### 2.24.1 Dans les DROM

Le service statistique ministériel de la direction générale des collectivités locales (DGCL), le département des études et des statistiques locales (DESL), produit annuellement des statistiques sur les **comptes des collectivités locales** et de leurs groupements à fiscalité propre (communautés de communes, communautés d'agglomération, communautés urbaines, métropoles). Ces statistiques sont basées sur les comptes de gestion fournis par la DGFiP[73] et sur la centralisation de documents budgétaires. Les cinq DROM sont intégrés dans le champ de ces statistiques, chaque DROM étant désormais présenté individuellement.

Par ailleurs, le rapport annuel de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL) contient une annexe spécifique (cf. annexe 3) sur les collectivités locales ultra-marines, qui met en regard les comptes des collectivités des DROM avec les comptes des collectivités de l'Hexagone. Ainsi, dans les statistiques produites sur les différents types de collectivité (commune, EPCI[74], département, région ou collectivité territoriale unique), les résultats agrégés sont désormais présentés au niveau de chaque DROM (y compris pour le secteur communal). En outre, une consolidation des comptes entre types de budget, et entre catégories de collectivité, est présentée pour les cinq DROM.

La DGCL produit également des statistiques sur la **fiscalité locale**, à partir du Répertoire des éléments d'imposition (REI) de la DGFiP. Comme pour les finances locales, les cinq DROM sont inclus dans les statistiques produites mais, dans les publications sur la fiscalité du secteur communal, ils sont regroupés en raison du faible nombre de communes.

L'annuaire statistique « Collectivités locales en chiffres » intègre depuis son édition 2022 des résultats supplémentaires par région, DROM inclus, relatifs au dénombrement des structures locales (communes et intercommunalités) selon la taille et la catégorie ainsi que des données régionales sur les élus locaux (sexe et âge). Les résultats détaillés sur les comptes des DROM par type de collectivité ont été également mis à jour pour l'édition en ligne 2025. De même, le chapitre 8 de l'annuaire statistique

73 Direction générale des finances publiques.

74 Établissement public de coopération intercommunale.

« Collectivités locales en chiffres » comprend des résultats ventilant les effectifs d'agents au sein de la fonction publique territoriale par région, dont chacun des DROM hors Mayotte.

Sur un sujet connexe, on peut signaler que la DGCL réalise également un suivi des structures intercommunales (groupements à fiscalité propre, syndicats de communes, syndicats mixtes), via une application déployée dans les préfectures[75]. Là encore, les cinq DROM sont intégrés dans les statistiques produites.

De surcroît, dans le chapitre 2 de « Collectivités locales en chiffres » relatif aux collectivités locales et leurs populations, les informations diffusées couvrent à la fois les DROM et les COM (cf. partie 4 – Sélection de publications statistiques).

#### 2.24.2 Dans les COM

Les COM sont désormais mieux couvertes dans les sources produites sur les finances locales par la DGFiP.

Dans le rapport annuel de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), sont présentés des éléments sur les finances des COM (Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon, Nouvelle-Calédonie).

L'Agence française de développement publie chaque année l'Observatoire des communes de Polynésie française agrégeant les données financières de l'ensemble des communes.

### 2.25 Commerce extérieur

#### 2.25.1 Dans les DROM

Les statistiques du commerce extérieur des DROM établies par le service statistique de la direction générale des douanes et droits indirects, le département des statistiques et des études du commerce extérieur (DSECE), sont diffusées selon deux concepts :

- **concept « national »** (échanges de la France avec le « reste du Monde »), appliqué à l'ensemble et à chacune des régions et départements français, y compris d'outre-mer ;
- **concept spécifique aux DROM** où chaque DROM est considéré comme un territoire statistique autonome, échangeant avec l'ensemble du Monde, Hexagone et autres DROM compris.

75 Application Aspic-Banatic (Accès des services publics aux informations sur les collectivités / Base nationale sur l'intercommunalité).

En concept national, les données par région et département sont diffusées à un niveau de produit « agrégé » (en CPF 4[76] ou en NA 129[77]) et selon une chronologie trimestrielle.
En concept DROM, depuis novembre 2022 des statistiques détaillées, par pays et par produit en Nomenclature Combinée (8 positions), sont diffusées annuellement (avec un historique remontant à l'année 2019). Le pas annuel permet de limiter le nombre de données non diffusables par DROM du fait de l'application du secret statistique.

De façon standardisée, ces statistiques régionales et départementales sont accessibles sur le site internet « Le Chiffre du commerce extérieur » (cf. partie 4 – Sélection de publications statistiques). Des « demandes particulières » (requêtes directes sur bases de données) peuvent en outre être réalisées pour diffusion d'informations publiques non couvertes par les processus de diffusion classiques.

### 2.25.2 Dans les COM

Les données du commerce extérieur concernant les COM ne font l'objet d'aucune publication de la part du service statistique de la direction générale des douanes et droits indirects.
En particulier, pour Saint-Martin, en l'absence d'enregistrement des flux de marchandises entre la partie française et la partie néerlandaise de l'île, la douane française ne peut pas produire de statistiques pour les échanges de cette COM.

En Polynésie française, l'ISPF valorise les données du commerce extérieur en publiant une note de conjoncture trimestrielle et un bilan annuel en lien avec les douanes.

Pour la Nouvelle-Calédonie, l'Isee exploite le fichier du commerce extérieur des douanes et publie des points conjoncturels trimestriels, une synthèse annuelle et propose des tableaux de résultats sur son site internet (dont un suivi mensuel).

Des données peuvent être obtenues pour les autres COM auprès de l'Institut d'émission d'Outre-mer (IEOM)[78].

## 2.26 Comptabilité économique régionale

Le produit intérieur brut (PIB) de la France couvre l'Hexagone, les cinq DROM et la collectivité de Saint-Martin. La raison en est que Saint-Martin, après avoir accédé au statut de collectivité d'outre-mer française en 2007[79], a acquis le statut de région ultrapériphérique (RUP) de l'Union européenne. C'est la seule COM à avoir le statut de RUP.

76 Classification des produits française – niveau groupe.
77 Nomenclature agrégée de la CPF à 129 positions.
78 http://www.ieom.fr/ieom/.
79 Avant 2007, Saint-Martin faisait partie intégrante du département de la Guadeloupe.

### 2.26.1 Dans les DROM

Les **comptes définitifs des DROM** sont de la responsabilité de l'Insee et publiés sur son site internet.

L'Insee traite différemment les comptes annuels (dits définitifs) des départements d'outre-mer et les comptes des régions de l'Hexagone. Les deux directions inter-régionales ultra-marines de l'Insee – Antilles-Guyane et La Réunion-Mayotte – mobilisent les sources les plus détaillées et les plus précises dont elles disposent sur chaque DROM de leur périmètre de responsabilité, afin d'en élaborer le compte, dont le produit intérieur brut (PIB) et ses différentes composantes (consommation, investissement…) sont les indicateurs emblématiques. Pour les DROM hors Mayotte, les comptes sont établis de manière courante à partir de sources statistiques assez développées. Pour Mayotte, où les sources restaient incertaines, un compte complet a été établi et diffusé pour la première fois en 2019 pour le millésime 2015.

On peut noter que les comptes des régions de l'Hexagone en revanche sont calculés par décomposition du compte « ensemble de l'Hexagone », celle-ci étant basée sur une information beaucoup plus sommaire que celle utilisée par les deux directions inter-régionales Antilles-Guyane et La Réunion-Mayotte de l'Insee. Il existe donc pour chacun des DROM des éléments d'information beaucoup plus précis, notamment sur la formation des revenus, que dans les régions de l'Hexagone. Ces informations sont disponibles entre deux et quatre ans après l'année écoulée. **Actuellement les comptes annuels « définitifs » portent sur le millésime 2021 pour les cinq DROM**.

En 2018, les séries de comptes économiques définitifs des DROM hors Mayotte ont été rétropolées en base 2014 des comptes nationaux. Ces séries débutent en 1996. Les comptes définitifs du millésime 2019 ont été produits en base 2014 et 2020. En 2025, les comptes définitifs du millésime 2021 des DROM y compris Mayotte ont été produits en base 2020 et des séries rétropolées ont été diffusées.

La diffusion des comptes économiques des DROM a évolué en 2022, avec la mise à disposition d'une description de l'économie de ces territoires à la fois actualisée (nouveaux millésimes disponibles, jusqu'en 2020), harmonisée entre DROM et complétée pour les millésimes 2018 et 2019. En effet, pour la première fois, l'Insee a mis en ligne sur son site internet des séries longues des principaux indicateurs macroéconomiques en complétant les séries issues des comptes définitifs de celles issues des comptes rapides. Pour les millésimes 2020 et 2021, la diffusion est différenciée entre les Antilles-Guyane et La Réunion-Mayotte.

Par ailleurs, pour les DROM hors Mayotte, il existe un système de **comptes économiques rapides**, eux aussi annuels, mais élaborés plus rapidement sur la base d'informations moins complètes. Actuellement, les délais de publication des comptes rapides sont de 6 mois environ après la fin de l'année pour La Réunion et de 8 mois après la fin de l'année pour les Antilles et la Guyane. Ainsi pour La Réunion, la publication des comptes économiques portant sur l'année 2024 date de juillet 2025. Pour les Antilles et la Guyane, celles portant sur l'année 2024 datent de septembre 2025.

Pour Mayotte, des estimations de PIB et des données économiques afférentes sont réalisées chaque année pour les besoins d'Eurostat, selon une méthode plus élémentaire que pour les autres DROM.

Les comptes rapides sont une production du projet Comptes économiques rapides pour l'Outre-mer (Cerom) et sont publiés sur le site du Cerom. Le projet Cerom est né en 2003 et formalisé par un accord cadre. Le dernier accord cadre a été signé en 2021 par six partenaires institutionnels[80], dont l'Insee ; il consiste à mettre en place un cadre statistique permettant d'analyser les évolutions récentes de la situation économique des Outre-mer français. Deux types de produits sont élaborés : les comptes rapides et les tableaux de bord, qui suivent trimestriellement des indicateurs économiques variant selon les territoires[81].

Enfin, depuis 1997 l'Insee mène tous les 7 à 10 ans une enquête sur l'impact des activités spatiales en Guyane. La dernière enquête a été collectée en 2020 et ses résultats ont été publiés en 2022.

### 2.26.2 Dans les COM

Depuis la mise en place du projet Cerom (cf. supra), les partenaires ont entrepris l'estimation d'un PIB par habitant pour chacune des COM ; des études approfondies sont également proposées.

Les comptes économiques rapides 2024 de la Polynésie française ont été publiés en août 2025, ceux de 2023 en juillet 2024. Pour la Nouvelle-Calédonie, les comptes économiques rapides de 2024 ont été publiés en septembre 2025. En Polynésie française, des comptes définitifs sont également publiés avec quatre ans de décalage (publication en janvier 2026 des comptes définitifs 2021). Les comptes définitifs de Nouvelle-Calédonie datent de 2017 en raison d'un travail de fond pour mettre en place une nouvelle base (nouvelles sources, automatisation et adoption des meilleurs standards).

Les dernières actualisations du PIB par habitant ont été diffusées :

- en 2023, pour Saint-Martin (portant sur l'année 2019 – le PIB a également été calculé pour l'année 2021 (provisoire) et 2020 (semi-définitif)) ;
- en 2014, pour Saint-Barthélemy (portant sur l'année 2010) ;
- en 2024, pour Wallis-et-Futuna (portant sur l'année 2019).

L'IEDOM a également calculé en 2018 un PIB pour Saint-Pierre-et-Miquelon (portant sur l'année 2015).
En Polynésie française, l'ISPF a produit en mars 2022 un diagnostic territorial en vue de l'élaboration du plan de convergence du pays.

80 L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), l'Institut d'émission d'outre-Mer (IEOM), l'Institut d'émission des départements d'outre-Mer (IEDOM), l'Agence française de développement (AFD), l'Institut de statistique de Polynésie française (ISPF), l'Institut de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie (Isee).

81 Par exemple : indice des prix à la consommation, indicateur du climat des affaires, demandeurs d'emploi en fin de mois, emploi salarié dans le secteur marchand, importations, exportations, octroi de mer, importations de biens de consommation courante, importations de biens d'équipement, crédits à la consommation des ménages, immatriculations de véhicules neufs (tourisme / utilitaires), consommation d'électricité basse tension, crédits à l'habitat aux ménages, crédits à l'investissement des entreprises, trafic passager aéroportuaire, épargne collectée par les établissements de crédit implantés localement, coût du crédit aux entreprises, personnes physiques en interdiction bancaire, dossiers de surendettement déposés, taux de créances douteuses…

Partie 3

# Investissements en cours

3.1 Quelques exemples d'évolution ..... 83
3.2 Le programme prévisionnel des enquêtes ménages dans les DROM ..... 88

# 3 Investissements en cours

Les statistiques publiques sur l'Outre-mer continuent de se diversifier et de s'enrichir. Les systèmes d'information statistique ne sont pas figés. Ils évoluent pour s'adapter aux besoins de connaissance de la société. Ainsi à la suite de plusieurs investissements lancés par l'Insee et les services statistiques ministériels, de nouvelles informations seront prochainement disponibles sur l'Outre-mer, que celles-ci soient issues de dispositifs statistiques nationaux ou de travaux spécifiques.
Les instituts et services territoriaux de statistique enrichissent également leur production.

Les données ainsi produites seront mises à disposition via des publications ainsi que des bases de données accessibles sur les sites internet des services et instituts.

## 3.1 Quelques exemples d'évolutions

Sont présentés ici des exemples d'investissements en cours.

**Concernant le recensement de la population :**

De 2021 à 2024, le recensement à Mayotte a été réalisé selon les mêmes modalités que dans les autres DROM et l'Hexagone, avec des enquêtes annuelles par sondage dans les communes de plus de 10 000 habitants et une enquête quinquennale exhaustive dans les communes de moins de 10 000 habitants. Si les modalités de collecte ont bien convergé, Mayotte a bénéficié de moyens renforcés pour son enquête cartographique, ainsi que pour une collecte réalisée de façon exhaustive dans les quartiers d'habitats précaires. Toutefois, les dégâts causés par le cyclone Chido et les mouvements de population qui en ont résulté ont nécessité de fortement adapter le processus de recensement. Les logements ont été cartographiés d'avril à octobre 2025 avant d'organiser un recensement exhaustif fin 2025.

Le questionnaire internet de l'enquête annuelle du recensement de la population accessible tous publics, et compatible tous supports et notamment sur téléphone portable est désormais proposé à la population depuis 2024. Il a un impact positif sur le taux de réponse par internet dans les DROM. En 2025, la réponse par internet progresse entre 4 et 17 points dans les DROM à l'exception de la Guyane où elle diminue de 0,5 point. En 2024, elle avait progressé entre 0,9 et 9,7 points selon les quatre DROM. Le smartphone est désormais un support intégré par la population pour répondre aux questionnaires du recensement (entre 38 et 56 % de réponse internet par smartphone selon les DROM).

**Concernant l'état civil :**

Une refonte du système d'information du RNIPP est en cours à l'Insee ; elle n'est pas spécifique aux DROM ou COM. Ce projet vise à améliorer le dispositif de contrôle des données d'état civil, les algorithmes d'identification des personnes et les modalités et produits de diffusion des données. Les

premiers livrables de cette refonte, des API de consultation du RNIPP à destination d'utilisateurs habilités, étaient disponibles début 2026.

**Concernant les statistiques sur l'emploi et le chômage :**

Mayotte a intégré pleinement l'enquête Emploi en continu en 2024, après une année de montée en charge débutant en janvier 2023 : à l'instar des autres DROM, un important travail de rétropolation a permis l'intégration de Mayotte dans les séries longues des principaux agrégats assis sur l'enquête Emploi (à commencer par le taux de chômage). Il s'agira désormais de faire ce travail de rétropolation sur les indicateurs conjoncturels, avec une analyse particulière du premier trimestre 2025, dont la collecte a été très fragilisée par les conséquences du cyclone Chido.

Le groupe de travail du Cnis réuni dans le cadre de la mise en place de la loi pour le plein emploi a statué sur la production de statistiques sur les demandeurs d'emploi sur le champ France entière. Actuellement, seuls les DROM hors Mayotte sont inclus. L'intégration de Mayotte est prévue une fois la phase de montée en charge terminée. Le déploiement de la déclaration sociale nominative (DSN) a débuté à Mayotte début 2022. Elle nécessite une expertise de la qualité (taux de couverture, décalage temporel des déclarations, non-réponse partielle, etc.). Après cette expertise, un important travail sera nécessaire pour intégrer Mayotte dans les différents produits du Siera, que ce soit sur les statistiques sur les salaires, celles sur l'emploi, les statistiques en coupe ou en séries. Lorsque l'ensemble du territoire aura été couvert, avec des données exhaustives et de qualité, des statistiques sur les mouvements de main-d'œuvre à Mayotte pourront être calculées par la Dares.

La mesure du retour à l'emploi à la sortie d'un dispositif de politique de l'emploi continue d'être expertisée, afin d'instruire un scénario de bascule des enquêtes réalisées par la Dares auprès des sortants de dispositifs d'insertion en emploi (contrats uniques d'insertion, insertion par l'activité économique, contrats de professionnalisation) vers un appariement entre les données administratives portant sur ces dispositifs et la DSN, permettant des analyses sur la Guadeloupe, la Guyane, La Réunion et la Martinique, et à terme également sur Mayotte.

Les données sur les offres d'emploi en ligne exploitées par la Dares (Jocas) pour la production des indicateurs de tension ne font actuellement l'objet d'aucune production statistique récurrente. La base est notamment accessible sur la plateforme SSPCloud de l'Insee. Un projet visant à valoriser ces données sous la forme d'une « météo de l'emploi » à fréquence trimestrielle a récemment abouti. Il intègre une dimension locale (régions et départements) et permet de distinguer les DROM.

Le prochain exercice de prospective sur les métiers et les qualifications (PMQ) tentera d'inclure les DROM dans son champ. Lors de l'exercice précédent (« Métiers 2030 »), de nombreuses demandes en ce sens sont remontées des DROM. Les travaux pour « Métiers 2035 » ont débuté dans ce sens.

Concernant le Système d'information sur les agents des services publics (Siasp), 2022 est le premier millésime alimenté par la DSN et produit par l'Insee avec la chaîne de production du secteur privé. Siasp est impacté par des changements de source et de chaîne. Le travail d'expertise des données est très conséquent, c'est également l'occasion de remettre à plat, documenter et interroger les choix méthodologiques passés. Ce travail de mise au point et de validation des nouveaux indicateurs Siasp se fait dans le cadre d'un groupe de travail (GT) organisé par l'Insee avec tous les SSM concernés (Dgafp,

Drees, DGCL, Depp, OED). Les années 2024 et 2025 ont été consacrées à définir les indicateurs robustes pour la diffusion, à identifier les indicateurs fortement impactés par des ruptures des séries et à documenter ces ruptures. L'expertise des données sur Mayotte est prévue dans le cadre du GT Siasp sur le millésime Siasp 2024.

**Concernant les revenus, la pauvreté et les inégalités :**

La prochaine édition de l'enquête budget de famille est en cours de collecte sur l'année 2026, avec des échantillons permettant de décliner les revenus et les inégalités de consommation par DROM, y compris Mayotte.

En Polynésie française, l'ISPF a collecté d'avril 2025 à mars 2026 l'enquête sur le budget des familles.

**Concernant les statistiques sur la santé :**

L'enquête « santé DOM » de la Drees, rééditée en 2025 est représentative de chacun des DROM (à l'exclusion de Mayotte, suite au passage du cyclone Chido) comme en 2019.

L'enquête nationale périnatale sera rééditée en 2027. Elle inclura comme en 2021 des suréchantillons sur chacun des cinq DROM.

**Concernant les statistiques dans le domaine des « solidarités » :**

Le projet de la Drees de remontées de données individuelles sur l'orientation et l'accompagnement des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) par les conseils départementaux, démarré en 2020, s'est poursuivi en 2023 (base « RI-insertion ») et a donné lieu à une première diffusion en 2025. Il concerne les cinq DROM, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon. La première diffusion couvrira les Antilles et La Réunion.

Un projet d'exploitation par la Drees des données administratives sur les établissements et services médico-sociaux (fichier Badiane : données de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, de l'agence nationale d'appui à la performance, etc.) a été lancé en 2019. Il vise à produire un fichier statistique qui, sous réserve d'expertise sur les données, permet des exploitations au niveau de la Guadeloupe, la Guyane, La Réunion et la Martinique à partir de 2023. Cette première version de Badiane couvre les établissements pour personnes âgées des cinq DROM et de trois COM (Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon) sur la période 2019-2022 ; le champ sera ensuite étendu aux établissements et services pour personnes handicapées.

Les remontées par la Drees de données individuelles sur les prestations départementales d'aides aux personnes âgées ou aux personnes handicapées (RI-APA-ASH et RI-PCH) ont été reconduites dans un dispositif plus global de remontées d'informations relatives aux politiques d'autonomie (les « RI-autonomie »), intégrant également des informations sur les prestations gérées par la Cnam ou la Cnaf. La base construite est exhaustive, et permettra donc des exploitations sur chaque DROM. La collecte des données détenues par départements des RI-autonomie 2019-2022 s'est terminée en 2025.

**Concernant les statistiques sur le sport :**

Une plateforme de mise à disposition et de valorisation des données publiques du sport, élaborée avec la direction des sports, a été mise en ligne en juin 2025 (https://data.sports.gouv.fr/pages/accueil/). Au-

delà de l'entrée « entrepôt de données », elle propose un parcours « portrait de territoires » présentant les principaux indicateurs disponibles sur les différentes dimensions du sport (équipements, pratique sportive grand public et de haut niveau, enseignement-diplômes, activité économique-emplois, dispositif publique), qui permet de sélectionner un territoire (région, département, voire commune pour certains indicateurs) et de représenter les indicateurs sur ces zones géographiques, en les comparant à la moyenne nationale. La Guadeloupe, la Guyane, La Réunion et la Martinique seront couvertes, Mayotte selon les sources mobilisées.

**Concernant les statistiques sur la culture :**

Dans la continuité de la sortie des premiers résultats de l'enquête Pratiques culturelles, un appel à propositions de recherche a été lancé en 2023. Alimenté par les discussions et les échanges organisés dans le cadre d'un conseil consultatif scientifique, cet appel à proposition de recherche a pour ambition de traiter des questions spécifiques aux territoires ultramarins et à leur positionnement dans des aires géographiques particulières. La publication d'un ouvrage collectif est envisagée. Trois projets ont été retenus :

- Radios et télévisions dans les pratiques culturelles Outre-mer : le rôle des médias nationaux et locaux dans la construction des identités en Guyane et à Mayotte (TEROM) (sous la responsabilité scientifique de Stéphanie Guyon, MCF HDR, Université Picardie Jules Verne, CURAPP-ESS, et Clémentine Lehuger, docteure en science politique associée au CURAPP-ESS) ;
- Patrimonialisation, langues et cultures : discours et pratiques médiatiques et de médiations /appropriation de la culture et du patrimoine en contexte indianocéanique (PALAC) (sous la responsabilité scientifique de Nathalie Noël, MCF HDR, Université de La Réunion) ;
- DROM, Bases de streams et statistique spatiale (DROM'n BASSS) (sous la responsabilité scientifique de Marion Maisonobe, chargée de recherche CNRS et Thomas Louail, chargé de recherche CNRS).

**Concernant les statistiques sur le logement et la construction :**

L'enquête Logement a eu lieu en 2023-2024 sur l'ensemble de la France. Grâce à une extension d'échantillon, elle permettra une diffusion de résultats pour chaque DROM, à partir d'un questionnaire adapté aux conditions locales. Les premiers résultats nationaux ont été diffusés en janvier 2026.

Le projet Sitadel3 est en cours d'élaboration et devrait atterrir, pour ses principales fonctionnalités, début 2026. Il vise à mieux intégrer l'ensemble des informations issues des demandes d'autorisation d'urbanisme (ex : surface au sol des logements) et à moderniser le système d'information (flux d'intégration des données, traitements, etc.). En complément de ce projet, un investissement est en cours afin d'améliorer les estimations à date réelle des agrégats publiés sur les autorisations et les mises en chantier (et possiblement des achèvements). Les nouvelles estimations sont disponibles pour les logements depuis septembre 2025, celles sur les locaux non-résidentiels seront produites en 2026, tout comme l'investissement sur l'achèvement des logements, voire des locaux non-résidentiels.

**Concernant les statistiques sur la justice et la sécurité intérieure :**

La collecte de la première enquête sur la justice en France a eu lieu en 2024. Même si l'enquête ne donne pas lieu à des résultats localisés, l'échantillon couvrait les DROM hors Mayotte. Une réflexion est en cours sur la pérennisation de ce dispositif, avec des enquêtes qui pourraient être réalisées régulièrement, tous les 3-4 ans.

Concernant la sécurité intérieure, le SSMSI poursuit ses travaux d'exploitation par département de l'enquête VRS. Ces travaux incluent les DROM dans lesquelles cette enquête a été menée (Guadeloupe, La Réunion, Martinique).

**Concernant les statistiques sur les équipements et services dans les territoires :**

Un nouveau produit de la Base permanente des équipements est en construction : il proposera des dénombrements d'équipements sur deux années espacées d'un pas de dix ans, par type de territoire (région, département, intercommunalité, etc.). Il viendra enrichir, à l'été 2026, l'offre de diffusion qui comprend déjà un produit en évolution sur un pas de cinq ans.

**Concernant les statistiques sur la recherche et le développement :**

Des travaux méthodologiques pour poser le secret dans les enquêtes R&D auprès des administrations sont prévus au second semestre 2025. Une fois le secret posé sur les enquêtes R&D auprès des administrations, il est prévu de mettre à jour les données en open data sur la période récente et de publier des statistiques régionales.

**Concernant les statistiques sur l'énergie :**

L'enquête sur les travaux de rénovation énergétique dans les logements (Trelo), dont la collecte a eu lieu au second semestre 2023, intègre la Guadeloupe, La Réunion et la Martinique. Une publication des résultats est prévue en 2026.

**Concernant les statistiques sur l'environnement et le développement durable :**

La première campagne RMQS (réseau de mesure de la qualité des sols) dans les DROM (hors Guyane), a montré qu'un maillage de points de 16 km par 16 km est insuffisant pour rendre compte de la diversité des sols et de leurs usages. Pour la seconde campagne, le réseau de points sera densifié. Cette seconde campagne a démarré en 2025 sur la Guadeloupe et devrait se faire sur les autres DROM d'ici 2030 (sous-couvert de financement suffisant).

L'enquête en cours sur les déchets et déblais produits par les entreprises du BTP (EDD) en 2024 concerne toutes les régions sauf Mayotte. Un premier volet de l'enquête s'adresse à des établissements relevant du secteur de la construction et du secteur de la dépollution. L'échantillonnage ne permettra pas d'avoir des résultats par région. Par contre, le second volet de l'enquête s'adresse de façon exhaustive aux installations traitant des déchets du BTP et devrait pouvoir donner lieu à des résultats par région.

**Concernant les statistiques sur le tourisme :**

À Saint-Martin, l'Itsee a réalisé une enquête « profil des touristes » à l'aéroport et au port, tout au long de l'année 2025.

**Concernant les statistiques sur l'agriculture :**

La nouvelle enquête Pratiques culturales porte sur les pratiques agronomiques menées en grandes cultures, lors de la campagne culturale 2025 (enquête PK GC 2025). La collecte est menée de janvier à avril 2026. Dans les DROM, l'enquête concerne la culture de la canne à sucre en Guadeloupe, à La Réunion et en Martinique.

**Concernant les statistiques sur les finances publiques locales :**

Dans le domaine du suivi des structures intercommunales, la refonte de l'application Banatic (base nationale sur l'intercommunalité et autres collectivités) concerne également les DROM. Déployé à l'automne 2024, ce nouvel outil mis à jour par les préfectures de département, permet notamment de valoriser plus fidèlement l'état des compétences portées par les EPCI avec ou sans fiscalité propre.

## 3.2 Le programme prévisionnel des enquêtes ménages dans les DROM

Les enquêtes ménages qu'il est prévu de déployer dans les DROM, avec des extensions d'échantillon permettant des exploitations régionales, à la différence des régions de l'Hexagone, est une autre illustration des investissements spécifiques de la statistique publique dans les DROM.

Exemples d'enquêtes auprès des ménages **avec extensions d'échantillon** permettant des exploitations DROM :

| Année de collecte | Enquêtes | Territoires couverts | Partenaires financiers envisagés | Maître d'ouvrage de l'opération si non Insee |
|---|---|---|---|---|
| 2023/2024 | Logement | DROM | DGOM | |
| 2024 | Conditions de travail – Risques psychosociaux | DROM* | DGOM | Dares |
| 2025 | Santé | DROM* | DGOM | Dares |
| 2026 | Budget de famille | DROM | DGOM | |
| 2027 | Ressources et conditions de vie des jeunes | DROM hors Mayotte** | DGOM | Insee et Drees |
| 2028 (à préciser) | Comparaison spatiale des prix | DROM | DGOM | |
| 2028 (à préciser) | Fécondité et santé reproductive dans les DROM | DROM hors Mayotte | | Ined |

* À Mayotte, en raison du passage du cyclone Chido fin 2024, la collecte de l'enquête Conditions de travail – Risques psychosociaux est incomplète et la collecte de l'enquête Santé a dû être annulée.

** L'enquête Ressources et conditions de vie des jeunes n'est pas réalisée à Mayotte car elle demande d'utiliser des sources administratives dont la couverture est incomplète sur ce territoire.

Autres enquêtes auprès des ménages et opérations de collecte menées par l'Insee dans les DROM :

| Année de collecte | Opération | Territoires couverts |
|---|---|---|
| 2025 | Enquête Familles | DROM hors Mayotte* |
| Tous les ans | Enquête Technologies de l'information et de la communication (renommée Enquête sur les usages du numérique à partir de 2026) | DROM hors Mayotte (depuis 2008) |
| En continu | Indice des prix à la consommation, publication mensuelle par DROM | DROM |
| En continu | Enquête mensuelle de fréquentation dans les hébergements collectifs de tourisme | DROM |
| Tous les ans | Enquête statistique annuelle d'entreprises (Esane) | DROM hors Mayotte |
| Tous les ans | Enquête sur les entreprises de Mayotte (Esane-Mayotte) | Mayotte |
| Tous les ans | Enquête cartographique | DROM |
| Tous les ans a/c de 2022 | Dispositif sur les ressources et les conditions de vie (SRCV) | DROM hors Mayotte |

* À Mayotte, en raison du passage du cyclone Chido fin 2024, la collecte de l'enquête Familles a dû être annulée.

Note : les enquêtes sans extension locale ne permettent pas d'exploitations régionales.

Partie 4

# Publications statistiques – sélection 2024-2025


4.1 Publications multithèmes ..... 93
4.2 Démographie (recensement de la population & état civil) ..... 101
4.3 Emploi, chômage, revenus d'activité ..... 108
4.4 Niveau de vie, pauvreté, inégalités, conditions de vie ..... 117
4.5 Santé et Solidarités ..... 118
4.6 Enseignement, éducation (dont illettrisme), enseignement supérieur ..... 127
4.7 Jeunesse, sport, culture ..... 137
4.8 Logement et construction ..... 141
4.9 Justice et sécurité intérieure ..... 145
4.10 Équipements et services dans les territoires ..... 150
4.11 Prix à la consommation ..... 151
4.12 Activité productrice et démographie des entreprises ..... 154
4.13 Recherche et développement ..... 159
4.14 Tourisme ..... 159
4.15 Énergie ..... 162
4.16 Environnement – développement durable ..... 162
4.17 Transports ..... 166
4.18 Agriculture ..... 169
4.19 Finances publiques locales ..... 176
4.20 Commerce extérieur ..... 177
4.21 Comptabilité économique régionale, économie générale ..... 179

# 4 Publications statistiques – sélection 2024-2025

La liste des publications statistiques ci-après n'a pas vocation à être exhaustive.
Elle présente des publications de référence contenant des données sur au moins un DROM ou un COM, parmi les plus récentes mises en ligne principalement par le service statistique public. La sélection, nécessairement subjective, vise à donner un aperçu de la diversité des données et études existantes jusqu'à fin 2025.

## 4.1 Publications multithèmes

Certaines publications abordent des thèmes différents dans une même édition. Afin d'éviter leur duplication dans les sous-parties suivantes et pour chaque géographie, elles sont listées ci-après.

### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Régions et villes illustrées

Indicateurs régionaux pour les thèmes suivants : économie, population, santé, éducation, marché du travail, tourisme, économie et société numériques, agriculture, transports, sciences et technologie.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Eurostat – 2025*

Eurostat regional yearbook – 2025 edition

Indicateurs régionaux sont présentés pour les 13 thèmes suivants : population, santé, éducation, marché du travail, conditions de vie, société numérique, économie, entreprises, recherche et le développement, tourisme, transport, environnement, agriculture.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Eurostat – Septembre 2025*

Statistiques locales

De la région à la commune, des centaines d'indicateurs accessibles par thème. Possibilité de visualisation par carte ou tableau.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee, Statistiques locales – 2025*

L'essentiel sur… votre région

L'essentiel sur… une région dresse un portrait de la région via des indicateurs et des figures sur l'économie, le marché du travail (emploi et chômage), la démographie et les conditions de vie de la population (éducation, niveau de vie et pauvreté).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee – Octobre 2025*

Dossier complet

Évolution et structure de la population, population active, emploi et chômage, logement, diplômes – formation, tourisme, entreprises, salaires et revenus d'activité, etc. Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee, Chiffres détaillés – Novembre 2025*

Enquête migration, famille, vieillissement

Conçue par l'Ined et réalisée en partenariat avec l'Insee en 2020-2021, l'enquête Migrations, famille et vieillissement vise à mesurer les mutations démographiques en cours dans les DROM et à en appréhender leurs conséquences socio-économiques. Les publications sont mises en ligne au fur et à mesure de leur disponibilité.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Ined - Insee – 2025*

49,5 millions d'électeurs inscrits pour les élections européennes de 2024

Début mai 2024, 49,5 millions de personnes sont inscrites sur les listes électorales françaises pour voter aux élections européennes du 9 juin, soit 2,2 millions de plus qu'aux élections européennes de 2019.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna*
***Source :*** *Insee Focus n° 328 – Mai 2024*

En 2023, trois enfants sur dix vivent avec un seul de leurs parents

En France en 2023, 67 % des enfants mineurs vivent dans une famille « traditionnelle », 23 % dans une famille monoparentale et 10 % dans une famille recomposée (dont 7 % avec un parent et un beau-parent et 4 % avec leurs deux parents).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Insee Première - n° 2032 – Janvier 2025*

Partager son logement au-delà du noyau familial : des disparités régionales qui persistent

En 2020, en France hors Mayotte, 3,7 % des ménages sont dits « complexes ». La moitié est constituée d'un couple, avec ou sans enfants, ou d'une famille monoparentale qui cohabite avec au moins une autre personne ; ils sont dits « avec noyau familial ».

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Insee Première - n° 1980 – Janvier 2024*

## Guadeloupe

Rapport annuel économique de la Guadeloupe 2024

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Guadeloupe.

***Source :*** *IEDOM - Juin 2025*

Dès sa première année, un enfant sur deux vit dans une famille monoparentale en Guadeloupe

En 2021, 80 800 enfants mineurs vivent au sein de leur famille en Guadeloupe. Plus de la moitié d'entre eux habitent avec un seul de leurs parents, souvent dans une famille monoparentale, ou plus rarement dans une famille recomposée. Dans la plupart des cas, ces enfants vivent avec leur mère.

***Source :*** *Insee Analyses Guadeloupe n° 84 – Janvier 2025*

Égalité femmes-hommes : chiffres clés de la Guadeloupe

Au 1er janvier 2020, parmi les 383 600 habitants de Guadeloupe, 54,1 % sont des femmes (207 700) et 45,9 % sont des hommes (175 900).

***Source :*** *Insee Dossier Guadeloupe n° 19 – Mars 2024*

## Guyane

Rapport annuel économique de la Guyane 2024

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de la Guyane.

***Source :*** *IEDOM – Juin 2025*

Dès sa première année, un enfant sur deux vit dans une famille monoparentale en Guyane

En Guyane, 104 600 enfants mineurs vivent au sein d'une famille en 2021. La majorité d'entre eux habitent avec un seul de leurs parents, souvent dans une famille monoparentale, ou plus rarement dans une famille recomposée. Le plus souvent, ces enfants vivent avec leur mère.

***Source :*** *Insee Analyses Guyane n° 75 – Janvier 2025*

Égalité femmes-hommes : chiffres clés de la Guyane

Au 1er janvier 2020, parmi les 285 100 habitants de Guyane, 51,2 % sont des femmes (146 000) et 48,8 % sont des hommes (139 100).

***Source :*** *Insee Dossier Guyane n° 12 – Mars 2024*

## La Réunion

Rapport annuel économique de La Réunion 2024

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de La Réunion.

***Source :*** *IEDOM – Juin 2025*

Retours à La Réunion et insertion professionnelle : le niveau de formation avant tout

À La Réunion, l'insertion sur le marché du travail est plus fréquente pour les personnes nées sur l'île et qui l'ont déjà quittée au moins six mois. En 2021, 59 % d'entre elles ont un emploi, contre 48 % des personnes nées sur l'île et qui ne l'ont jamais quittée ou uniquement pour des courts séjours.

***Source :*** *Insee Analyses La Réunion n° 98 – Avril 2025*

Quatre enfants mineurs sur dix vivent dans une famille monoparentale à La Réunion

À La Réunion, en 2021, sur les 232 400 enfants de moins de 18 ans, 227 700 vivent dans une famille. Quatre sur dix résident avec un seul de leurs parents au sein d'une famille monoparentale, et cinq sur dix dans une famille « traditionnelle », avec leurs deux parents et leurs éventuels frères et sœurs.

***Source :*** *Insee Flash La Réunion n° 286 – Janvier 2025*

Égalité femmes-hommes à La Réunion : chiffres clés de la région

À La Réunion comme ailleurs, les femmes sont dorénavant plus diplômées que les hommes. Pourtant, elles continuent à être moins souvent en emploi. De plus,

lorsqu'elles travaillent, elles exercent des métiers moins qualifiés et moins rémunérateurs.

***Source :*** *Insee Dossier La Réunion n° 8 – Mars 2024*

Portraits des Hauts de La Réunion : des territoires contrastés en termes d'emploi, de pauvreté et d'habitat

En 2020, 180 000 personnes résident dans les Hauts, soit un habitant sur cinq de La Réunion. Entre 2010 et 2020, la population des Hauts augmente un peu plus que dans le reste du département. C'est le cas notamment dans l'Ouest et le Sud, qui accueillent désormais trois habitants des Hauts sur quatre.

***Source :*** *Insee Analyses La Réunion n° 86 – Février 2024*

### Martinique

Rapport annuel économique de la Martinique 2024

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Martinique.

***Source :*** *IEDOM - Juin 2025*

Dès sa première année, un enfant sur deux vit dans une famille monoparentale en Martinique

En 2021, 68 200 enfants mineurs vivent au sein de leur famille en Martinique. Plus de la moitié d'entre eux habitent avec un seul de leurs parents, souvent dans une famille monoparentale, ou plus rarement dans une famille recomposée. Dans la plupart des cas, ces enfants vivent avec leur mère.

***Source :*** *Insee Analyses Martinique n° 75 – Janvier 2025*

Égalité femmes-hommes : chiffres clés de la Martinique

Au 1er janvier 2020, parmi les 361 200 habitants de Martinique, 54,1 % sont des femmes (195 600) et 45,9 % sont des hommes (165 600).

***Source :*** *Insee Dossier Martinique n° 11 – Mars 2024*

### Mayotte

Rapport annuel économique de Mayotte 2024

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Mayotte.

***Source :*** *IEDOM - Juin 2025*

## Nouvelle-Calédonie

Rapport annuel économique 2024 de l'IEOM Nouvelle-Calédonie

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Nouvelle-Calédonie.

***Source :*** *IEOM – Juillet 2025*

Les chiffres clés de la Nouvelle-Calédonie en 2024

Principaux indicateurs macroéconomiques, sectoriels et sociaux du territoire, en comparaison avec l'Hexagone.

***Source :*** *IEOM – Juillet 2025*

Les cartes de la Nouvelle-Calédonie

Différentes cartes sur l'agriculture, le réseau bancaire, l'énergie, la population et le tourisme.

***Source :*** *IEOM – Septembre 2024*

## Polynésie française

Polynésie française en bref 2024

Série d'indicateurs de différents domaines sur la Polynésie française.

***Source :*** *ISPF – Points Référence – Octobre 2025*

Rapport annuel économique 2024 de l'IEOM Polynésie Française

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de la Polynésie française.

***Source :*** *IEOM – Juillet 2025*

Famille en chiffres 2025

Dépliant regroupant des informations sur le mode de vie, la population, l'activité, la formation et l'habitat.

***Source :*** *ISPF – Points Référence – Avril 2025*

La Polynésie française en cartes (2022)

Présentation du recensement de 2022 et receuil de cartes sur la population, l'emploi, le diplôme, le logement et les migrations.

***Source :*** *ISPF – Points Référence – Avril 2025*

La transition démographique en Polynésie française

Document de travail présenté aux assises de la vieillesse.

***Source :*** *ISPF – Documents de travail – Mars 2025*

Vahine en chiffres 2024

Numéro consacré aux femmes : population, activité, santé, formation, etc.

***Source :*** *ISPF – Points Référence – Mars 2024*

En Polynésie française, la population augmente faiblement, de 1 % entre 2017 et 2022

En 2022, 279 000 personnes vivent en Polynésie française. En cinq ans, la population a augmenté de près de 600 personnes par an, un rythme plus faible qu'auparavant.

***Source :*** *Insee Première n° 1990 – Mars 2024*

Le recensement de la population en Polynésie française en 2022

En 2022, 279 000 personnes vivent en Polynésie française. En cinq ans, la population a augmenté de près de 600 personnes par an, un rythme plus faible qu'auparavant.

***Source :*** *ISPF – Points Référence n° 1396 – Février 2024*

Fiches géographiques – Polynésie française

Diverses données et indicateurs aux différents niveaux géographiques les plus courants (Polynésie française entière, subdivisions et communes).

***Source :*** *ISPF – Février 2024*

## Saint-Barthélemy

Rapport annuel économique de Saint-Barthélemy 2024

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Saint-Barthélemy.

***Source :*** *IEDOM – Octobre 2025*

Chiffres clés de Saint-Barthélemy 2024

Principaux indicateurs macroéconomiques, sectoriels et sociaux du territoire, en comparaison avec l'Hexagone.

***Source :*** *IEDOM – Septembre 2024*

## Saint-Martin

Rapport annuel économique de Saint-Martin 2024

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Saint-Martin.

***Source :*** *IEDOM – Octobre 2025*

Les chiffres clés de Saint-Martin en 2023

Principaux indicateurs macroéconomiques, sectoriels et sociaux du territoire, en comparaison avec l'Hexagone et en comparaison avec Sin-Marteen.

***Source :*** *IEDOM – Octobre 2024*

## Saint-Pierre-et-Miquelon

Rapport annuel économique de Saint-Pierre-et-Miquelon 2024

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Saint-Pierre-et-Miquelon.

***Source :*** *IEDOM – Juin 2025*

Les chiffres clés de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2023

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Saint-Pierre-et-Miquelon.

***Source :*** *IEDOM – Juillet 2024*

## Wallis-et-Futuna

Rapport annuel économique de Wallis-et-Futuna 2024

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Wallis-et-Futuna.

***Source :*** *IEOM – Juillet 2025*

Les chiffres clés de Wallis-et-Futuna en 2024

Principaux indicateurs macroéconomiques, sectoriels et sociaux du territoire, en comparaison avec l'Hexagone.

***Source :*** *IEDOM – Juillet 2025*

A Wallis-et-Futuna, la population a diminué d'un quart en vingt ans

En 2023, 11151 personnes vivent à Wallis-et-Futuna, dont 8088 personnes à Wallis et 3063 à Futuna. La population a baissé de 25,4 % depuis 2003, où elle avait atteint un maximum.

***Source :*** *Insee, Insee Première n°2021 – Octobre 2024*

Recensement de la population 2023 : principaux tableaux

Tableaux issus du recensement 2023 sur les ménages, l'habitat, l'activité et la population.

***Source :*** *STSEE – Octobre 2024*

## 4.2 Démographie (recensement de la population & état civil)

### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Population de référence 2023

Dernier recensement de la population par région, département, arrondissement, canton et commune, collectivité d'outre-mer et liens pour accéder aux résultats de la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Wallis-et-Futuna.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna*
***Source :*** *Insee, Populations de référence – Décembre 2025*

Pyramide des âges interactive au 1er janvier 2025

Pyramides des âges par région. Population en début d'année, définitive jusqu'en 2022, provisoires de 2023 à 2025. Outil interactif.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee, Recensement de la population – 2025*

Recensement 2022 : résultats sur un territoire, bases de données et fichiers détail

Pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités… 7 thèmes accessibles, parmi lesquels : évolution et structure de la population ; couples – familles – ménages ; étrangers – immigrés.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Insee – Juin 2025*

Résultats statistiques des collectivités d'outre-mer

Données du recensement de la population 2020 communales et infra-communales sur la population, les couples, familles et ménages et sur la nationalité et l'immigration.

***Territoires :*** *Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon*
***Source :*** *Insee, Chiffres détaillés – Juin 2025*

Dans les pôles des grandes aires d'attraction des villes, sept emménagements sur dix en 2020 sont issus du même pôle

Malgré les restrictions liées à l'épidémie de Covid-19, les mobilités résidentielles en 2020 s'inscrivent dans la continuité des années récentes. Un ménage sur dix a déménagé au cours de l'année.

***Territoires :*** *Guadeloupe, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Insee Première - n° 1988 – Mars 2024*

Naissances et décès domiciliés 2015-2024

État civil – Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités…

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee, Chiffres détaillés – Septembre 2025*

Décès quotidiens et mensuels depuis janvier 2024

Données par région et département et au niveau national.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee, Chiffres détaillés – Mise à jour mensuelle Décembre 2025*

Indicateur conjoncturel de fécondité en 2024

Comparaisons régionales et départementales.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee, Chiffres-clés – Avril 2025*

Taux de mortalité en 2024 et nombre de décès en 2023

Comparaisons régionales et départementales.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee, Chiffres-clés – Avril 2025*

Taux de natalité et âge moyen de la mère à la naissance en 2024, et nombre de naissances en 2023

Comparaisons régionales et départementales.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee, Chiffres-clés – Avril 2025*

Les mariages en 2023

État civil - Fichiers détail.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee, chiffres détaillés – Juillet 2025*

Espérance de vie en 2024

Comparaisons régionales et départementales.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee, Chiffres-clés – Avril 2025*

Espérance de vie à différents âges

Comparaisons par département, âges et sexe, outil interactif.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee – 2025*

Partager son logement au-delà du noyau familial : des disparités régionales qui persistent

En 2020, en France hors Mayotte, 3,7 % des ménages sont dits « complexes ». La moitié est constituée d'un couple, avec ou sans enfants, ou d'une famille monoparentale qui cohabite avec au moins une autre personne ; ils sont dits « avec noyau familial ».

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee Première - n° 1980 – Janvier 2024*

## Guadeloupe

384 160 habitants en Guadeloupe au 1er janvier 2023

Au 1er janvier 2023, 384 160 personnes résident en Guadeloupe. Depuis 2017, la population de l'archipel diminue en moyenne de 0,3 % par an, soit 6 100 habitants de moins en six ans.

***Source :*** *Insee Flash Guadeloupe n° 227 – Décembre 2025*

La natalité baisse tandis que la part des seniors augmente - Bilan démographique 2024 en Guadeloupe

Au 1er janvier 2025, la population de la Guadeloupe est estimée à 380 400 habitants. Le recul démographique se poursuit en Guadeloupe. En 2024, la population diminue en raison des soldes naturel et migratoire déficitaires.

***Source :*** *Insee Flash Guadeloupe n° 217 – Avril 2025*

En 2020, les Antilles françaises et la Guyane se situent aux deux extrémités des dynamiques démographiques caribéennes

En 2020, la population de la Grande Caraïbe est estimée à plus de 300 millions d'habitants. En vingt ans, la population augmente en moyenne de 1,2 % par an.

***Source :*** *Insee Analyses Guadeloupe n° 83 – Décembre 2024*

En 2023, moins de naissances et de décès en Guadeloupe

En 2023, le recul démographique se poursuit en Guadeloupe. La baisse des naissances continue mais aussi le recul des décès. Le solde naturel reste légèrement positif pour la deuxième année consécutive.

***Source :*** *Insee Flash Guadeloupe n° 208 – Octobre 2024*

## Guyane

293 996 habitants en Guyane au 1er janvier 2023

Au 1er janvier 2023, 293 996 personnes résident en Guyane. C'est la région de France (hors Mayotte) où la croissance démographique est la plus forte.

***Source :*** *Insee Flash Guyane n° 214 – Décembre 2025*

Le dynamisme démographique faiblit avec des naissances moins nombreuses – Bilan démographique 2025 en Guyane

Au 1er janvier 2025, la population de la Guyane est estimée à 292 400 habitants. En 2024, la croissance démographique de la Guyane ralentit. Les naissances sont moins nombreuses pour la troisième année consécutive, reflet d'une baisse générale de la fécondité pour les femmes à tous les âges.

***Source :*** *Insee Flash Guyane n° 204 – Avril 2025*

En 2023, la fécondité reste élevée en Guyane, malgré une nouvelle baisse des naissances

En 2023, en Guyane les naissances sont moins nombreuses pour la deuxième année consécutive mais la fécondité reste bien supérieure à celle des Antilles et de la France métropolitaine.

***Source :*** *Insee Flash Guyane n° 195 – Octobre 2024*

En 2020, les jeunes natifs de Guyane sont moins mobiles qu'il y a dix ans

En Guyane, la population âgée de 18 à 34 ans se distingue par une part plus élevée de natifs par rapport à 2010. Les natifs de Guyane vivant sur le territoire sont moins mobiles que dix ans auparavant.

***Source :*** *Insee Analyses Guyane n° 70 – Juillet 2024*

## La Réunion

889 700 habitants au 1er janvier 2023 à La Réunion

Au 1er janvier 2023, 889 700 personnes résident à La Réunion. La population augmente de 0,7 % en moyenne annuelle depuis 2017, un rythme plus soutenu qu'en France métropolitaine (+0,4 %).

***Source :*** *Insee Flash Réunion n° 300 – Décembre 2025*

Après deux décennies de stabilité, la fécondité recule - Bilan démographique 2024 à La Réunion

Au 1er janvier 2025, la population réunionnaise est estimée à 896 200 habitants. La croissance démographique ralentit en lien avec un solde naturel au plus bas. En 2024, 11 820 bébés de mères domiciliées sur l'île sont nés, soit 1 050 de moins qu'en 2023.

***Source :*** *Insee Flash Réunion n° 288 – Mars 2025*

Les conséquences économiques du vieillissement de la population réunionnaise à l'horizon 2050

En 2020, à La Réunion, le nombre de seniors (50 ans ou plus) atteint 278 000 personnes, et dépasse ainsi pour la première fois le nombre de moins de 20 ans. Le vieillissement de la population devrait se poursuivre à l'horizon 2050, où 371 000 seniors vivraient sur l'île.

***Source :*** *Cerom – Octobre 2025*

## Martinique

[360 630 habitants en Martinique au 1er janvier 2023]

Au 1er janvier 2023, 360 630 personnes résident en Martinique, soit 12 000 de moins qu'en 2017. La baisse moyenne de 0,5 % par an depuis 2017 est moins marquée que celle de la période quinquennale précédente.

***Source :*** *Insee Flash Martinique n° 226 – Décembre 2025*

[La baisse des naissances est la plus forte des régions françaises - Bilan démographique 2024 en Martinique]

Au 1er janvier 2025, la population de la Martinique est estimée à 355 500 habitants. Le recul démographique se poursuit en Martinique. En 2024, la population diminue en raison du déficit des soldes naturel et migratoire, tous deux négatifs pour la 5e année consécutive.

***Source :*** *Insee Flash Martinique n° 216 – Avril 2025*

[En 2020, les Antilles françaises et la Guyane se situent aux deux extrémités des dynamiques démographiques caribéennes]

En 2020, la population de la Grande Caraïbe est estimée à plus de 300 millions d'habitants. En vingt ans, la population augmente en moyenne de 1,2 % par an.

***Source :*** *Insee Analyses Martinique n° 74 – Décembre 2024*

[En 2023, la Martinique reste la région où la part de seniors est la plus élevée]

En 2023, en Martinique, le recul démographique se poursuit et la population diminue avec des soldes naturel et migratoire négatifs pour la 4e année consécutive.

***Source :*** *Insee Flash Martinique n° 207 – Octobre 2024*

## Mayotte

[Forte baisse des naissances – Bilan démographique 2024 à Mayotte]

En 2024, 8 910 enfants sont nés de mères domiciliées à Mayotte. Les naissances baissent fortement, avec 1 370 bébés de moins en un an (-13 %). La fécondité recule nettement également pour atteindre moins de quatre enfants par femme, pour la première fois depuis que celle-ci est mesurée.

***Source :*** *Insee Flash Mayotte n° 187 – Avril 2025*

## Polynésie française

En Polynésie française, la population augmente faiblement, de 1 % entre 2017 et 2022

En 2022, 279 000 personnes vivent en Polynésie française. En cinq ans, la population augmente de 570 personnes par an, un rythme qui ralentit depuis 20 ans.

***Source :*** *Insee Première n° 1990 – Mars 2024*

Démographie de la Polynésie française

Jeux de données en open data (mise à jour en continu).

***Source :*** *ISPF – 2025*

Les migrations en Polynésie française

Le dernier recensement de la population en 2022 a dénombré 278 800 personnes vivant en Polynésie française, confirmant le ralentissement démographique observé depuis une vingtaine d'années. Ce fléchissement s'explique à la fois par la baisse du solde naturel ainsi que par un solde migratoire apparent négatif.

***Source :*** *ISPF, Points Études et Bilans n° 1418 – Janvier 2025*

Bilan démographique 2024

Au 31 décembre 2024, la Polynésie française compte 279 500 habitants et augmente de 0,05 % sur un an, soit la plus faible hausse observée depuis 1983 (hors pandémie).

***Source :*** *ISPF, Points Études et Bilans n° 1482 – Mai 2025*

## Saint-Martin

La décroissance démographique se poursuit

Au 1er janvier 2023, la population de Saint-Martin s'établit à 31 160 habitants, poursuivant une décroissance démographique. Sur la période 2017-2023, la population du territoire baisse de 2,1 % en moyenne par an.

***Source :*** *Itsee, Regards sur Saint-Martin n° 4 – Décembre 2025*

Le nombre d'habitants se stabilise après une forte décroissance ces dernières années

Dans un contexte de fluctuations démographiques, l'île de Saint-Martin observe une stabilisation de sa population après des années de déclin. Pour la première fois depuis 2016, le nombre de résidents se stabilise.

***Source :*** *Itsee, Regards sur Saint-Martin n° 1 – Décembre 2024*

#### Wallis-et-Futuna

A Wallis-et-Futuna, la population a diminué d'un quart en vingt ans

En 2023, 11151 personnes vivent à Wallis-et-Futuna, dont 8088 personnes à Wallis et 3063 à Futuna. La population a baissé de 25,4 % depuis 2003, où elle avait atteint un maximum.

***Source :*** *Insee, Insee Première n°2021 – Octobre 2024*

### 4.3 Emploi, chômage, revenus d'activité

#### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Recensement de la population

Résultats 2022 pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités… 7 thèmes accessibles, parmi lesquels : population active, emploi, chômage, caractéristiques de l'emploi (au sens du recensement).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Insee, Chiffres-détaillés – Juin 2025*

Recensement de la population : résultats statistiques des collectivités d'outre-mer

Données du recensement de la population 2022 communales et infra-communales sur l'activité des résidents et l'emploi au lieu de travail.

***Territoires :*** *Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon*
***Source :*** *Insee, Chiffres détaillés – Juin 2025*

Datavisualisation sur les salaires

Disparités géographiques des salaires dans le privé et la fonction publique au lieu de travail.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Insee, Base Tous Salariés et Siasp – mise à jour en continu*

Estimations trimestrielles d'emploi salarié et évolutions par grand secteur d'activité

Comparaisons régionales et départementales.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Insee, Chiffres-clés – Septembre 2025*

Estimations d'emploi

Estimations d'emploi annuelles au niveau national et localisé (région, département, zone d'emploi).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Insee, Chiffres détaillés – décembre 2025*

Taux de chômage localisés par sexe et âge en moyenne annuelle en 2024

Comparaisons régionales et départementales, séries trimestrielles également disponibles.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Insee, Chiffres-clés – Juin 2025*

L'accès à la formation des inscrits à France Travail depuis 2017

Après la crise sanitaire, l'accès à la formation des inscrits à France Travail repart à la hausse sans retrouver son niveau d'avant-crise, avec des écarts selon âge, diplôme et région.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Dares Focus n° 60 – Décembre 2025*

L'emploi des salariés détachés en 2024

Sur l'année 2024, hors transports, 255 900 salariés sont détachés au moins une fois en France par des entreprises étrangères établies à l'étranger. Ils effectuent 652 000 détachements.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Dares Résultats n° 58 – Novembre 2025*

Les inscrits à France Travail

Séries mensuelles, trimestrielles, annuelles sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail (ex-Pôle emploi).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Dares – Novembre 2025*

Principaux indicateurs sur l'emploi, le chômage et l'activité par DOM en 2024

Nombreux tableaux sur l'emploi, le chômage et l'activité pour les DROM.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee, Chiffres détaillés – Décembre 2025*

Tableau de bord des politiques de l'emploi, du travail et de la formation professionnelle

Le nombre d'entrées et de bénéficiaires des différents dispositifs de la politique de l'emploi, de l'insertion et de la formation professionnelle (contrats aidés, accompagnement des jeunes, entrées en formation des personnes en recherche d'emploi, apprentissage, etc.) sont diffusés chaque mois par la Dares pour chacun des cinq DROM séparément.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Dares – 2025*

Rapport annuel sur l'état de la fonction publique - édition 2025

Données par région.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie*
***Source :*** *Sdessi – Octobre 2025*

En moyenne, 4 % de l'emploi salarié total dans les services à la personne et jusqu'à 6 % dans le Sud-Ouest

En 2019, un million de salariés travaillent en France dans le secteur des services à la personne en moyenne chaque semaine. Ils représentent 4 % de l'ensemble des salariés et jusqu'à 6 % dans certains départements du Sud-Ouest.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee Première n° 1981 – Janvier 2024*

Les tensions sur le marché du travail en 2023

Indicateurs annuels de tension par métier depuis 2011 – Niveaux national, régional et départemental.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Dares Résultats n° 16 – Avril 2025*

Les transitions professionnelles par métier

Datavisualisation sur les transitions professionnelles entre janvier 2022 et janvier 2023 selon différentes dimensions : métiers, région, secteur d'activité, sexe, tranche d'âge, etc.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Dares – Juin 2025*

Les inscrits à France Travail à Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Publication trimestrielle à partir des données de la STMT. Séries locales sur le nombre de demandeurs d'emploi depuis 2021.

***Territoires :*** *Saint-Barthélemy et Saint-Martin*
***Source :*** *DEETS Guadeloupe – Octobre 2025*

## Guadeloupe

En 2024, le marché du travail s'améliore en Guadeloupe mais les fragilités persistent

En 2024, la situation sur le marché du travail en Guadeloupe est marquée à la fois par des signes d'amélioration et par la persistance de fragilités : le taux d'emploi progresse, notamment chez les femmes et les seniors, traduisant une dynamique positive.

***Source :*** *Insee Analyses Guadeloupe n° 86 – Novembre 2025*

En 2022, la catégorie socio-professionnelle explique deux tiers des écarts salariaux entre femmes et hommes dans les hauts salaires du privé en Guadeloupe

En Guadeloupe, en 2022, les salariés du secteur privé ont une rémunération médiane inférieure à ceux de la France hexagonale. Les écarts de salaires entre les femmes et les hommes sont moins prononcés en Guadeloupe qu'en France hexagonale, quel que soit le niveau de salaire considéré.

***Source :*** *Insee Analyses Guadeloupe n° 85 – Mars 2025*

Le marché du travail en 2024 en Guadeloupe - Direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS)

Fin 2024, 54 229 demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégories ABC se répartissent dans les six intercommunalités de Guadeloupe (Cap-excellence, Riviera-du-Levant, Nord-Grande-Terre, Marie-Galante, Nord-Basse-Terre, Grand-Sud-Caraïbe).

***Source :*** *DEETS Guadeloupe – Février 2025*

[En 2023, la moitié des Guadeloupéens en âge de travailler ont un emploi]

En Guadeloupe, la moitié des résidents de 15 à 64 ans sont en emploi au sens du Bureau international du travail (BIT) en 2023. Parmi eux, 37 % occupent un emploi dans l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale.

***Source :*** *Insee Flash Guadeloupe n° 202 – Avril 2024*

## Guyane

[En 2022, la catégorie socio-professionnelle explique la moitié des écarts salariaux entre femmes et hommes dans les hauts salaires du privé en Guyane]

En Guyane, en 2022, les salariés du secteur privé ont une rémunération médiane inférieure à ceux de la France hexagonale. Les écarts de salaires entre les femmes et les hommes sont moins prononcés en Guyane qu'en France hexagonale, quel que soit le niveau de salaire considéré.

***Source :*** *Insee Analyses Guyane n° 76 – Mars 2025*

[En 2024, l'accès à l'emploi demeure limité en Guyane et le chômage progresse]

En 2024, le taux d'emploi en Guyane demeure stable à 42 %, mais reste à un niveau bien en deçà de celui observé en France hexagonale (69 %). Ce faible taux traduit des difficultés persistantes d'insertion sur le marché du travail.

***Source :*** *Insee Analyses Guyane n° 77 – Septembre 2025*

[Le complexe industrialo-portuaire de la Guyane génère directement 1 180 emplois en 2021]

Vingt-troisième port français en termes de tonnage, le Grand Port Maritime de la Guyane gère les infrastructures indispensables au fret maritime de marchandises du territoire. Avec lui, 67 entreprises décrivent le pourtour du complexe industrialo-portuaire guyanais.

***Source :*** *Insee Analyses Guyane n° 71 – Septembre 2024*

[Hausse de la tension sur le marché du travail guyanais en 2022]

Dans un contexte de reprise d'activité depuis la fin des restrictions sanitaires, la tension sur le marché du travail guyanais atteint en 2022 son plus haut niveau depuis 2011. Elle est particulièrement forte dans le tertiaire, l'industrie et le BTP.

***Source :*** *Insee Analyses Guyane n° 69 – Mai 2024*

En 2023, quatre Guyanais en âge de travailler sur dix occupent un emploi

En Guyane, quatre résidents sur dix de 15 à 64 ans sont en emploi au sens du Bureau international du travail (BIT) en 2023. Les femmes sont moins fréquemment en emploi que les hommes.

***Source :*** *Insee Flash Guyane n° 189 – Avril 2024*

### La Réunion

La population active réunionnaise augmente de moins en moins vite, une tendance qui devrait perdurer à l'horizon 2050

En 2023, à La Réunion, 361 000 habitants de 15 ans ou plus sont « actifs » sur le marché du travail : ils ont un emploi ou en cherchent un activement.

***Source :*** *Insee Analyses Réunion n° 102 – Octobre 2025*

Des salaires moindres qu'en province mais une hausse plus dynamique des bas salaires – Les salaires dans les entreprises à La Réunion en 2023

En 2023, à La Réunion, la moitié des salariés du privé perçoivent une rémunération nette inférieure à 1 780 euros par mois. Ce salaire net médian est inférieur de 6,6 % à celui en France de province (Hexagone, hors Île-de-France).

***Source :*** *Insee Analyses Réunion n° 101 – Septembre 2025*

Les seniors, les jeunes et les femmes sont bien plus en emploi qu'avant la crise sanitaire

À La Réunion, 52 % des personnes âgées de 15 à 64 ans ont un emploi en 2024, soit 5 points de plus qu'en 2019. La hausse de l'emploi profite davantage aux personnes traditionnellement moins insérées sur le marché du travail : les seniors, les jeunes et les femmes.

***Source :*** *Insee Flash Réunion n°290 – Mars 2025*

À La Réunion, les deux tiers des seniors en emploi travaillent dans le secteur privé

En 2022, à La Réunion, 44 % des habitants de 55-64 ans ont un emploi, soit 53 000 personnes. Les seniors sont davantage en emploi que dans le passé mais peinent toujours à s'y maintenir : après 55 ans, le taux d'emploi chute.

***Source :*** *Insee Analyses Réunion n° 90 – Juillet 2024*

La participation des femmes au marché du travail progresse

Les femmes participent de manière croissante au marché du travail. Ainsi, en 2023, à La Réunion, 58 % des femmes de 15 à 64 ans ont un emploi ou sont au chômage, soit 4 points de plus qu'en 2019, avant la crise sanitaire.

***Source :*** *Insee Flash Réunion n° 271 – Mars 2024*

## Martinique

En 2022, la catégorie socio-professionnelle explique trois quarts des écarts salariaux entre femmes et hommes dans les hauts salaires du privé en Martinique

En Martinique, en 2022, les salariés du secteur privé ont une rémunération médiane inférieure à ceux de la France hexagonale. Les écarts de salaires entre les femmes et les hommes sont moins prononcés en Martinique qu'en France hexagonale, quel que soit le niveau de salaire considéré.

***Source :*** *Insee Analyses Martinique n° 76 – Mars 2025*

En 2024, malgré un taux d'emploi globalement stable en Martinique, la situation des jeunes se dégrade

En 2024, le marché du travail en Martinique reste globalement stable, mais certaines fragilités s'accentuent, en particulier chez les jeunes. Le taux d'emploi des 15-64 ans n'évolue pas significativement et s'élève à 61 %.

***Source :*** *Insee Analyses Martinique n° 73 – Novembre 2024*

En Martinique les seniors sont plus souvent en emploi qu'en France métropolitaine

Les seniors de 55 à 69 ans résidant en Martinique sont plus souvent en emploi que leurs homologues de l'Hexagone, en moyenne sur 2021-2023. Néanmoins, les 55-59 ans y sont moins souvent en emploi qu'en France métropolitaine.

***Source :*** *Insee Analyses Martinique n° 73 – Novembre 2024*

Hausse de la tension sur le marché du travail martiniquais en 2022

Dans un contexte de reprise d'activité depuis la fin des restrictions sanitaires, la tension sur le marché du travail martiniquais atteint son plus haut niveau en 2022 depuis 2011. Elle est particulièrement forte dans les secteurs du BTP, de l'agriculture et de l'industrie.

***Source :*** *Insee Analyses Martinique n° 70 – Mai 2024*

En 2023, six personnes sur dix en âge de travailler occupent un emploi en Martinique

En Martinique, le taux d'emploi augmente sur un an et atteint 60 % de la population active de 15 à 64 ans en 2023. Le taux d'emploi des femmes rejoint celui des hommes. Pour autant, elles sont plus fréquemment en situation de sous-emploi.

***Source :*** *Insee Flash Martinique n° 201 – Avril 2024*

### Mayotte

Une personne de 15 à 64 ans sur trois en emploi à Mayotte en 2024 – Enquête Emploi à Mayotte en 2024

En 2024, 32 % des personnes de 15 à 64 ans occupent un emploi à Mayotte, soit 55 000 personnes. Ce taux d'emploi est deux fois plus faible que dans l'Hexagone.

***Source :*** *Insee Flash Mayotte n° 193 – Juin 2025*

À Mayotte, la situation sur le marché de l'emploi se dégrade depuis 2019 – Enquête Emploi 2023 à Mayotte

En 2023, 50 000 personnes de 15 à 64 ans ont un emploi à Mayotte, soit 29 % de la population en âge de travailler. Le taux d'emploi baisse de 5 points depuis 2019.

***Source :*** *Insee Flash Mayotte n° 179 – Septembre 2024*

### Nouvelle-Calédonie

En 2024, un marché du travail déstabilisé, moins d'embauches, et plus de 30 000 salariés qui finissent l'année sans emploi

En 2024, en moyenne 82 000 personnes étaient salariées au dernier jour de chaque trimestre, avec une chute de 14,2 % des effectifs entre le 1er et le 4e trimestre, sur fond de crise économique et institutionnelle majeure.

***Source :*** *Isee, Synthèse 2024 – Octobre 2025*

Conséquences des exactions de mai 2024 : un tissu associatif fragilisé et des incertitudes pour l'avenir

Six mois après les exactions de mai 2024, le tissu associatif en Nouvelle-Calédonie sort fragilisé. Interrogées entre novembre et décembre 2024, la quasi-totalité des associations employeuses ont été touchées par cette crise sans précédent.

***Source :*** *Isee, Dossiers transversaux – Juillet 2025*

Début 2025, l'emploi salarié reste fragilisé

Note trimestrielle. Au 1er trimestre, 77 300 salariés sont déclarés auprès de la Cafat par les employeurs privés et publics. Malgré une légère progression en données brutes début 2025, cette reprise reste très inférieure aux niveaux habituels à cette période de l'année.

***Source :*** *Isee, Conjoncture – Septembre 2025*

Les femmes sur le marché de l'emploi calédonien, miroir grossissant des mutations sociales

L'activité professionnelle des femmes ne cesse de croître en Nouvelle-Calédonie, comme dans les autres pays développés. Le fait que les femmes occupent désormais près de la moitié des emplois sur le territoire constitue une mutation sociale majeure.

***Source :*** *Isee, Synthèse n° 72 – Mars 2024*

## Polynésie française

Stabilité de l'emploi et diminution du nombre de demandeurs d'emploi en 2025

L'année 2025 marque une stabilisation de l'emploi en Polynésie française. Le taux d'emploi des 15 à 64 ans est de 57,5 %. 105 600 personnes en âge de travailler sont en emploi.

***Source :*** *ISPF, Points Études et Bilans n° 1505 – Décembre 2025*

Bilan de l'emploi en 2024

En 2023, les effectifs salariés annuels moyens déclarés à la Caisse de prévoyance sociale ont progressé de 3,5 % pour atteindre 71 840 emplois. Cette hausse est portée par l'ensemble des secteurs d'activité, la continuation de la reprise touristique et un rebond de l'industrie.

***Source :*** *ISPF, Points Études et Bilans n° 1493 – Septembre 2025*

Le taux d'emploi est à son plus haut niveau depuis six ans

Le taux d'emploi mesuré au deuxième trimestre 2024 progresse à un rythme plus rapide qu'au cours des années précédentes : le taux d'emploi des personnes âgées de 15 à 64 ans atteint 57,7 %, en hausse de 1,9 point.

***Source :*** *ISPF, Points Études et Bilans n° 1468 – Février 2025*

### Saint-Martin

Diagnostic territorial de l'emploi – Volume 1 : le marché de l'emploi à Saint-Martin

Le diagnostic territorial de l'emploi met en lumière une situation complexe : une population jeune mais sous-qualifiée, un marché du travail marqué par la discontinuité et des besoins économiques en mutation.

***Source :*** *Itsee – Novembre 2025*

## 4.4 Niveau de vie, pauvreté, inégalités, conditions de vie

### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Principaux résultats sur les revenus et la pauvreté des ménages en 2021 - Dispositif Fichier localisé social et fiscal (Filosofi)

***Territoires :*** *La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Insee, Chiffres détaillés – Janvier 2024*

### La Réunion

Niveau de vie et pauvreté en 2021 à La Réunion

En 2021, 36 % des Réunionnaises et Réunionnais vivent sous le seuil de pauvreté. Ce taux de pauvreté baisse par rapport à 2019, avant la crise sanitaire.

***Source :*** *Insee Flash Réunion n° 268 – Février 2024*

### Martinique

Les revenus d'activité des ménages réduisent de plus de moitié le risque de pauvreté en Martinique

En 2021, 12 % des ménages percevant principalement des revenus d'activité vivent sous le seuil de pauvreté, contre 30 % de l'ensemble des ménages en Martinique.

***Source :*** *Insee Analyses Martinique n° 80 – Décembre 2025*

### Polynésie française

Recensement de la population 2022 - Les conditions de logement des ménages polynésiens s'améliorent depuis dix ans

Au recensement de la population 2022, la Polynésie française compte 101400 logements. Le logement individuel reste prépondérant (86 %) et le plus souvent occupé par son propriétaire.

***Source :*** *ISPF, Points Etudes et Bilans Polynésie française n° 1422 – Juillet 2024*

## 4.5 Santé et Solidarités

### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Professionnels de santé au 1er janvier 2025

Comparaisons régionales et départementales.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee, Chiffres-clés – Septembre 2025*

Début 2025, les effectifs de pharmaciens, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pédicures-podologues continuent d'augmenter

Données sur la démographie des pharmaciens, des chirurgiens-dentistes, des sages-femmes et des pédicures-podologues au 1er janvier 2025.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees, Jeux de données – Juillet 2025*

237 200 médecins sont en activité en France au 1er janvier 2025

Données sur la démographie des médecins au 1er janvier 2025.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees, Jeux de données – Juillet 2025*

Dans les établissements de santé en 2024, la baisse du nombre de lits ralentit et les alternatives à l'hospitalisation complète poursuivent leur progression

En 2024, une baisse de 0,5 % du nombre de lits est observée tandis que le nombre de places continue d'augmenter (+3,1 %) mais à un rythme moins soutenu (+4 % entre 2022 et 2023).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees, Études et résultats n° 1353 – Novembre 2025*

La dégradation des comptes financiers des hôpitaux publics se poursuit en 2024 - Premiers résultats sur les établissements de santé en 2024

La Drees publie de premiers résultats sur les établissements de santé, portant sur leur activité en court et moyen séjour ainsi qu'en psychiatrie et aux urgences. Cette étude comporte des premières estimations sur la situation financière des hôpitaux publics en 2024.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees, Études et résultats n° 1344 – Juillet 2025*

Les établissements de santé en 2023 - Édition 2025

Le panorama annuel sur les établissements de santé détaille, pour l'année 2023, les capacités d'accueil et l'activité des hôpitaux et cliniques, les personnels hospitaliers et leur rémunération. Il fournit un éclairage particulier sur les établissements des DROM.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees, Panoramas de la Drees – Juillet 2025*

Nombre de lits en réanimation : l'adaptation du système hospitalier pendant la crise due au Covid-19

Cette étude analyse l'évolution du nombre de lits en soins critiques et plus particulièrement en réanimation, entre fin 2019 et fin 2022, afin de faire face à l'afflux de patients atteints de Covid-19. Les résultats sont détaillés pour chacun des 5 DROM.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees, Études et résultats n° 1299 – Mars 2024*

Causes de décès en 2023 Comparaisons régionales et départementales

Causes de décès en 2023 : comparaisons régionales et départementales.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee, Chiffres-clés – Décembre 2025*

Causes de décès en France en 2023 : des disparités territoriales

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), le Centre d'épidémiologie des causes médicales de décès de l'Inserm (CépiDc-Inserm) et Santé Publique France analysent les causes médicales de décès des personnes résidentes et décédées en France en 2023.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees, Études et résultats n° 1342 – Juillet 2025*

Les causes de décès en France en 2022 : recul du Covid-19 et hausse des maladies respiratoires

La Direction de la recherche, des études et de l'évaluation des statistiques (Drees), le Centre d'épidémiologie des causes médicales de décès de l'Inserm (CépiDc-Inserm) et Santé Publique France analysent les causes médicales de décès des personnes résidentes et décédées en France en 2022.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees, Études et résultats n° 1312 – Octobre 2024*

Indicateurs de santé périnatale 2023 : la mortinatalité reste stable en 2023

Indicateurs sur la santé périnatale à partir des données hospitalières : pour les naissances domiciliées, effectifs des naissances et de morts-nés, répartition des mères selon leur âge à l'accouchement, taux de prématurité, proportion de naissances multiples, etc.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees, Jeux de données – Février 2025*

Indicateurs EpiCov

Les jeux de données mis à disposition présentent des indicateurs calculés à partir de l'enquête EpiCov, menée par la Drees et l'Inserm entre mai 2020 et décembre 2022 en quatre volets d'interrogations. Les résultats sont disponibles au niveau départemental.

***Territoires :*** *Guadeloupe, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Drees – Mai 2024*

En 2024, 251 270 IVG ont eu lieu en France, dont 80 % sont médicamenteuses

Le taux de recours à l'IVG augmente en 2024 pour s'établir à 17,3 IVG pour 1 000 femmes âgées de 15 à 49 ans. Dans les DROM, il ne progresse pas mais reste élevé, à 32,2 ‰.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees, Études et résultats n° 1350 – Septembre 2025*

Premiers résultats régionaux issus du volet Patient de l'enquête Urgences 2023

En 2023, un jour d'activité moyenne en semaine, la moitié des personnes prises en charge aux urgences y passe plus de 3 heures. Cette durée de passage médiane s'élève à 4 heures dans les DROM hors Mayotte.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Drees, Panoramas de la Drees – Mai 2025*

Samu : un taux de recours en hausse à la suite de la crise sanitaire et des mesures de régulation des urgences

Évolution du recours au Samu-Centre 15 à la suite de la crise sanitaire et des mesures de régulation des urgences. Cette étude s'appuie sur des données issues de la statistique annuelle des établissements de santé (SAE) de 2014 à 2022.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees, Études et résultats n° 1325 – Janvier 2025*

Passages aux urgences entre 2017 et 2023 : des dynamiques contrastées selon les départements

Étude et nouvelles données départementales sur l'évolution des passages aux urgences en France, entre 2017 et 2023. Elles mettent en lumière les dynamiques infra-annuelles contrastées des passages aux urgences.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees, Études et résultats n° 1320, décembre 2024*

Hospitalisations pour gestes auto-infligés : une progression inédite chez les adolescentes et les jeunes femmes en 2021 et 2022

L'étude présente l'évolution des taux d'hospitalisation par âge et par sexe entre 2007 et 2022, dans les services de médecine et chirurgie (MCO) et dans ceux de psychiatrie. Les résultats sont détaillés pour chacun des 5 DROM.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees, Études et résultats n° 1300 – Mai 2024*

Près d'un enfant ou adolescent sur dix a eu recours à un orthophoniste libéral en 2019, avec des motifs différenciés selon l'âge et le sexe

Accès et recours des enfants et adolescents aux orthophonistes selon les départements

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees, Études et résultats n° 1293 – Janvier 2024*

700 000 seniors en perte d'autonomie supplémentaires d'ici 2050

En 2021, parmi les 18 millions de personnes de 60 ans ou plus vivant en France, plus de 2 millions sont en perte d'autonomie. Dans une trajectoire démographique et sanitaire médiane, le nombre de seniors en perte d'autonomie augmenterait jusqu'aux années 2050 pour approcher 2,8 millions.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee Première n° 2078 – Octobre 2025*

Ehpad : un résident sur dix est accueilli dans un établissement géré par l'un des cinq grands groupes d'Ehpad

Cette étude analyse les spécificités des Ehpad appartenant à cing grands groupes d'Ehpad, en les comparant aux autres établissements privés à but lucratif.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Drees, Études et résultats – Septembre 2025*

Ehpad : un résident sur dix a moins de 75 ans

État des lieux sur le profil des résidents âgés de moins de 75 ans hébergés en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) avant la crise sanitaire et sur leur prise en charge en 2022.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees, Études et résultats n° 1302, Mai 2024*

Caractéristiques et activité des établissements d'hébergement pour personnes âgées, fin 2023

Données data.drees au niveau départemental (tableau 1 du fichier « Activité et caractéristiques des structures »).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Drees – mise à jour novembre 2025*

Les retraités et les retraites – Édition 2025

Éléments de cadrage et chiffres clés permettant d'appréhender la question des retraites, premier poste de dépenses de la protection sociale avec 370 milliards d'euros de pension versés en 2023 (13,1 % du PIB), et celle de l'invalidité.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees, Panoramas de la Drees – Juillet 2025*

Aides à domicile : un revenu salarial annuel moyen de 7 040 euros en 2021, et de 8 950 euros si l'on tient compte des cumuls avec d'autres types d'emplois salariés

En 2021, le salaire en équivalent temps plein d'un poste d'aide à domicile salarié dans le secteur public ou privé hors particuliers employeurs est en moyenne de 1 470 euros nets par mois.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique (regroupés)*
***Source :*** *Drees, Études et résultats n° 1341 – Juin 2025*

Le handicap en chiffres - édition 2024

Synthèse de l'information statistique disponible sur le handicap : nombre de personnes handicapées en France, nombre d'enfants et d'adultes handicapés accompagnés en établissement, nombre d'enfants handicapés scolarisés, emplois occupés par les personnes handicapées, profil des personnes bénéficiaires de prestations comme l'allocation aux adultes handicapés (AAH).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees, Panoramas de la Drees – Août 2025*

La complémentaire santé : acteurs, bénéficiaires, garanties - Édition 2024

Cet ouvrage décrit les évolutions récentes de la couverture complémentaire de la population, de l'activité des organismes complémentaires, ainsi que des garanties proposées par les contrats.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees, Panoramas de la Drees – Juillet 2024*

Minima sociaux et prestations de solidarité - Ménages aux revenus modestes et redistribution - Édition 2025

Après deux années de légère hausse en 2022 (+0,4 %) et en 2023 (+0,5 %), le nombre d'allocataires de minima sociaux augmente plus nettement en 2024 (+1,3 %), pour atteindre 4,25 millions en fin d'année.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees, Panoramas de la Drees – Décembre 2025*

Fonds d'aide aux jeunes : moins de bénéficiaires mais un montant moyen des aides en hausse de 2019 à 2022

Cette étude s'appuie sur une enquête exhaustive menée auprès des conseils départementaux et porte sur les montants, les aides individuelles et les bénéficiaires du FAJ, dispositif départemental destiné aux jeunes connaissant des difficultés d'insertion

sociale ou professionnelle et disposant de faibles ressources. En complément de l'étude, des données détaillées par département sont publiées en open data.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Drees, Études et résultats n° 1295 – Février 2024*

Action sociale départementale Indicateurs sociaux départementaux

Les indicateurs sociaux départementaux constituent le socle d'un système d'information partagé entre échelons nationaux et départementaux dans les principaux domaines de l'action sociale départementale. Ils intègrent à la fois des indicateurs transversaux, reflétant le contexte territorial et des indicateurs propres à la protection de l'enfance, aux personnes handicapées, aux personnes âgées et à l'insertion sociale, ou encore des indicateurs financiers.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee, Chiffres détaillés – Novembre 2025*

L'aide sociale aux personnes âgées ou handicapées - Perte d'autonomie et handicap - Édition 2025

En France, l'aide sociale aux personnes âgées ou handicapées relève principalement des départements. Cette compétence est l'une des composantes de la protection sociale régies par le Code de l'action sociale et des familles (CASF). En 2023, les départements ont attribué 2,13 millions de prestations aux personnes âgées ou handicapées.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Drees, Panoramas de la Drees – Octobre 2025*

L'aide sociale à l'enfance. Bénéficiaires, mesures et dépenses départementales associées - Édition 2025

Au 31 décembre 2023, 384 900 mineurs et jeunes majeurs bénéficient au total de 396 900 mesures d'ASE. Parmi eux, 221 000 (57 %) bénéficient d'une mesure d'accueil en dehors de leur milieu de vie habituel et 175 800 (46 %) d'une action éducative, consistant en l'intervention d'un travailleur social au domicile.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Drees, Les dossiers de la Drees n° 131 – Juin 2025*

L'aide sociale des départements en 2023 : aide sociale à l'enfance, aides aux personnes âgées ou handicapées, PMI et insertion

Fin 2023, 1,5 million d'aides sociales aux personnes âgées sont attribuées par les départements, en France métropolitaine et dans les DROM, hors Mayotte, soit une augmentation de 2 % par rapport à 2022 et un nombre qui dépasse le plus haut niveau jusqu'alors atteint, en 2019.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Drees, Jeux de données – Décembre 2024*

L'aide sociale départementale : bénéficiaires, dépenses, financement, personnel – Édition 2024

L'aide sociale départementale : bénéficiaires, dépenses, financement, personnel – Édition 2024.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Martinique*
***Source :*** *Drees, Les dossiers de la Drees n° 124 – Novembre 2024*

Lutte contre l'antibiorésistance : mise à disposition d'un outil de datavisualisation permettant de suivre les pratiques de prescriptions d'antibiotiques des médecins généralistes

Outil de partage de données de santé utiles au déploiement de la Stratégie nationale 2022-2025 Prévention des infections et de l'Antibiorésistance en santé humaine à l'échelle nationale et départementale.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees – 2024*

Base de données Data.Drees

Données publiques produites par la Drees sur les thèmes : système de protection sociale, santé et système de soins, retraite, grand-âge et autonomie, minima sociaux et pauvreté, handicap et invalidité, enfance, famille et jeunesse.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Drees – 2025*

Odissé - Santé publique France

Portail open data de Santé publique France.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Santé publique France – 2025*

Base Score-Santé

Indicateurs, tableaux, bases de données sur les thématiques santé et solidarité, par région et département ; fiches sur Mayotte et par COM.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et- Futuna*
***Source :*** *Fnors – 2024*

SIRSé, l'observatoire des Agences régionales de santé

Observatoire accessible à tous sur le web qui restitue sur une carte ou au sein d'un portrait de territoire des informations sur l'état de santé de la population, l'offre en équipements ambulatoires, sanitaires et médico-sociaux ainsi que sur le champ de la santé-environnement.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *ARS – mise à jour en continu*

## La Réunion

L'essentiel 2023 : Santé et sécurité au travail

Des indicateurs sur les accidents du travail et de trajet, les maladies professionnelles…

***Source :*** *CGSS de La Réunion – Décembre 2024*

À La Réunion, les trois quarts des enfants de moins de trois ans sont gardés principalement par un de leurs parents

À La Réunion, 75 % des enfants de moins de trois ans sont gardés principalement en semaine par leurs parents, une part bien plus élevée que dans l'Hexagone (56 %). Les grands-parents sont aussi plus souvent en relais sur l'Île. A contrario, le recours à des modes de garde formels est moins courant. Ces situations familiales sont principalement liées à un taux d'emploi plus faible à La Réunion.

***Source :*** *Insee Flash Réunion n° 278 – Août 2024*

## Nouvelle-Calédonie

L'organisation territoriale des soins de premier recours

La chambre territoriale des comptes de la Nouvelle-Calédonie a participé à une enquête pilotée par une formation commune à la Cour des comptes et aux chambres régionales et territoriales des comptes relative à l'organisation territoriale des soins de premier recours.

***Source :*** *Cour des comptes – Mai 2024*

### Polynésie française

Bulletin de surveillance sanitaire Polynésie française

Le Bulletin de surveillance sanitaire (BSS) de l'Agence de Régulation de l'action régionale sanitaire et sociale (ARASS) donne des informations sur les actualités, événements ou épidémies en cours sur le territoire, grâce aux réseaux de surveillance des médecins, des laboratoires et des structures de santé.

***Source :*** *ARASS, BSS n° 45/2025 – Décembre 2025*

Matahiapo en chiffres 2025 (Séniors en chiffres)

Dépliant regroupant des informations sur le mode de vie, la population, l'activité et la santé des séniors.

***Source :*** *ISPF Points Référence – Avril 2025*

## 4.6 Enseignement, éducation (dont illettrisme), enseignement supérieur, formation

### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche 2025

Le chapitre 11 présente de façon détaillée les principales statistiques propres aux départements et collectivités d'outre-mer selon les thématiques spécifiques suivantes : élèves, étudiants, personnels, diplômes délivrés…

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna*
***Source :*** *Depp, Repères et références statistiques – Août 2025*

L'état de l'École 2025

Cette publication présente une synthèse d'indicateurs statistiques qui apparaissent essentiels et pertinents pour analyser notre système éducatif et pour apprécier les politiques publiques mises en œuvre.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*

***Source :*** *Depp – Novembre 2025*

Les effectifs dans le premier degré : 6,155 millions d'élèves scolarisés à la rentrée 2025

Les effectifs dans le premier degré : 6,155 millions d'élèves scolarisés à la rentrée 2025.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Depp, Note d'information n° 25.58 – Octobre 2025*

Évolution de la mixité sociale des collèges

Les collèges ont des compositions sociales très différentes, ce qui est régulièrement décrit comme un facteur renforçant les inégalités scolaires.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*
***Source :*** *Depp, Note d'Information n° 24.19 – Mai 2024*

Les indicateurs de résultats des collèges et des lycées 2024

Indicateurs de résultats par lycée (taux de réussite, taux d'accès, taux de mentions) et indicateurs de valeur ajoutée des collèges.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Depp – Mai 2025*

Quel est le profil social des lycées ?

L'indice de position sociale (IPS) d'un établissement est un indicateur qui résume les conditions socio-économiques et culturelles des familles des élèves qu'il accueille. Il permet de rendre compte des disparités sociales existantes entre établissements, ainsi qu'à l'intérieur d'entre eux.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Depp, Note d'information n° 25.21 – Avril 2025*

Les effectifs dans le second degré : 5,621 millions d'élèves scolarisés à la rentrée 2025

Les effectifs dans le second degré : 5,621 millions d'élèves scolarisés à la rentrée 2025.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Depp, Note d'information n° 25.59 – Octobre 2025*

L'enseignement des langues vivantes dans le second degré en 2024

Dès l'entrée au collège et sauf exception, l'apprentissage d'une première langue vivante (LV1) est obligatoire.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Depp, Note d'information n° 25.35 – Juin 2025*

En 2023-2024, l'absentéisme touche en moyenne 7 % des élèves du second degré public

Au cours de l'année scolaire 2023-2024, en moyenne chaque mois, 7 % des élèves ont été absents de façon non justifiée quatre demi-journées ou plus dans les établissements publics du second degré.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Depp, Note d'information n° 25.33 – Mai 2025*

Diplôme national du brevet (DNB) 2025 – Session de juin

Lors de la session de juin 2025, 847 600 candidats se sont présentés au DNB : 760 200 en série générale et 87 500 en série professionnelle. Le taux de réussite est de 85,5 %, en diminution de 0,2 point par rapport à la session précédente.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Depp, Note d'information n° 25.46 – Juillet 2025*

Le baccalauréat 2025 – Session de juin

À la session du baccalauréat de juin 2025, le taux de réussite global s'élève à 91,8 % en France. Il est en hausse de 0,4 point par rapport à celui de juin 2024.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Depp, Note d'information n° 25.45 – Septembre 2025*

Résultats définitifs de la session 2024 du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et évolutions depuis 2018

Lors de la session 2024, 198 200 candidats se sont présentés au certificat d'aptitude professionnelle (CAP), 168 400 d'entre eux ont obtenu leur diplôme, soit un taux de réussite de 84,9 %.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Depp, Note d'information n° 25.34 – Mai 2025*

L'apprentissage au 31 décembre 2024

Au 31 décembre 2024, les centres de formation d'apprentis accueillent 1 050 000 apprentis, soit une augmentation de 2,8 % par rapport à 2023. Au total, 8,8 % des 16-29 ans sont en apprentissage.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Depp, Note d'information n° 25.44 – Juillet 2025*

88 500 élèves allophones nouvellement arrivés scolarisés en 2023-2024 : neuf sur dix bénéficient d'un enseignement en français langue seconde

Au cours de l'année scolaire 2023-2024, 88 500 jeunes ayant des besoins éducatifs particuliers dans le domaine de l'apprentissage du français langue seconde (FLS) sont scolarisés à l'école élémentaire, au collège ou au lycée.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Depp, Note d'information n° 25.42 – Juin 2025*

Profil des admis aux concours enseignants 2023

À la session 2023, 23 800 candidats sont admis aux différents concours enseignants organisés par le ministère chargé de l'éducation nationale, dont 84 % dans l'enseignement public. La voie externe est la principale voie de recrutement par concours (80 % des admis).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion, COM et Nouvelle-Calédonie*
***Source :*** *Depp, Note d'information n° 25.02 – Janvier 2025*

Les heures supplémentaires annualisées des enseignants à la rentrée 2024 dans les établissements du second degré

À la rentrée 2024, le service hebdomadaire moyen d'un enseignant exerçant dans un établissement du second degré est de 18 heures et 30 minutes dont 1 heure et 40 minutes d'heures supplémentaires annualisées (HSA).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Depp, Note d'information n° 25.31 – Mai 2025*

Journée défense et citoyenneté 2024 : un jeune Français sur vingt en situation d'illettrisme

Journée défense et citoyenneté 2024 : un jeune Français sur vingt en situation d'illettrisme

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Depp, Note d'information n° 25.57 – Octobre 2025*

Les boursiers sur critères sociaux en 2024-2025

En 2024-2025, le nombre de boursiers a baissé en raison notamment de l'absence de réévaluation du barème d'éligibilité dans un contexte d'inflation.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Sies, Note Flash n° 23 – Septembre 2025*

Les effectifs étudiants dans l'enseignement supérieur en 2024-2025

Pour la première fois, 3 millions d'étudiants sont inscrits en 2024-2025 dans l'enseignement supérieur en France, effectif en hausse de 1,4 % par rapport à l'année précédente.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Sies, Note d'information n° 15 – Décembre 2025*

Parcoursup 2025 : les propositions d'admission dans l'enseignement supérieur

La campagne Parcoursup 2025 s'est caractérisée par une phase principale plus courte, des propositions aux élèves plus rapides et 94 % des néo-bacheliers qui ont reçu au moins une proposition d'admission.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Sies, Note Flash n° 28 – Novembre 2025*

Bilans académiques de Parcoursup 2024

Les bilans académiques de Parcoursup Ces bilans académiques présentent les principaux indicateurs sur les vœux, les propositions et les formations acceptées par les candidats lors des différentes campagnes Parcoursup, sous forme de tableaux et de cartes.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Polynésie française*
***Source :*** *Sies – Juin 2025*

Mon Master 2025 : les propositions d'admission en master

À l'issue de la campagne 2025, 68 % des candidats ont reçu au moins une proposition d'admission sur Mon Master et 56 % en ont accepté une.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française*
***Source :*** *Sies, Note Flash n° 32 – Décembre 2025*

Bilans académiques Mon Master 2024

Ces fiches présentent des chiffres-clés et indicateurs permettant de connaître les candidatures en master sur le territoire, les propositions d'admission par les établissements d'un territoire et la formation finalement acceptée.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française*
***Source :*** *Sies – Juin 2025*

Plus d'un tiers des lycéens ultra marins s'orientent vers l'Hexagone pour leurs études supérieures

À l'issue de la campagne Parcoursup 2023, plus d'un tiers des lycéens ultra-marins candidats à une formation dans l'Hexagone y poursuivent leurs études supérieures.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Martin, Wallis-et-Futuna*
***Source :*** *MESR-Sies – Janvier 2025*

L'enseignement supérieur et la recherche dans les Outre-mer

Répartis dans trois océans, les Outre-mer malgré l'hétérogénéité juridique, démographique, culturelle, économique et sociale demeurent confrontés à des difficultés communes à l'instar des taux de chômages et de pauvreté systématiquement plus élevés que dans l'hexagone. La formation des étudiants et le développement d'une recherche ambitieuse constituent donc un défi majeur pour ces territoires.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française*
***Source :*** *Cour des comptes – Novembre 2024*

Résultats statistiques des collectivités d'outre-mer

Données du recensement de la population 2022 communales et infra-communales sur la formation.

***Territoires :*** *Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon*
***Source :*** *Insee, Chiffres détaillés – Juin 2025*

Les jeux de données de la Depp en open data

La Depp met à disposition des jeux de données ouverts à tous, librement réutilisables, sur la plate-forme open data du Ministère de l'Éducation nationale.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Depp – 2025*

Open data de l'enseignement supérieur, recherche et innovation

Plus d'une centaine de jeux de données avec une recherche par mots clés, par exemple les données détaillées sur l'insertion professionnelle des sortants de l'enseignement supérieur ou sur les candidatures en master.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Martin, Wallis-et-Futuna*
***Source :*** *MESR-Sies – 2025*

Recensement de la population

Résultats 2021 pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités… 7 thèmes accessibles, parmi lesquels : diplômes, formation.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Insee, Chiffres détaillés – Octobre 2024*

## Guadeloupe

Chiffres clés de la région académique de Guadeloupe 2024-2025

***Source :*** *Académie Guadeloupe – 2025*

En Guadeloupe, les femmes et les plus diplômés recourent plus souvent à la formation

En 2022, en Guadeloupe, une personne âgée de 18 à 69 ans sur quatre a suivi une formation à visée professionnelle ou personnelle au cours des douze derniers mois. Il s'agit majoritairement de formations non formelles.

***Source :*** *Insee Analyses Guadeloupe n° 88 – Novembre 2025*

Un Guadeloupéen de 18 à 64 ans sur six rencontre des difficultés à l'écrit en 2022

En Guadeloupe, parmi les adultes de 18 à 64 ans en 2022, 16 % rencontrent des difficultés face à l'écrit, dont 12 % des difficultés jugées fortes. Les difficultés en calcul concernent 19 % des adultes.

***Source :*** *Insee Analyses Guadeloupe n° 82 – Novembre 2024*

## Guyane

Constats d'effectifs du premier et second degré

L'académie de Guyane en chiffres : élèves, personnels, établissements…

***Source :*** *Académie Guyane – Octobre 2025*

En Guyane quatre adultes sur dix sont en difficulté face à l'écrit

En Guyane, en 2022, 41 % des adultes âgés de 18 à 64 ans rencontrent des difficultés face à l'écrit, dont 39 % des difficultés jugées fortes. Les difficultés en calcul concernent 39 % de la population guyanaise.

***Source :*** *Insee Analyses Guyane n° 73 – Novembre 2024*

L'état de l'école en Guyane

En 2022, la Guyane compte 90 000 élèves dans le premier et second degré soit une augmentation de 15,6 % par rapport à 2013. Pour répondre à la croissance de la population scolaire, 29 écoles, collèges et lycées ont été construits en 9 ans dans le premier et second degré. La dépense pour l'éducation croît de 45,2 % en 8 ans. La rémunération des enseignants est le principal poste de dépense.

***Source :*** *Insee Dossier Guyane n° 13 – Septembre 2024*

## La Réunion

Forte hausse du nombre d'apprentis et élévation du niveau des diplômes préparés – Apprentissage à La Réunion

Sous l'impulsion des aides publiques, l'apprentissage se développe fortement en France depuis la crise sanitaire. La progression de l'apprentissage est plus marquée encore à La Réunion qu'au niveau national.

***Source :*** *Insee Analyses Réunion n° 104 – Décembre 2025*

La formation des adultes : un accès plus réduit à La Réunion qu'au niveau national

En 2022, à La Réunion, seulement 31 % des adultes ayant terminé leur formation initiale ont suivi au moins une formation au cours des 12 derniers mois contre 47 % en France.

***Source :*** *Insee Analyses Réunion n° 105 – Décembre 2025*

Tableaux statistiques et notes d'informations statistiques

Effectifs d'élèves du 1er et 2nd degrés, examens, apprentissage, enseignements optionnels.

***Source :*** *Académie La Réunion – 2025*

Plus d'entrées en BTS qu'ailleurs, peu de départs vers l'Hexagone

À La Réunion, en 2022, les néo-bachelières et néo-bacheliers sont plus souvent diplômés des baccalauréats professionnel et technologique qu'ailleurs. Ils s'orientent donc davantage vers un BTS, en particulier pour ceux qui ont une mention au baccalauréat professionnel.

***Source :*** *Insee Analyses Réunion n° 95 – Décembre 2024*

À La Réunion, un adulte sur six en difficulté à l'écrit en français

En 2022, à La Réunion, 17 % des personnes âgées de 18 à 64 ans rencontrent des difficultés à l'écrit en langue française, soit 91 000 personnes. Cette part est plus élevée que dans l'Hexagone (10 %), mais moindre que dans l'ensemble des départements d'outre-mer (24 %).

***Source :*** *Insee Analyses Réunion n° 92 – Novembre 2024*

Scolarités courtes à La Réunion

À La Réunion, en 2020, les scolarités courtes sont plus fréquentes que dans l'Hexagone. C'est à 18 ans, à la sortie du lycée, que les écarts se creusent fortement : à cet âge, seuls 70 % des jeunes de l'île poursuivent leurs études, contre 83 % dans l'Hexagone.

***Source :*** *Insee Analyses La Réunion n° 87 – Février 2024*

## Martinique

L'académie en chiffres 2024-2025

L'académie de Martinique en chiffres : élèves, personnels, établissements…

***Source :*** *Académie Martinique – 2025*

Effectifs des élèves du second degré public et privé à la rentrée 2024

À la rentrée 2027, les 87 établissements du second degré public et privé sous et horscontrat de l'académie de la Martinique accueillent 32 367 élèves, soit 720 en moins par rapport à la rentrée 2023.

***Source :*** *Académie Martinique, BrefStat n° 11 – Novembre 2024*

En Martinique, un adulte sur huit est en difficulté face à l'écrit

En Martinique, en 2022, 13 % des adultes de 18 à 64 ans rencontrent des difficultés face à l'écrit, dont 9 % des difficultés jugées fortes. Les difficultés en calcul concernent 21 % des adultes.

***Source :*** *Insee Analyses Martinique n° 72, Novembre 2024*

Effectifs des élèves du 1er degré public et privé à la rentrée 2024

31 728 écoliers sont scolarisés dans les 242 écoles publiques et privées de l'académie Martinique.

***Source :*** *Académie Martinique, BrefStat n° 10 – Octobre 2024*

## Mayotte

### Constat d'effectifs

L'académie de Mayotte en chiffres : secteur public et secteur privé.

***Source :*** *Rectorat Mayotte – Octobre 2025*

### Les élèves s'orientent plus qu'ailleurs vers un BTS et quittent très souvent l'île

À Mayotte, en 2022, les néo-bachelières et néo-bacheliers s'orientent davantage vers un BTS qu'ailleurs (30 % contre 19 % dans l'Hexagone). En effet, ces élèves sont plus souvent issus d'un bac pro ou techno, en lien avec une origine sociale plus défavorisée. Ils s'orientent moins souvent vers les filières « sélectives » : BUT, médecine, classes prépa ou écoles d'ingénieur ou de commerce.

***Source :*** *Insee Analyses Mayotte n° 39 – Mai 2025*

### À Mayotte, six adultes sur dix sont en difficulté à l'écrit en langue française

En 2022, à Mayotte, 61 % des personnes âgées de 18 à 64 ans rencontrent des difficultés à l'écrit en langue française, soit 89 000 personnes. Cette part est bien plus élevée que dans l'Hexagone (10 %) et que dans les autres départements et régions d'outre-mer.

***Source :*** *Insee Analyses Mayotte n° 38 – Avril 2025*

## Nouvelle-Calédonie

### Les chiffres clés de l'éducation en Nouvelle-Calédonie

Élèves et étudiants, les établissements scolaires, les diplômes délivrés, le taux de réussite aux examens, les ressources humaines.

***Source :*** *Vice-rectorat de la Nouvelle-Calédonie – 2025*

## Polynésie française

### Être élève de terminale en 2023 en Polynésie française

Plus de 60 % des élève de terminale interrogés perçoivent l'intérêt et/ou l'utilité de leurs études et 73 % espèrent les poursuivre. À moyen terme, si certains envisagent de quitter le territoire, la grande majorité désire rester ou revenir au fenua.

***Source :*** *ISPF, Points Études et Bilans n° 1464 – Janvier 2025*

## 4.7 Jeunesse, sport, culture

### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Les fiches régionales du sport 2024

Vue d'ensemble des caractéristiques régionales dans le domaine du sport : pratiques sportives des habitants (taux de pratique, fréquence, disciplines, freins et motivations…), fédérations et licences sportives prédominantes, équipements, emplois, diplômes…

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Injep – Décembre 2024*

Recensement des licences et clubs sportifs 2023

Données détaillées à la commune, par sexe, tranche d'âge et appartenance ou non à un quartier prioritaire.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Wallis-et-Futuna*
***Source :*** *Injep – Juillet 2024*

Diplômés des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) et de directeur (BAFD)

Données détaillées par département, sexe, âge médian et âge moyen.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Saint-Martin*
***Source :*** *Injep – Mai 2024*

Les chiffres clés de la jeunesse 2025

Ensemble d'indicateurs de référence sur les questions de jeunesse dans des domaines aussi variés que la démographie, l'éducation, l'emploi, l'engagement citoyen, les loisirs, le sport, la culture, les violences, la justice, ou encore la santé.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Injep – Juillet 2025*

Fréquentation des accueils collectifs de mineurs

Données détaillées par département, type d'accueil (avec ou sans hébergement), tranche d'âges et type de séjours.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon*
***Source :*** *Injep – Mai 2024*

Les fiches régionales de la vie associative 2025

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Injep – Octobre 2025*

Éducation artistique et culturelle : les usages du pass Culture dans les collèges et lycées en 2023-2024

Durant l'année scolaire 2023-2024, la part collective du pass Culture a permis de financer plus de 140 000 activités culturelles.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *DEPS – Décembre 2025*

Patrimostat 2025

Publication de référence sur la fréquentation des sites et établissements patrimoniaux (musées de France, monuments nationaux, archives de France, Maisons des Illustres), diffusée chaque année à l'occasion des Journées européennes du patrimoine (JEP).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon*
***Source :*** *DEPS – Septembre 2025*

Chiffres Clés 2024 de la culture et de la communication

Statistiques de la culture et de la communication avec des données sur les 5 DROM dans les fiches Approche géographique de la culture, Festivals, Éducation artistique et culturelle, Création artistique.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *DEPS – Avril 2025*

Tableau de bord des dépenses culturelles des collectivités territoriales

En 2023, les dépenses culturelles des collectivités territoriales s'élèvent à 10,7 milliards d'euros dont 8,5 milliards pour le fonctionnement et 2,2 milliards pour l'investissement.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*

***Source :*** *DEPS – Mai 2025*

Billetterie du spectacle vivant en 2024

Théâtre, cirque, musique, danse ou encore comédies musicales… le spectacle vivant, deuxième secteur culturel en matière de poids économique après l'audiovisuel, couvre une large variété de domaines esthétiques.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *DEPS – Juillet 2025*

Baromètre des festivals 2024

En 2024, des milliers de festivals ont enrichi le calendrier culturel avec une grande diversité de formes, de domaines et de durée. Des mégafestivals de musique rassemblant plus de 30 000 festivaliers à des événements plus modestes autour du livre et de la littérature, le paysage festivalier est multiple, varié et contrasté.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *DEPS – Juillet 2025*

## Guadeloupe

Mauvaises performances pour les licences sportives en Guadeloupe en 2022

En 2022, 38 600 licences sportives sont délivrées en Guadeloupe, soit 102 licences pour 1000 habitants. Le territoire reste en net retrait par rapport à l'ensemble des régions métropolitaines.

***Source :*** *Insee Flash Guadeloupe n° 200 – Avril 2024*

## Guyane

La Guyane, lanterne rouge des licences sportives en 2022

En 2022, la Guyane compte 21 200 licences sportives délivrées, soit 71 licences pour 1000 habitants. Malgré la jeunesse de sa population, elle est la région la moins licenciée de France.

***Source :*** *Insee Flash Guyane n° 187 – Avril 2024*

### La Réunion

Peu de licences sportives en club à La Réunion

En 2020, à La Réunion, seulement 50 % des 15 ans ou plus déclarent pratiquer une activité physique ou sportive régulière, c'est-à-dire au moins une séance par semaine en moyenne. Cette part est nettement moindre qu'au niveau national (65 %).

***Source :*** *Insee Flash Réunion n° 272 – Avril 2024*

### Martinique

Dans la course aux licences en 2022, la Martinique manque de souffle

En 2022, la Martinique compte 34 500 licences sportives délivrées sur l'année, soit 98 licences pour 1000 habitants. Elle se classe parmi les régions les moins licenciées de France.

***Source :*** *Insee Flash Martinique n° 199 – Avril 2024*

### Mayotte

Moins de licences sportives à Mayotte qu'au niveau national

En 2020, à Mayotte, seulement 55 % des personnes de 15 ans ou plus déclarent pratiquer une activité physique ou sportive régulière, c'est-à-dire au moins une séance par semaine en moyenne. Cette part est nettement plus faible qu'au niveau national (65 %).

***Source :*** *Insee Flash Mayotte n° 171 – Avril 2024*

### Polynésie française

Tama en chiffres 2025 (Jeunes en chiffres)

Dépliant regroupant des informations sur le mode de vie, la population, la population, la santé et la fécondité chez les jeunesse.

***Source :*** *ISPF Points Référence – Avril 2025*

## 4.8 Logement et construction

### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Indice des loyers

Les indices des loyers d'habitation dans les secteurs du libre et du social.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Insee, Chiffres détaillés – Décembre 2025*

Construction de logements – Résultats à fin octobre 2025

Logements autorisés et commencés, par région ; séries administratives par commune.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *SDES, Stat Info n° 779 – Novembre 2025*

Recensement de la population

Résultats 2022 pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités, selon sept thèmes parmi lesquels le logement.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Insee, Chiffres détaillés – Juin 2025*

Résultats statistiques des collectivités d'outre-mer

Résultats statistiques des collectivités d'outre-mer en matière de logement.

***Territoires :*** *Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon*
***Source :*** *Insee, Chiffres détaillés – Juin 2025*

Besoins en logements à horizon 2030, 2040 et 2050

Les projections de besoins en logements constituent un instrument important pour le pilotage des politiques publiques du logement, de l'aménagement du territoire et de la transition écologique.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *SDES – Juin 2025*

Un tiers des propriétaires possède deux logements ou plus

En France, 9,7 millions de personnes possèdent, seules ou en commun, au moins deux logements, soit un tiers des propriétaires. Ces multipropriétaires sont globalement plus âgés et plus aisés que les monopropriétaires.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Insee Première n° 2046 – avril 2025*

En 2022, la moitié des ménages locataires du parc social ont plus de 53 ans

En 2022, 4,6 millions de ménages, regroupant 10,5 millions de personnes, sont locataires du parc social, soit 16 % des ménages vivant dans un logement ordinaire en France.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Insee Première n° 2047 – avril 2025*

Logement sociaux au 1er janvier 2025

Comparaisons régionales et départementales.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee, Chiffres détaillés – Février 2026*

5,4 millions de logements locatifs sociaux en France au 1er janvier 2025

Datavisualisation et publications régionales.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *SDES – Janvier 2026*

Maisons neuves : une superficie des terrains très variable selon les marchés immobiliers locaux

Les terrains achetés entre 2019 et 2022 pour construire une maison individuelle ont une surface médiane de 670 m². Ces surfaces varient toutefois de 1 à 7 entre les marchés immobiliers locaux, les terrains de grandes tailles étant plus fréquents en zone détendue et sur un axe sud-ouest/nord-est de France métropolitaine.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *SDES – Juillet 2024*

Le marché de la construction en France en 2021

En 2021, le marché de la construction en France est évalué à près de 300 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Ce marché est essentiellement porté par des unités

indépendantes de petite taille dans le bâtiment et par des unités de grande taille regroupées en entreprises plus vastes dans les travaux publics.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *SDES – Avril 2024*

1,2 million de logements vacants supplémentaires en France depuis 1990, surtout dans les zones en déprise démographique

En 2023, 3,1 millions de logements sont vacants en France hors Mayotte, soit 8,2 % du parc de logements. Depuis 1990, le nombre de logements vacants a augmenté de près de 1,2 million, soit une hausse de 60 %.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Insee Première n° 1979 – Janvier 2024*

## Guadeloupe

Le parc locatif social en Guadeloupe au 1er janvier 2024

Synthèse de l'état du parc social en 2024 en Guadeloupe.

***Source :*** *Deal Guadeloupe – Janvier 2025*

En Guadeloupe, la consommation d'espace liée à l'habitat augmente de 16 % entre 2010 et 2019

En Guadeloupe, la consommation d'espace dédiée à l'habitat augmente de 16,0 % entre 2010 et 2019. Sur cette période, la surface consommée par ménage supplémentaire est de 1 630 m².

***Source :*** *Insee Analyses Guadeloupe n° 80 – Juillet 2024*

En 2020, 15 % des logements sont vacants en Guadeloupe

La Guadeloupe se place en seconde position des régions françaises en termes de part de logements vacants (15,1 %) en 2020. Cette part est plus élevée dans les EPCI qui subissent une déprise démographique tels que la communauté de communes de Marie-Galante (23,8 %) et celle du Grand Sud Caraïbe (17,6 %).

***Source :*** *Insee Flash Guadeloupe n° 196 – Janvier 2024*

## Guyane

### En 2020, 10 % des logements sont vacants en Guyane

La Guyane se place en cinquième position des régions françaises en termes de part de logements vacants (10,0 %) en 2020. Cette part est plus élevée dans les EPCI où la population augmente moins rapidement que le nombre de logements tel que la communauté d'agglomération de l'Est Guyanais.

***Source :*** *Insee Flash Guyane n° 182 – Janvier 2024*

## La Réunion

### Le parc locatif social de La Réunion au 1er janvier 2025

Synthèse de l'état du parc aidé des bailleurs sociaux au 1er janvier 2025 à La Réunion.

***Source :*** *Dreal La Réunion – Janvier 2026*

### 172 500 logements à construire entre 2021 et 2050

À La Réunion, si les tendances démographiques et les modes de cohabitation se poursuivaient, 172 500 logements seraient à construire entre 2021 et 2050. Cette évaluation tient compte des besoins actuels et futurs de la population.

***Source :*** *Insee Analyses Réunion n° 93 – Novembre 2024*

### À La Réunion, près de 35 000 logements sont vacants en 2020

À La Réunion, en 2020, près de 35 000 logements sont vacants, soit 8,9 % de l'ensemble des logements de l'île, une part proche du niveau national. Suite au plan national de lutte contre les logements vacants de 2021, les zones tendues sont redéfinies.

***Source :*** *Insee Flash Réunion n° 267 – Janvier 2024*

## Martinique

### En Martinique, un logement sur six est vacant en 2020

La Martinique est la région française où la part de logements vacants est la plus élevée en 2020 (16,1 %). En lien avec la déprise démographique, l'augmentation de la

proportion de logements vacants est plus élevée dans la communauté d'agglomération du centre de la Martinique (+5,7 points) et celle du Pays Nord Martinique (+3,2 points).

***Source :*** *Insee Flash Martinique n° 195 – Janvier 2024*

#### Nouvelle-Calédonie

Immobilier calédonien : ralentissement en 2023 et début 2024 en net repli

En 2023, les transactions immobilières chutent de 17 %. En effet, après une année 2022 particulièrement dynamique, notamment grâce à la baisse des taux d'intérêt, le marché de l'immobilier s'est rapidement détérioré en 2023.

***Source :*** *Isee, Synthèse n° 73 – Septembre 2024*

## 4.9 Justice et sécurité intérieure

#### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Les statistiques trimestrielles de milieu ouvert

Données nationales et par région, en stock et en flux. Une personne est considérée comme placée sous main de justice en milieu ouvert, lorsqu'elle est suivie pour une mesure, sans être placée sous écrou.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSER, Fichier statistique APPI - Avril 2025*

Population écrouée/détenue

Données trimestrielles nationales et par département. Sur les COM, le champ inclut la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie. Une personne est comptabilisée dans les statistiques de milieu fermé lorsqu'elle fait l'objet d'une mise sous écrou.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française*
***Source :*** *SSER, Fichier statistique Genesis – 2024*

Les indicateurs statistiques pénaux

Tous les trimestres, les tableaux détaillés des indicateurs statistiques pénaux fournissent des indicateurs tout le long de la chaîne pénale : affaires arrivées au

parquet, orientations, poursuites, condamnations… Les indicateurs sont diffusés au niveau des juridictions et au niveau des départements.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSER, Fichier statistique Cassiopée – Octobre 2025*

Mesures de protection juridique : deux tiers d'ouvertures supplémentaires d'ici 2070

Quel sera l'effet du vieillissement démographique sur les mesures de protection juridique des personnes majeures en France à l'horizon 2070 ?

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSER, Infostat justice n° 202 – Septembre 2025*

Près d'une personne sur dix bénéficie d'une mesure de protection juridique après 90 ans

En 2023, plus de 100 000 mesures de protection juridique pour des personnes majeures ont été ouvertes en France, soit près de 40 000 de plus en 15 ans.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSER, Infostat justice n° 197 – Septembre 2024*

La délinquance enregistrée par la police et la gendarmerie nationales : un point à mi-année 2025

Au 30 juin 2025, le bilan sur douze mois est contrasté, avec plus de la moitié des indicateurs des crimes et délits enregistrés en France orientés à la hausse.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSMSI, Interstats Info Rapide n°55 – Septembre 2025*

Insécurité et délinquance en 2024 : atlas départemental

En 2024, la tendance la plus notable en matière de délinquance enregistrée concerne les violences physiques, en particulier les violences intrafamiliales.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna*
***Source :*** *SSMSI – Juillet 2025*

Géographie de la délinquance à l'échelle communale en 2024

En 2024, comme les années précédentes, la délinquance commise à l'échelle communale et enregistrée par les services de police et de gendarmerie nationales est concentrée dans un nombre limité de communes.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSMSI, Interstats Analyse n° 74 – Mars 2025*

Géographie départementale de la délinquance enregistrée en 2024

Chaque département est présenté en une double page. L'atlas est enrichi des premières cartes départementales issues de l'enquête de victimation Vécu et ressenti en matière de sécurité (VRS).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna*
***Source :*** *SSMSI, Interstats Analyse n° 65 – Janvier 2025*

Bases statistiques communale, départementale et régionale de la délinquance enregistrée par la police et la gendarmerie nationales

Actualisation en mars et juillet.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSMSI – 2025*

Cartes et graphiques sur la délinquance enregistrée par la police et la gendarmerie nationales

Datavisualisation de données par commune ou arrondissement.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSMSI – 2024*

Trafic ou usage de stupéfiants : davantage de mis en cause dans les communes touristiques, frontalières ou avec de plus faibles niveaux de vie

Cette étude met en évidence des relations statistiques entre le nombre de personnes mises en cause pour trafic ou usage de stupéfiants et les caractéristiques des communes où les délits ont été commis.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *SSMSI, Interstats Analyse n° 75 – Juin 2025*

Les refus d'obtempérer routiers enregistrés en 2024 : troisième année de baisse

En 2024, les forces de sécurité intérieure ont enregistré 24 900 délits de refus d'obtempérer routiers. Leur nombre a reculé de 2 % sur un an.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSMSI, Interstats Info Rrapide n°52 – Avril 2025*

2,7 millions d'infractions liées au Covid-19 enregistrées durant l'état d'urgence sanitaire entre mars 2020 et juillet 2022

Sur la période couvrant mars 2020 à juillet 2022, 2 696 700 infractions, instaurées spécifiquement dans le contexte de la pandémie liée au Covid-19, ont été enregistrées par la police et la gendarmerie.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna*
***Source :*** *SSMSI, Interstats Info Rapide n°44 – Novembre 2024*

Les escroqueries enregistrées par les services de sécuité entre 2016 et 2023

Les escroqueries sont en progression rapide en France, passant de 250 900 victimes en 2016 à 411 700 victimes en 2023, soit une hausse moyenne de +7,3 % par an. Ce chiffre englobe toutes les escroqueries et les fraudes aux moyens de paiement enregistrées par les services de police et de gendarmerie nationales, hors contraventions.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSMSI, Interstats Analyse n°68 – Juillet 2024*

Les victimes de violences physiques hors cadre familial enregistrées par les services de sécurité en 2024

En 2024, les services de police et de gendarmerie ont enregistré 205 500 victimes de violences physiques, de nature criminelle ou délictuelle, commises en dehors de tout contexte familial ou conjugal.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSMSI, Interstats Info Rapide n° 57 – Décembre 2025*

Les homicides en France de 2016 à 2022

En France, en 2022, les services de sécurité ont enregistré 3 584 victimes de tentatives d'homicide, soit une hausse moyenne de 8 % par an depuis 2016.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSMSI, Interstats Info Rapide n°31 – janvier 2024*

Sentiment d'insécurité et présence de patrouilles des forces de sécurité intérieure : des résultats contrastés par département

Selon l'enquête Vécu et ressenti en matière de sécurité (VRS 2022), 12,7 % de la population, âgée de 18 ans et plus, vivant en France métropolitaine, Guadeloupe, Martinique et à La Réunion, déclare observer souvent, en 2022, des patrouilles de forces de sécurité intérieure dans son quartier ou son village.

***Territoires :*** *Guadeloupe, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *SSMSI, Interstats Analyse n°72 – Décembre 2024*

Les violences intrafamiliales non conjugales enregistrées par les services de sécurité en 2023

En 2023, les services de police et de gendarmerie ont enregistré 82 800 victimes de violences intrafamiliales non conjugales : 63 700 victimes de violences physiques et 19 100 victimes de violences sexuelles (essentiellement de nature physique).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSMSI, Interstats Analyse n°73 – Janvier 2025*

Les violences sexuelles hors cadre familial enregistrées par les services de sécurité en 2024

En 2024, les services de police et de gendarmerie ont enregistré 205 500 victimes de violences physiques, de nature criminelle ou délictuelle, commises en dehors de tout contexte familial ou conjugal.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSMSI, Interstats Info Rapide n°57– Décembre 2025*

Les violences conjugales enregistrées par les services de sécurité en 2024

En France en 2024, les services de sécurité ont enregistré 272 400 victimes de violences commises par leur partenaire ou ex-partenaire. Le niveau est quasi stable par rapport à 2023 (+0,4 %).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSMSI, Interstats Info Rapide n°56 – Octobre 2025*

La traite et l'exploitation des êtres humains : un état des lieux en 2024 à partir des données administratives

En 2023, 2 100 victimes de traite ou d'exploitation des êtres humains ont été enregistrées par les services de police et de gendarmerie, soit une hausse de 6 % par rapport à 2022. Une victime sur cinq est mineure (19 %) et deux victimes sur trois sont des femmes (64 %).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSMSI, Infostat justice n°203 – Octobre 2025*

Les atteintes à la probité enregistrées par la police et la gendarmerie en 2024

En France, 934 infractions d'atteinte à la probité ont été enregistrées par la police et la gendarmerie nationales en 2024, après 863 en 2023.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSMSI, Interstats Info Rapide n°51 – Avril 2025*

Première baisse en 2024 des infractions pour outrage sexiste et sexuel enregistrées

En 2024, les services de police et de gendarmerie nationales ont enregistré 3 200 infractions pour outrage sexiste ou sexuel.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSMSI, Interstats Info Rapide n°50 – Avril 2025*

Les atteintes à caractère raciste, xénophobe ou antireligieux en 2024

En 2024, les services de police et de gendarmerie nationales ont enregistré plus de 16 000 infractions à caractère raciste, xénophobe ou antireligieux sur l'ensemble du territoire français : 9 400 crimes ou délits et 7 000 contraventions.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSMSI, Interstats Info Rapide n°49 – Mars 2025*

Les refus d'obtempérer routiers enregistrés de 2016 à 2023 : des délits en légère baisse

Sur la période 2016 – 2023, les forces de sécurité intérieure ont constaté 25 700 délits de refus d'obtempérer routiers en moyenne par an.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna*
***Source :*** *SSMSI, Interstats Info Rapide n°36 – Avril 2024*

## 4.10 Équipements et services dans les territoires

### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Dénombrements des équipements en 2024 (commerce, services, santé…)

La base permanente des équipements (BPE) est une source statistique qui fournit le niveau d'équipements et de services accessibles à la population sur un territoire : résultats par région, département, commune, Iris, intégrant des zonages d'étude (aire d'attraction des villes 2020, unité urbaine 2020, bassins de vie 2022).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee, Chiffres détaillés – Juillet 2025*

Équipements géolocalisés en 2024

Fichier d'équipements géolocalisés actualisé mensuellement.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Insee, Chiffres détaillés – Juillet 2025*

Tableaux et graphiques sur une sélection de types d'équipements

Rubrique des « Dossiers complet » contenant une sélection de types d'équipements. Résultats disponibles au niveau des communes et des zonages supra-communaux selon le zonage choisi.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee, Chiffres détaillés – Novembre 2025*

## 4.11 Prix à la consommation

### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Indices mensuel des prix à la consommation

Résultats par regroupement de produits et produits détaillés (COICOP) – indicateurs sur chacun des 5 DROM.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee, Séries chronologiques – 2025*

### Guadeloupe

L'indice mensuel des prix à la consommation en Guadeloupe

En novembre 2025, les prix à la consommation augmentent de 0,4 % et de 1,2 % sur un an en Guadeloupe.

***Source :*** *Insee Flash Guadeloupe n° 228 – Décembre 2025*

### Guyane

L'indice mensuel des prix à la consommation en Guyane

En novembre 2025, les prix à la consommation augmentent de 0,5 % et de 1,6 % sur un an en Guyane.

***Source :*** *Insee Flash Guyane n° 215 – Décembre 2025*

### La Réunion

L'indice mensuel des prix à la consommation à La Réunion

En novembre 2025 à La Réunion, les prix à la consommation augmentent de 0,2 % sur un mois et de 1,2 % sur un an.

***Source :*** *Insee Flash Réunion n° 301 – Décembre 2025*

À La Réunion, les plus âgés et les plus modestes davantage touchés par la forte hausse des prix en 2023

Entre 2017 et 2023, à La Réunion, les prix à la consommation des ménages augmentent de 11 %, soit moins qu'au niveau national (où l'inflation est de cinq points supérieure).

***Source :*** *Insee Analyses Réunion n° 96 – Mars 2025*

### Martinique

L'indice mensuel des prix à la consommation en Martinique

En novembre 2025, les prix à la consommation augmentent de 0,4 % et de 1,2 % sur un an en Martinique.

***Source :*** *Insee Flash Martinique n° 227 – Décembre 2025*

### Mayotte

L'indice des prix à la consommation à Mayotte

En novembre 2025 à Mayotte, les prix à la consommation diminuent de 0,2 % sur un mois et augmentent de 0,9 % sur un an.

***Source :*** *Insee Flash Mayotte n° 201 – Décembre 2025*

### Nouvelle-Calédonie

Indice des prix à la consommation - Novembre 2025

Indice mensuel des prix à la consommation. En novembre 2025, l'indice des prix à la consommation et l'indice hors tabac sont stables (+0,1 %) pour le deuxième mois consécutif (+0,0 %).

***Source :*** *Isee, Conjoncture – 2025*

### Polynésie française

Bilan des prix 2024

En Polynésie française, les prix à la consommation augmentent de 1,4 % entre décembre 2023 et décembre 2024.

***Source :*** *ISPF, Points Études et Bilans n° 1479 – Avril 2025*

Indice des prix à la consommation - Note mensuelle - Novembre 2025

Note mensuelle. En novembre 2025, l'indice général des prix à la consommation baisse de 0,3 % et s'établit à 112,26.

***Source :*** *ISPF, Points Conjoncture – 2025*

### Saint-Pierre-et-Miquelon

L'indice trimestriel des prix à la consommation à Saint-Pierre-et-Miquelon

***Source :*** *Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon – 2025*

### Wallis-et-Futuna

L'indice trimestriel des prix à la consommation à Wallis-et-Futuna

***Source :*** *STSEE – 2025*

## 4.12 Activité productrice et démographie des entreprises

### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Des écarts de rentabilité financière marqués par des différences structurelles entre les PME dans les DOM et en France métropolitaine

Dans les DOM, le tissu productif présente des spécificités. Les PME de 1 à 250 salariés y sont en moyenne plus petites en termes de chiffre d'affaires hors taxes qu'en France métropolitaine.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Insee Analyses n° 111 – Juillet 2025*

Créations d'entreprises et d'établissements pour les années 2012 à 2024

Fichiers détail sur les créations et les stocks d'entreprises et d'établissements, par région, département, commune.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee Chiffres détaillés – Juillet 2025*

Démographie des entreprises : créations d'entreprises et d'établissements de 2012 à 2024

Le dispositif Système d'Information sur la Démographie d'Entreprises (SIDE) est alimenté principalement à partir de données issues du répertoire Sirene, enrichies d'éléments provenant notamment du répertoire statistique Sirus.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee Chiffres détaillés – Juin 2025*

Établissements actifs employeurs selon la taille fin 2022

Comparaisons régionales et départementales.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Insee Chiffres détaillés – Juin 2025*

Entre 2014 et 2022, une augmentation de 42 % du nombre d'entreprises économiquement actives

En 2022, 5,5 millions d'entreprises sont économiquement actives dans les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et des services. Leur nombre augmente de 42 % entre 2014 et 2022 avec une plus forte croissance à partir de 2018.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee Première n°2045 – Avril 2025*

Démographie des entreprises : stock des unités légales et des établissements économiquement actifs entre 2014 et 2022

Les stocks issus du Système d'information sur la démographie d'entreprises (Side) portent sur les unités légales et les établissements, marchands et productifs, qui ont eu une activité économique effective au cours de l'année.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee Résultats – Avril 2025*

Les créations d'entreprises en 2024

En 2024, en France, les créations d'entreprises repartent à la hausse, atteignant un nouveau niveau record de 1 111 200 nouvelles entreprises créées. Après une période de stabilisation entre 2021 et 2023, le nombre de créations d'entreprises rebondit nettement en 2024.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee Première n° 2037 – Février 2025*

Les créateurs d'entreprise en 2022

En 2022, un million d'entreprises ont été créées en France. Les deux tiers des entreprises créées au premier semestre 2022 le sont sous le régime du micro-entrepreneur. La moitié des créateurs occupaient un emploi au moment de la création et quatre entreprises sur dix sont créées par des femmes.

***Source :*** *Insee Première n° 2007 – juillet 2024*

## Guadeloupe

Les entreprises guadeloupéennes génèrent 3,7 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2023

En 2023, les entreprises marchandes de Guadeloupe, hors secteurs agricole et financier, réalisent un chiffre d'affaires de 15,0 milliards d'euros, plaçant le commerce au rang de premier secteur économique de la région.

***Source :*** *Insee Flash Guadeloupe n° 225 – Novembre 2025*

En Guadeloupe, huit entreprises sur dix créées par des femmes en 2018 sont encore actives trois ans après leur création

En Guadeloupe, trois ans après leur création, 83 % des entreprises créées par des femmes au premier semestre 2018, hors régimes du micro-entrepreneur, sont encore actives. À la création, le règlement des formalités administratives est la principale difficulté rencontrée par les femmes.

***Source :*** *Insee Analyses Guadeloupe n° 79 – Mars 2024*

## Guyane

Les entreprises guyanaises génèrent 1,7 milliard d'euros de valeur ajoutée en 2023

En 2023, les entreprises marchandes guyanaises, hors secteurs agricole et financier, génèrent un chiffre d'affaires de 6,3 milliards d'euros, plaçant le commerce au rang de premier secteur économique de la région.

***Source :*** *Insee Flash Guyane n° 212 – Novembre 2025*

En Guyane, près de neuf entreprises sur dix créées par des femmes en 2018 sont encore actives trois ans après leur création

En Guyane, trois ans après leur création, 86 % des entreprises créées par des femmes au premier semestre 2018, hors régime du micro-entrepreneur, sont encore actives. Le statut de l'entreprise, l'expérience de la créatrice et l'entourage entrepreneurial sont des facteurs favorables à la pérennité de l'entreprise.

***Source :*** *Insee Flash Guyane n° 185 – Mars 2024*

## La Réunion

Les unités légales réunionnaises créent 9,5 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2023

En 2023, les unités légales réunionnaises marchandes des secteurs non agricoles et non financiers créent 9,5 milliards d'euros de valeur ajoutée, pour un chiffre d'affaires de 33,4 milliards d'euros.

***Source :*** *Insee Analyses Réunion n° 103 – Octobre 2025*

Une majorité de petits établissements tournés vers le marché local

Les industries agroalimentaires transforment les produits de l'agriculture et de la pêche en aliments ou boissons pour l'Homme et l'animal. À La Réunion, elles emploient 4 640 salariés en équivalent temps plein (ETP) en 2022, soit un quart de l'emploi industriel régional.

***Source :*** *Insee Analyses Réunion n° 97 – Avril 2025*

Entreprises créées en 2018 à La Réunion : Hausse de la pérennité à trois ans mais des signes de fragilité

À La Réunion, 79 % des sociétés et entreprises individuelles (hors micro-entreprises) créées en 2018 sont encore en activité en 2021 trois ans après leur création. Le taux de pérennité à trois ans augmente fortement par rapport à celui des entreprises créées en 2014.

***Source :*** *Insee Analyses La Réunion n° 89 – Mai 2024*

## Martinique

Les entreprises martiniquaises génèrent 3,8 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2023

En 2023, les entreprises du secteur marchand martiniquais, hors secteurs agricole et financier, génèrent un chiffre d'affaires de 16,6 milliards d'euros, plaçant le commerce au rang de premier secteur économique de la région.

***Source :*** *Insee Flash Martinique n° 224 – Novembre 2025*

En Martinique, plus de huit entreprises sur dix créées par des femmes en 2018 sont encore actives trois ans après leur création

En Martinique, trois ans après leur création, 85 % des entreprises créées par des femmes au premier semestre 2018, hors régime du micro-entrepreneur, sont encore actives. À la création, le règlement des formalités administratives est la principale difficulté rencontrée par les femmes.

***Source :*** *Insee Analyses Martinique n° 69 – Mars 2024*

## Mayotte

Les unités légales mahoraises du secteur formel créent 1 milliard d'euros de valeur ajoutée en 2023

En 2023, les unités légales mahoraises marchandes des secteurs non agricoles et non financiers du secteur formel créent 1 milliard d'euros de valeur ajoutée, pour un chiffre d'affaires de 3,4 milliards d'euros. Leur investissement s'élève à 450 millions d'euros.

***Source :*** *Insee Analyses Mayotte n° 40 – Décembre 2025*

Les créations d'entreprises chutent à Mayotte en 2024

En 2024, le nombre de créations d'entreprises chute à Mayotte : 1 520 nouvelles entreprises sont créées, soit 13 % de moins par rapport à l'année précédente. Au niveau national, ce nombre augmente au contraire (+6 %). Mayotte est la seule région française avec la Martinique où les créations reculent en 2024.

***Source :*** *Insee Flash Mayotte n° 190 – Juin 2025*

## Polynésie française

Le secteur du Bâtiment et travaux publics en 2024

En 2024, l'activité du secteur de la construction progresse de 7,5 % par rapport à 2023 avec la hausse du chiffre d'affaires et le repli de l'inflation. En 2024, l'activité du secteur de la construction progresse de 7,5 % par rapport à 2023 avec la hausse du chiffre d'affaires et le repli de l'inflation.

***Source :*** *ISPF, Points Études et Bilans n° 1499 – Octobre 2025*

Les créations d'entreprises en 2024

En 2024, la création de nouvelles entreprises dans les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) diminue de 2 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 3 800.

***Source :*** *ISPF, Points Études et Bilans n° 1500 – Octobre 2025*

## Saint-Martin

Regards sur le secteur de la restauration « Une offre diversifiée. Des emplois en tension »

À Saint-Martin, les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration jouent un rôle essentiel dans l'économie locale : ils stimulent le dynamisme du territoire, accroissent son

attractivité touristique et participent de manière déterminante au chiffre d'affaires global lié au tourisme.

***Source :*** *Itsee, Regards sur Saint-Martin n° 3 – Novembre 2025*

## 4.13 Recherche et développement

### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Open data de l'enseignement supérieur, recherche et innovation

Plus d'une centaine de jeux de données avec une recherche par mots clés.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Martin, Wallis-et-Futuna*
***Source :*** *MESR et Sies – 2025*

Financement de la recherche et de l'enseignement supérieur par les collectivités territoriales entre 2020 et 2023

Tous les 2 ans, l'enquête auprès des collectivités territoriales recense les dépenses de chacune d'entre elles dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR). La caractéristique principale des DROM-COM est le fléchage beaucoup plus important du budget Enseignement supérieur & vie étudiante vers l'aide aux étudiants.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française*
***Source :*** *MESR et Sies, Note flash du Sies n° 7 – Avril 2024*

## 4.14 Tourisme

### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Tourisme en 2025

Hébergements touristiques – Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités…

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Insee, chiffres détaillés – Juillet 2025*

### Mayotte

Hausses de l'offre de chambres et du taux d'occupation

En 2023, la fréquentation hôtelière à Mayotte atteint 161 900 nuitées. L'offre de chambres croît de 45 % par rapport à 2022, en lien avec l'évolution du parc d'hébergements. Le taux d'occupation des chambres augmente de 3 points pour atteindre 78 %.

***Source :*** *Insee Flash Mayotte n° 173 – Mai 2024*

### Nouvelle-Calédonie

Une année 2024 marquée par une chute historique de la fréquentation touristique à la suite des exactions de mai

En 2024, la Nouvelle-Calédonie a accueilli 59 400 touristes, soit deux fois moins qu'en 2023. Pourtant, l'année avait bien commencé. En effet, au 1er trimestre 2024, la fréquentation touristique atteignait l'un de ses meilleurs niveaux depuis trente ans.

***Source :*** *Isee, Synthèse 2024 – Septembre 2025*

3e trimestre 2025 – Tourisme en demi-teinte : reprise par rapport à 2024 mais loin des performances de 2023

Après une année 2024 fortement impactée par les événements de mai, la fréquentation repart timidement à la hausse. Toutefois, le nombre de touristes reste deux fois moins important qu'à la même période en 2023.

***Source :*** *Isee, Conjoncture – Janvier 2026*

### Polynésie française

Tableau de bord Tourisme 2024

En 2024, la Polynésie française a accueilli 263 766 touristes, soit 0,7 % de plus par rapport à 2023. Ce résultat n'a jamais été observé dans l'histoire du tourisme polynésien.

***Source :*** *ISPF – EFT, Points Conjoncture – Novembre 2025*

Le bilan du tourisme de l'année 2024

En 2024, la Polynésie française a accueilli 263 766 touristes contre 261 813 en 2023. C'est la première fois que ce niveau record de fréquentation touristique est atteint.

***Source :*** *ISPF, Points Études et Bilans n° 1489 – Juillet 2025*

Les recettes du tourisme en Polynésie française : 99 milliards de F.CFP en 2023

En 2023, près de 262 000 touristes non-résidents ont visité la Polynésie française et consommé plus de quatre millions de nuitées touristiques. Ils ont dépensé 99 milliards de F.CFP au cours de leur séjour, contre 77 milliards de F.CFP en 2022, soit une hausse de près de 30 %.

***Source :*** *ISPF, Points Études et Bilans n° 1451 – Novembre 2024*

## Saint-Martin

Bilan annuel 2024 – Tourisme

L'économie de Saint-Martin se distingue par la prédominance du secteur tertiaire, en particulier le tourisme, qui constitue le pilier central de l'activité économique de l'île.

***Source :*** *Itsee – Juillet 2025*

Regards sur le secteur de la restauration « Une offre diversifiée. Des emplois en tension »

À Saint-Martin, les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration jouent un rôle essentiel dans l'économie locale : ils stimulent le dynamisme du territoire, accroissent son attractivité touristique et participent de manière déterminante au chiffre d'affaires global lié au tourisme.

***Source :*** *Itsee, Regards sur Saint-Martin n° 3 – Novembre 2025*

L'emploi dans les hébergements touristiques de Saint-Martin

Véritables vitrines de l'économie touristique, les hébergements de Saint-Martin emploient une majorité de personnel féminin. Confrontés à de profondes mutations environnementales, ils regrettent le manque d'offres de formation adaptées pour répondre à ces défis.

***Source :*** *Itsee, Regards sur Saint-Martin n° 2 – Janvier 2025*

## 4.15 Énergie

### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Données régionales de production et de consommation finale de l'énergie

L'essentiel des données disponibles sur l'énergie dans les régions de la France métropolitaine et des DROM, qu'il s'agisse de production ou de consommation finale. Pour les DROM, les données couvrent les années 2013 à 2021.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SDES – Septembre 2024*

### La Réunion

Bilan énergétique 2024 de l'île de La Réunion – Chiffres-clés

***Source :*** *Observatoire Énergie Réunion – Septembre 2025*

### Polynésie française

Bilan énergétique de la Polynésie française – édition 2024

***Source :*** *Observatoire polynésien de l'énergie – 2024*

## 4.16 Environnement et développement durable

### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Chiffres clés des énergies renouvelables - Édition 2025

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SDES – Septembre 2025*

Données de ventes de produits phytopharmaceutiques

Données issues des déclarations des distributeurs agréés pour la vente de produits phytopharmaceutiques (PPP) auprès des agences et offices de l'eau. Elles alimentent la Banque Nationale des Ventes de produits phytopharmaceutiques par les Distributeurs agréés (BNV-D). Les déclararions de quantités de produits vendus sont transformées en quantités de substances actives.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Eaufrance – Mai 2025*

Panorama des dispositifs de protection des espaces naturels terrestres et marins en France au 1er janvier 2025

Panorama chiffré détaillé de la couverture au 1er janvier 2025 du territoire français par les aires protégées. Son élaboration s'est appuyée sur les données relatives aux espaces protégés disponibles sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (INPN).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Terres australes et antarctiques françaises, Wallis-et-Futuna*
***Source :*** *SDES – Mai 2025*

Bilan environnemental de la France en 2024

Panorama des dépenses de protection de l'environnement et aperçu de l'état des écosystèmes et des interactions entre l'environnement et l'économie. Ce bilan comporte de nombreuses fiches thématiques (ressource en eau, pollution de l'eau, sol…).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SDES, Dossier bilan environnemental de la France, édition 2024 – Mars 2025*

État de l'environnement en France, Rapport 2024

Édité tous les 4-5 ans, ce rapport permet de dresser un état des lieux de l'environnement et d'observer les évolutions de long terme fondées sur les dernières données disponibles, les sources de référence et des indicateurs robustes. Des focus et des zooms traitent plus spécifiquement des outre-mer (biodiversité des outre-mer et assainissement dans les DROM).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Terres australes et antarctiques françaises, Wallis-et-Futuna*
***Source :*** *CGDD – Mars 2025*

Indicateurs territoriaux de développement durable

Pour éclairer les démarches territoriales de développement durable, l'Insee et le SDES se sont associés pour mettre à disposition un ensemble d'indicateurs cohérent avec l'agenda 2030 (niveaux région, département et commune).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee chiffres détailles – Février 2025*

Inventaire national du patrimoine naturel

L'Inventaire national du patrimoine naturel (INPN) est le portail de la biodiversité et de la géodiversité françaises, de métropole et d'outre-mer. Il diffuse la connaissance sur les espèces animales, végétales et de la fonge, les milieux naturels, les espaces protégés et le patrimoine géologique.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Terres australes et antarctiques françaises, Wallis-et-Futuna*
***Source :*** *Naturefrance – 2025*

La pollution des eaux superficielles et souterraines en France - Extrait du Bilan environnemental 2024

La pollution des eaux superficielles et souterraines constitue une problématique environnementale majeure, affectant la qualité de l'eau potable, des écosystèmes aquatiques et des activités humaines.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SDES – Janvier 2025*

Bilan de la qualité de l'air extérieur en France en 2023

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SDES – Octobre 2024*

Échouements de sargasses sur les côtes de Martinique et de Guadeloupe : état des lieux 2024

Cette publication décrit le phénomène d'échouement répétitif de sargasses sur les côtes des Antilles françaises et ses impacts sanitaires, socio-économiques et environnementaux.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Martinique*
***Source :*** *SDES – Octobre 2024*

Données régionales de production et de consommation finale de l'énergie

L'essentiel des données disponibles sur l'énergie dans les régions de la France métropolitaine et des DROM (départements et régions d'outre-mer), qu'il s'agisse de production ou de consommation finale. Pour les DROM, les données couvrent les années 2013 à 2021.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SDES – Septembre 2024*

Chiffres clés de la mer et du littoral - Édition 2024

À partir d'une sélection de cartes et d'indicateurs clés commentés, ce recueil dresse un panorama synthétique des principaux usages des territoires littoraux et marins de l'Hexagone et des Outre-mer.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Terres australes et antarctiques françaises, Wallis-et-Futuna*
***Source :*** *SDES – Avril 2024*

L'irrigation des surfaces agricoles : évolution entre 2010 et 2020

S'appuyant sur les données du recensement agricole de 2020 et de 2010, la publication décrit les évolutions de l'irrigation en France métropolitaine et donne un petit éclairage sur l'irrigation dans les DOM.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SDES – Février 2024*

Chiffres clés des risques naturels

Chiffres clés sur les risques naturels auxquels les territoires métropolitains et ultramarins sont exposés. Certains risques plus spécifiques aux Outre-Mer sont décrits (séisme, volcanisme, tsunami, cyclone).

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SDES, Chiffres clés des risques naturels, édition 2024 – Janvier 2024*

### La Réunion

Une empreinte carbone par personne équivalente à celle de la France en 2019, malgré une électricité plus émettrice

Émissions de gaz à effet de serre et empreinte carbone de La Réunion - En 2019, les émissions de gaz à effet de serre générées sur place à La Réunion, que ce soit par les

activités économiques ou les logements et véhicules des ménages, s'élèvent à 5,2 tonnes équivalent $CO_2$ par personne.

***Source :*** *Insee Flash Réunion n° 294 – Juillet 2025*

Une forte consommation d'espaces due à d'importants besoins en logements, mais qui ralentit

Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers à La Réunion - Déjà importante en 2013, la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers reste élevée à La Réunion. L'espace urbanisé augmente ainsi de 11 % entre 2013 et 2022, un rythme deux fois plus rapide que dans l'Hexagone (+6 %).

***Source :*** *Insee Analyses Réunion n° 100 – Juin 2025*

Près de 600 kg collectés par personne, moins souvent recyclés qu'ailleurs

Les déchets des ménages à La Réunion en 2021 - En 2021, 595 kg de déchets par personne sont collectés à La Réunion, soit davantage que dans l'Hexagone (548 kg/pers.). La Réunion se situe au 29e rang des départements français qui collectent le plus de déchets ménagers.

***Source :*** *Insee Analyses Réunion n° 99 – Juin 2025*

#### Polynésie française

Les objectifs de développement durable en Polynésie française 2024

Rapport de suivi des ODD en Polynésie française.

***Source :*** *ISPF, Points Référence – Avril 2025*

## 4.17 Transport

#### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Données sur le parc automobile français au 1er janvier 2025

Statistiques par genre de véhicule, localisation (région, département, commune), caractéristiques techniques du véhicule, caractéristiques de l'utilisateur, kilométrage annuel moyen.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SDES – Septembre 2025*

Chiffres clés des transports - Édition 2025

Dans une année 2023 marquée par une inflation encore significative et des troubles sociaux, l'activité économique française décélère. Avec le ralentissement de la production industrielle, la production des branches utilisatrices de transport est presque étale, tandis que les échanges extérieurs de transport, après leur redressement post-Covid-19, perdent de leur dynamisme.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *SDES – Mars 2025*

Résultats d'activité des aéroports français en 2024

Ce rapport présente les principales statistiques du trafic aérien (trafic passagers commerciaux, mouvements commerciaux, fret avionné et de poste). Un chapitre est consacré aux aéroports d'outre-mer.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin*
***Source :*** *Union des aéroports français et francophones associés – Mars 2025*

Données 2024 sur les immatriculations des véhicules

Données à l'échelon national, régional, départemental et communal. Des données relatives au statut de l'utilisateur complètent aussi les informations sur les véhicules particuliers à l'échelon communal.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SDES – Février 2025*

Le trafic maritime en France : baisse du fret en 2023

En 2023, le volume total de fret transitant par les ports français de métropole et d'outre-mer se chiffre à 326,1 millions de tonnes : il est en baisse de 4,3 % par rapport à 2022. Malgré un dynamisme entre 2021 et 2022, le trafic maritime de fret peine à retrouver les niveaux d'avant la crise sanitaire.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *SDES – Juillet 2024*

Données sur le parc automobile français au 1er janvier 2024

Statistiques par genre de véhicule, localisation (région, département, commune), caractéristiques techniques du véhicule, caractéristiques de l'utilisateur, kilométrage annuel moyen.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SDES – Septembre 2024*

Bilan annuel des transports en 2023

Dans un contexte de baisse de l'activité, de repli quasi général des prix du transport de fret et de ralentissement de l'inflation subie par les ménages pour leurs transports, la dépense de transports augmente légèrement en 2023, plus fortement en volume qu'en valeur.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *SDES – Novembre 2024*

### La Réunion

Davantage de trajets entre communes, plus souvent en voiture

Déplacements domicile-travail à La Réunion - En 2021, 266 700 personnes se déplacent à La Réunion pour aller travailler. Ce sont 35 300 trajets de plus qu'en 2010. En particulier, les déplacements pour aller d'une commune à une autre augmentent plus rapidement que les déplacements infra-communaux.

***Source :*** *Insee Analyses Réunion n° 91 – Octobre 2024*

### Wallis-et-Futuna

Immatriculations de véhicules

Immatriculations de véhicules neufs de 2012 à 2024

***Source :*** *STSEE – 2025*

## 4.18 Agriculture

### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Graph'Agri 2025

Informations statistiques dans les domaines de l'agriculture, de la forêt, du territoire, de l'alimentation, de la pêche et des industries agroalimentaires. Un chapitre est consacré aux DROM.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Agreste – Décembre 2025*

Rapports présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation - Session du 3 juillet 2025

Comptes de l'agriculture nationaux et régionaux, concours publics à l'agriculture.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Agreste, Les Dossiers n° 2025-1 – Juillet 2025*

Enquête sur la structure des exploitations agricoles en 2023

Dans les DROM, plus de 23 500 exploitations agricoles (microexploitations comprises) valorisent environ 132 000 ha en 2023, soit une baisse de plus de 11 % du nombre d'exploitations et de près de 2 % de la SAU par rapport à 2020.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Agreste, Primeur n° 2025-2 – Juin 2025*

Comptes régionaux de l'agriculture - Séries longues, base 2020

Indicateurs de comptes de l'agriculture : production hors subventions, subventions sur les produits, production au prix de base, consommations intermédiaires, compte de production, compte d'exploitation, compte de revenu, données de structure, indicateurs de résultat.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Agreste – Mai 2025*

Statistique agricole annuelle (SAA) - Séries longues depuis 2010

Surfaces, rendements, productions en volume pour les cultures végétales ; effectifs et productions en volume pour l'élevage.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Agreste – Mai 2025*

Les îles françaises dans les coopérations de recherche de l'océan Indien

Cette note se concentre sur les coopérations, dans la zone océan Indien, en matière de recherche dans les domaines agricole et agro-alimentaire. Leurs finalités, les parties prenantes impliquées et quelques résultats sont présentés.

***Territoires :*** *La Réunion, Mayotte*
***Source :*** *Agreste, Analyse n°213 – Mai 2025*

Enquête Aquaculture 2023

En 2023, l'aquaculture française compte 3 487 entreprises, dont 2 392 qui effectuent des ventes directes à la consommation. Ces 2 392 entreprises ont commercialisé 185 372 tonnes de produits et réalisé un chiffre d'affaires de 929,3 millions d'euros.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Agreste, Chiffres et données n° 2025-6 – Mars 2025*

Enquête Pratiques culturales en productions légumières 2022 - IFT et nombre de traitements

L'enquête sur les Pratiques culturales en productions légumières 2022 (PK Légumes 2022) s'inscrit dans le dispositif plus large des enquêtes sur les « Pratiques culturales », outil majeur de description des itinéraires techniques des agriculteurs. Elle succède à l'enquête sur les Pratiques culturales en productions légumières et à l'enquête sur l'utilisation des produits phytosanitaires en productions légumières.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Agreste, Chiffres et données n° 2025-4 – Mars 2025*

Mémento de la statistique agricole, édition 2024

Tableaux, cartes et graphiques présentent les chiffres essentiels sur l'agriculture, la forêt, la pêche et les industries agroalimentaires en France et notamment dans les DROM.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Agreste, Memento – Janvier 2025*

ViZagreste

Site de datavisualisation présentant les principaux résultats du recensement agricole 2020, ainsi que d'autres enquêtes de la statistique agricole.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Agreste – 2025*

Valeur Vénale des Terres en 2023

Prix des terres agricoles (terres et prés, et vignes), évolutions, principaux résultats dans l'Hexagone et les DROM

***Territoires :*** *Guadeloupe, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Agreste, Chiffres et données n° 2024-12 – Septembre 2024*

Enquête Pratiques culturales en grandes cultures 2021 - IFT et nombre de traitements

L'enquête sur les Pratiques culturales en grandes cultures 2021 s'inscrit dans le dispositif plus large des enquêtes sur les « Pratiques culturales », outil majeur de description des itinéraires techniques des agriculteurs. Elle succède aux enquêtes sur les Pratiques culturales en grandes cultures. Les données relatives aux départements d'outre-mer concernent la culture de la canne à sucre.

***Territoires :*** *Guadeloupe, La Réunion, Martinique*
***Source :*** *Agreste, Chiffres et données n° 2024-7 – Avril 2024*

## Guadeloupe

Mémento 2024 de la statistique agricole – Édition 2025

Tableaux, cartes et graphiques présentent les chiffres essentiels sur l'agriculture, la forêt, les industries agroalimentaires, les données économiques, le foncier, le commerce extérieur et l'enseignement agricole en Guadeloupe.

***Source :*** *Agreste Guadeloupe – Décembre 2025*

RICA 2023 - Résultats économiques des exploitations agricoles de la Guadeloupe

En 2023, le revenu annuel des exploitations agricoles atteint une moyenne de 33 822 € toutes orientations de productions confondues.

***Source :*** *Agreste Guadeloupe – Mai 2025*

Valeur vénale des terres en Guadeloupe en 2023

Le barème indicatif de la valeur vénale moyenne des terres agricoles et des prairies est une opération annuelle. Il barème s'applique aux terres agricoles, parcelles ou exploitations, non bâties, destinées à conserver, au moment de la transaction, leur vocation agricole. Il permet d'avoir une indication des prix hors taxes pratiqués lors des transactions dans chacune des petites régions.

***Source :*** *Agreste Guadeloupe – Février 2025*

Recensement Agricole 2020 : résultats définitifs

Toutes les études et chiffres clés du dernier recensement agricole en Guadeloupe.

***Source :*** *Agreste Guadeloupe – 2024*

RA2020 : La production fruitière en Guadeloupe

Si l'on écarte la production de banane d'exportation, en 2020, la Guadeloupe compte 858 producteurs de fruits destinés au marché local, mettant en valeur 1 ha de fruits en moyenne chacun.

***Source :*** *Agreste Guadeloupe – Septembre 2024*

## Guyane

Les chiffres clés de l'Agriculture Biologique en 2024 – Guyane

Publication de l'Observatoire régional de l'agriculture biologique en Guyane présentant une synthèse des principales données sur l'agriculture biologique.

***Source :*** *Orab Guyane – Décembre 2025*

Mémento Agricole Guyane – Édition 2025

Le mémento agricole rassemble sous forme de panorama, en 14 domaines, l'essentiel des données chiffrées du monde agricole guyanais.

***Source :*** *Agreste Guyane, Mémento – Novembre 2024*

## La Réunion

L'agriculture réunionnaise entre 1980 et 2020 : 40 ans d'évolution des fermes réunionnaises analysés au travers des recensements agricoles

En 40 ans, 15 000 exploitations agricoles ont disparu à La Réunion. Les deux tiers d'entre elles étaient des structures de moins de 2 hectares, principalement exploitées en colonat dans les années 80.

***Source :*** *Agreste La Réunion, Études n° 7 – Décembre 2025*

Mémento 2025 (chiffres 2024)

Le mémento agricole et rural, diffusé chaque année, rassemble l'essentiel des données chiffrées du monde agricole réunionnais.

***Source :*** *Agreste La Réunion, Mémento – Décembre 2025*

Atlas agricole - La Réunion

Près de soixante-dix cartes sur différentes thématiques telles que les données de cadrage du territoire, la démographie, les exploitations agricoles, les productions végétales et animales de l'île, la formation agricole, la forêt.

***Source :*** *Agreste La Réunion, Dossiers n° 1 – Juillet 2025*

Une diminution du nombre de petites structures cannières mais une progression du secteur fruits et légumes

Entre 2020 et 2023, le nombre d'exploitations agricoles à La Réunion a diminué de -2,36 % par an, passant de 6 282 à 5 878. Cette baisse est principalement due à la disparition des petites structures.

***Source :*** *Agreste La Réunion – Juillet 2025*

De 2010 à 2023, forte baisse des micros exploitations cannières, mais une diversification végétale qui progresse

La filière canne réunionnaise repose en grande partie sur les planteurs spécialisés. En 2023, les exploitations entièrement dédiées à la production cannière représentent plus de la moitié des planteurs et exploitent 60 % des surfaces cultivées.

***Source :*** *Agreste La Réunion – Juillet 2025*

Les exploitations de volailles en 2023

Le RICA est une enquête annuelle qui permet de recueillir les données comptables et technico-économiques des exploitations agricoles. En 2023, elle analyse 20 exploitations spécialisées produisant de la volailles à La Réunion.

***Source :*** *Agreste La Réunion, Études Rica – Mai 2025*

Les exploitations cannières en 2023

Le RICA est une enquête annuelle qui permet de recueillir les données comptables et technico-économiques des exploitations agricoles. En 2023, elle analyse 35 exploitations spécialisées produisant de la canne à La Réunion.

***Source :*** *Agreste La Réunion, Études Rica – Avril 2025*

Recensement agricole 2020 : résultats définitifs

Études, vidéos, chiffres clés par commune du dernier recensement agricole.

***Source :*** *Agreste La Réunion – 2024*

RA2020 – Typologie des exploitations fruits et légumes et commercialisation

En 2020, 3 474 producteurs de fruits et de légumes valorisent près de 15 000 hectares de surface agricole utile (SAU) dont 5 000 ha de verger ou de légumes avec quatre principaux types de producteurs.

***Source :*** *Agreste La Réunion, Études n° 4 – Mars 2024*

## Martinique

Mémento Édition 2025

L'édition 2025 du Mémento Agricole de la Martinique présente l'essentiel des données 2024 de l'agriculture martiniquaise en 36 pages : des informations sur le territoire, la forêt, les exploitations agricoles, les productions végétales et animales, l'enseignement agricole, les données économiques, les aides agricoles et l'agriculture biologique.

***Source :*** *Agreste Martinique, Mémento – Novembre 2025*

Pratiques Culturales en grandes cultures

À la Martinique, l'enquête sur les pratiques culturales en grandes cultures 2021 ne concerne qu'une seule espèce : la canne à sucre. Elle vise à décrire les différentes interventions réalisées par les planteurs martiniquais.

***Source :*** *Agreste Martinique, Essentiel n° 1 – Juin 2024*

Recensement Agricoles 2020 : Fiches territoriales détaillés

Ensemble de fiches thématiques et de tableaux de données issus du RA2020, offrant un vision précise et exhaustive de l'agriculture martiniquaise à une échelle géographique fine.

***Source :*** *Agreste Martinique – Janvier 2024*

### Mayotte

Mémento Agricole Édition 2024

Données sur les exploitations agricoles, les productions végétales et animales, les importations agricoles et alimentaires, les évolutions des prix des produits locaux, la formation agricole, etc. à Mayotte.

***Source :*** *Agreste Mayotte, Memento – Janvier 2025*

### Polynésie française

Les premiers résultats du recensement général de l'agriculture 2023

En Polynésie française, 4 080 exploitations agricoles ont été recensées lors du recensement général de l'agriculture 2023. Parmi elles, près de 1 200 sont des exploitations exclusivement dédiées au coprah.

***Source :*** *ISPF, Points Études et Bilans n° 1427 – Juillet 2024*

Bilan de la pêche en 2024

En 2024, la filière pêche de Polynésie française montre une dynamique contrastée, mais les niveaux de capture restent élevés. Renforcée par l'arrivée de nouveaux navires, la flotille hauturière maintient une légère hausse de production malgré la baisse du nombre d'hameçons lâchés. La pêche côtière reste stable grâce à un effort de pêche accru et l'aquaculture se relance avec le rebond de la crevetticulture.

***Source :*** *ISPF, Points Études et Bilans n° 1513 – Décembre 2025*

## 4.19 Finances publiques locales

### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Rapport 2025 de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales

L'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL) a pour mission de collecter, d'analyser et de partager les données sur les finances et la gestion des collectivités locales. Dans le cadre de cette mission, l'OFGL produit un rapport annuel qui dresse un état des lieux des finances locales.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon*
***Source :*** *SSM de la DGCL – Juillet 2025*

Comptes individuels des régions

Comptes consolidés des régions 2012-2024.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSM de la DGCL – 2025*

Comptes individuels des départements

Comptes consolidés des départements 2017-2024.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSM de la DGCL – 2025*

Comptes individuels des communes

Comptes consolidés des communes 2017-2024.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSM de la DGCL – 2025*

Les finances des groupements de communes à fiscalité propre en 2023

Comptes consolidés des ensembles intercommunaux 2017-2024.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSM de la DGCL –2025*

Cartographie des résultats financiers des collectivités locales.

Outil permettant cartographier les agrégats financiers des collectivités locales.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *SSM de la DGCL –2025*

Les collectivités locales en chiffres 2024

Annuaire statistique de la Direction générale des collectivités locales (DGCL) actualisé en continu : chiffres-clés des collectivités locales, finances, fiscalité, etc.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna*
***Source :*** *SSM de la DGCL – 2024*

Synthèse régionale sur la situation financière des collectivités territoriales et de leurs établissements publics en Guadeloupe, Guyane et Martinique

Au 31 décembre 2019, 26 communes dont huit de plus de 10 000 habitants étaient placées sous plans de redressement, et donc suivies par la chambre. Fin 2023, 12 avaient rétabli leurs équilibres, ce qui témoigne d'une amélioration.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, Martinique*
***Source :*** *Cour des comptes – Décembre 2024*

## 4.20 Commerce extérieur

### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Le chiffre du commerce extérieur : analyse régionale

Analyses régionales trimestrielles T3-2021 à T3-2025.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *DSECE- Direction générale des Douanes et droits indirects – 2025*

Le chiffre du commerce extérieur : les bases complètes

Bases régionales 2004 à T2-2025 en open data.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*

***Source :*** *DSECE- Direction générale des Douanes et droits indirects – 2025*

Les statistiques du commerce extérieur des DROM

Données régionales trimestrielles agrégées en concept spécifique DROM : T1-2015 à T3-2025 et données régionales annuelles détaillées en concept spécifique DROM : 2019 à 2024.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *DSECE- Direction générale des Douanes et droits indirects – 2025*

## Nouvelle-Calédonie

Au deuxième trimestre 2025, les échanges extérieurs restent marqués par la crise

Note de conjoncture trimestrielle – commerce extérieur.
Le 2e trimestre 2025 s'inscrit dans la continuité des précédents, avec des importations et des exportations nettement ralenties depuis le début de la crise de 2024. Toutefois, une reprise des exportations s'amorce.

***Source :*** *Isee, Conjoncture – Septembre 2025*

Baisse des échanges commerciaux en 2024 : signe d'une activité économique au ralenti

En Nouvelle-Calédonie, la valeur des importations atteint 251 milliards de F.CFP en 2024, en recul de 29 % par rapport à 2023. Cette baisse reste toutefois moins marquée que celle des exportations, qui chutent de 41 % pour s'établir à 138 milliards de F.CFP.

***Source :*** *Isee, Synthèse – Novembre 2025*

## Polynésie française

Les exportations de produits de la mer en 2024

En 2024, la valeur des exportations de produits de la mer, hors coquilles, est stable sur un an à 2,3 milliards de F.CFP et représente 19 % de la recette totale des exportations de produits locaux en Polynésie française.

***Source :*** *ISPF, Points Études et Bilans n° 1508 – Décembre 2025*

Les exportations de produits perliers progressent en valeur en 2022

La perliculture constitue la deuxième exportation de biens et de services locaux de la Polynésie française, après le tourisme et devant les produits issus de la pêche.

***Source :*** *ISPF, Points Études et Bilans n° 1407 – Mars 2024*

Bilan Commerce extérieur en 2024

Entre 2023 et 2024, la valeur des importations civiles recule de 1 % et celle des exportations locales de 47 %.

***Source :*** *ISPF, Points Études et Bilans n° 1504 – Novembre 2025*

## 4.21 Comptabilité économique régionale, économie générale

### Publications, données concernant plusieurs DROM ou COM

Tableaux de bord régionaux de conjoncture

Quatorze indicateurs clés régionaux (cinq pour Mayotte), publiés trimestriellement, pour chaque région française.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*
***Source :*** *Insee, Chiffres clés – 2025*

Conjoncture 2024 et perspectives 2025 en Outre-mer

Les territoires d'outre-mer n'ont pas échappé à la succession de chocs ayant affecté l'économie internationale au cours des dernières années.

***Territoires :*** *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française*
***Source :*** *IEDOM-IEOM n° 841 – Juillet 2025*

### Guadeloupe

En 2024, le tourisme dynamise l'activité en Guadeloupe

En 2024, l'économie guadeloupéenne progresse de 1,9 %, un rythme supérieur à la moyenne nationale. Le dynamisme économique est principalement porté par les dépenses touristiques.

***Source :*** *Insee Analyses Guadeloupe n° 87 – Septembre 2025*

Au troisième trimestre 2025, l'activité économique se dégrade en Guadeloupe

Note de conjoncture trimestrielle.
Au troisième trimestre 2025, l'activité économique de la Guadeloupe, mesurée par le volume des heures rémunérées, recule sur un an. Le repli de l'emploi salarié engagé depuis le début de l'année s'intensifie.

***Source :*** *Insee Conjoncture Guadeloupe n° 37 – Janvier 2026*

Bilan économique 2024 - Guadeloupe

En 2024, la Guadeloupe traverse une période de stabilisation économique marquée par des dynamiques contrastées. L'inflation ralentit, mais demeure élevée, continuant de peser sur le pouvoir d'achat des ménages, notamment à travers la hausse des prix de l'énergie et des services.

***Source :*** *Insee Conjoncture Guadeloupe n° 34 – Juin 2025*

L'économie de la Guadeloupe se contracte

En 2023, l'économie de la Guadeloupe se contracte, avec une croissance en recul de 1,0 %, après le rebond notable de 5,9 % en 2022 suite à la crise sanitaire. Dans un contexte inflationniste qui inhibe la demande, le recul de la croissance se traduit par une chute des échanges extérieurs.

***Source :*** *Insee Analyses Guadeloupe n° 81 – Septembre 2024*

Comptes économiques rapides de la Guadeloupe en 2024

En 2024, l'économie guadeloupéenne progresse de 1,9 %, un rythme supérieur à la moyenne nationale. Le dynamisme économique est principalement porté par les dépenses touristiques.

***Source :*** *Cerom – Octobre 2025*

La carte de paiement l'emporte sur les espèces

En Guadeloupe, la carte bancaire est privilégiée dans plus de la moitié des transactions en magasin en 2023. Historiquement très prisées, les espèces sont utilisées désormais pour 45 % des achats.

***Source :*** *IEDOM, Études thématiques n° 800 – Août 2024*

## Guyane

L'économie guyanaise reste marquée par l'activité spatiale en retrait

En 2024, l'économie de la Guyane se contracte, avec une croissance en recul de 1,1 %. Comme en 2023, cette décroissance est due à une activité spatiale encore en transition, entraînant une baisse de 13,2 % en volume des exportations.

***Source :*** *Insee Analyses Guyane n° 78 – Septembre 2025*

Au troisième trimestre 2025, l'activité économique progresse toujours en Guyane

Note de conjoncture trimestrielle.
Au troisième trimestre 2025, l'activité économique de la Guyane, mesurée par le volume des heures rémunérées, progresse de 0,9 % par rapport au même trimestre de l'année précédente, confirmant sa tendance de long terme, malgré un ralentissement amorcé en début d'année. Cette hausse de l'activité est principalement portée par le tertiaire marchand.

***Source :*** *Insee Conjoncture Guyane n° 37 – Janvier 2026*

Bilan économique 2024 – Guyane

En 2024, l'économie de la Guyane reste soutenue par sa dynamique démographique. Celle-ci constitue le principal moteur de la croissance économique régionale, en stimulant la consommation, l'emploi public et privé, la demande de logements et d'équipements collectifs.

***Source :*** *Insee Conjoncture Guyane n° 34 – Juin 2025*

Tableau de bord CEROM de la Guyane du 2e trimestre 2025

Tableau trimestriel – principaux indicateurs macroéconomiques, la consommation, l'investissement, l'analyse sectorielle, l'analyse financière et la vulnérabilité des acteurs économiques.

***Source :*** *Cerom – Octobre 2025*

Comptes économiques rapides de la Guyane en 2024

En 2024, l'économie de la Guyane se contracte, avec une croissance en recul de 1,1 %. Comme en 2023, cette décroissance est due à une activité spatiale encore en transition, entraînant une baisse de 13,2 % en volume des exportations.

***Source :*** *Cerom – Octobre 2025*

## La Réunion

### L'emploi salarié augmente légèrement ce trimestre 2025

Note de conjoncture trimestrielle.
À La Réunion, au 3e trimestre 2025, dans un contexte de stabilité de l'activité économique et de fléchissement de l'inflation, l'emploi salarié augmente légèrement (+0,2 %). Cette hausse concerne les secteurs public et privé.

***Source :*** *Insee Conjoncture Réunion n° 40 – Janvier 2026*

### Bilan économique 2024 - La Réunion

En 2024, à La Réunion, le produit intérieur brut (PIB) ralentit nettement. Il augmente de 0,5 % en volume contre +1,7 % en 2023. De surcroît, la hausse du PIB est très inférieure à celle en France (+1,2 %).

***Source :*** *Insee Conjoncture Réunion n° 38 – Juillet 2025*

### Tableau de bord CEROM 2e trimestre juin 2025

Tableau trimestriel – principaux indicateurs macroéconomiques, la consommation, l'investissement, l'analyse sectorielle, l'analyse financière et la vulnérabilité des acteurs économiques.

***Source :*** *Cerom – Juillet 2025*

### Les comptes économiques rapides 2024 de La Réunion

En 2024, à La Réunion, le produit intérieur brut (PIB) ralentit nettement. Il augmente de 0,5 % en volume contre + 1,7 % en 2023. De surcroît, la hausse du PIB est très inférieure à celle en France (+1,2 %).

***Source :*** *Cerom – Juillet 2025*

## Martinique

### La croissance martiniquaise est portée par le secteur public

En 2024, l'économie martiniquaise affiche une croissance de 1,0 %, en légère accélération par rapport à 2023 et proche du niveau national. Elle est soutenue par la consommation publique qui augmente de 2,0 % en volume.

***Source :*** *Insee Analyses Martinique n° 79 – Septembre 2025*

Au troisième trimestre 2025, le recul de l'activité économique s'accentue en Martinique

Note de conjoncture trimestrielle.
Au troisième trimestre 2025, l'activité économique poursuit son repli (-1,5 % sur un an), prolongeant le mouvement amorcé depuis la fin de l'année 2024.

***Source :*** *Insee Conjoncture Martinique n° 37 – Janvier 2026*

Bilan économique 2024 – Martinique

En 2024, l'activité économique en Martinique se dégrade, confirmant le ralentissement amorcé en 2023. Dans un contexte de mouvement social contre la vie chère en fin d'année, l'inflation persiste, à un rythme moins soutenu que l'année précédente.

***Source :*** *Insee Conjoncture Martinique n° 34 – Juin 2025*

Tableau de bord économique de la Martinique - 2e trimestre 2024

Tableau trimestriel – principaux indicateurs macroéconomiques, la consommation, l'investissement, l'analyse sectorielle, l'analyse financière et la vulnérabilité des acteurs économiques.

***Source :*** *Cerom – Octobre 2025*

Comptes économiques rapides de la Martinique en 2024

En 2024, l'économie martiniquaise affiche une croissance de 1,0 %, en légère accélération par rapport à 2023 et proche du niveau national. Elle est soutenue par la consommation publique qui augmente de 2,0 % en volume.

***Source :*** *Cerom – Septembre 2025*

## Mayotte

La croissance économique reste dynamique à Mayotte en 2023

En 2023, l'activité économique reste dynamique à Mayotte : le produit intérieur brut (PIB) augmente de 9,3 % en valeur, une hausse un peu plus soutenue même qu'en 2022 (+8,4 %).

***Source :*** *Insee Flash Mayotte n° 199 – Novembre 2025*

Tableau de bord Cerom - Mayotte - 3e trimestre 2025

Tableau trimestriel – principaux indicateurs macroéconomiques, la consommation, l'investissement, l'analyse sectorielle, l'analyse financière et la vulnérabilité des acteurs économiques.

***Source :*** *Cerom – Décembre 2025*

## Nouvelle-Calédonie

L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2024

En conséquence des émeutes de mai 2024 qui s'ajoutent aux déboires du secteur du nickel, l'ensemble des indicateurs économiques s'effondre en 2024.

***Source :*** *IEOM – Mai 2025*

Conjoncture de crise

Ce point de conjoncture vise à suivre mensuellement l'évolution des principaux indicateurs économiques depuis la crise majeure survenue en mai 2024 en Nouvelle-Calédonie.

***Source :*** *Isee – 2025*

Conjoncture trimestrielle

Analyse conjoncturelle trimestrielle de l'emploi salarié, le commerce extérieur et le tourisme.

***Source :*** *Isee – 2025*

Année 2023 - Ratios sectoriels en Nouvelle-Calédonie

30 ratios économiques et financiers regroupés par thèmes (activité, structure d'exploitation, capacité bénéficiaire, répartition des revenus et autonomie financière).

***Source :*** *IEOM – Février 2025*

Les comptes économiques rapides de la Nouvelle-Calédonie en 2024

En 2024, le produit intérieur brut calédonien enregistre le triste record de la plus forte diminution depuis les années 60. Il diminue de 13,5 % en volume et de 12,6 % en tenant compte des effets prix.

***Source :*** *Cerom – Septembre 2025*

## Polynésie française

L'économie de la Polynésie française en 2024

En Polynésie française, la confiance est restée solide en 2024 comme en témoigne l'évolution de l'indicateur du climat des affaires, qui s'est maintenu largement au-dessus de sa moyenne de longue période.

***Source :*** *IEOM, Conjoncture économique n° 433 – Mai 2025*

Les comptes économiques définitifs de 2021

En 2021, l'activité est en nette amélioration après une année 2020 marquée par la crise sanitaire liée au Covid-19 en Polynésie française. Le produit intérieur brut (PIB) en francs constants augmente de 4,0 % après - 10,6 % en 2020 et s'établit à 607 milliards de F.CFP.

***Source :*** *ISPF, Points Études et Bilans n° 1509*

Te Avei'a – T2 2025 – L'activité économique se stabilise

Note de conjoncture trimestrielle.
L'activité économique polynésienne continue de croître au deuxième trimestre 2025 et repose essentiellement sur la demande extérieure, qui est portée par une fréquentation touristique soutenue et un commerce extérieur dynamique.

***Source :*** *ISPF, Points Conjoncture – 2025*

Une croissance économique modérée, qui accompagne une amélioration du pouvoir d'achat des ménages

En 2024, la croissance reste positive en Polynésie française mais elle se modère. La progression du produit intérieur brut (PIB) en volume est de 1,1 %, après un gain de croissance réactualisé à 2,8 % pour 2023.

***Source :*** *ISPF, Points Référence n° 1492 – Août 2025*

PIB 2024 de la Polynésie française

En 2024, la croissance reste positive en Polynésie française mais elle se modère. La progression du produit intérieur brut (PIB) en volume est de 1,1 %, après un gain de croissance réactualisé à 2,8 % pour 2023.

***Source :*** *Cerom – Octobre 2025*

## Saint-Martin

Le Club de la Conjoncture de l'ITSEE

Note de conjoncture trimestrielle.

***Source :*** *Itsee, Club de la Conjoncture – 2025*

Le Baromètre économique

Indicateurs conjoncturels.

***Source :*** *Itsee, Baro'Itsee – 2025*

## Saint-Pierre-et-Miquelon

Synthèse annuelle 2024 – Saint-Pierre-et-Miquelon

La consommation des ménages reste stable sur fond de ralentissement de l'inflation et d'une bonne dynamique du marché du travail.

***Source :*** *IEDOM, Conjoncture économique n° 832 – Mai 2025*

Année 2024 - Ratios sectoriels à Saint-Pierre-et-Miquelon

Série de 30 ratios économiques et financiers regroupés par thèmes (activité, structure d'exploitation, capacité bénéficiaire, répartition des revenus et autonomie financière).

***Source :*** *IEOM – Décembre 2025*

## Wallis-et-Futuna

L'économie de Wallis-et-Futuna en 2024

En 2024 l'économie de Wallis-et-Futuna a connu une dynamique globalement positive malgré quelques éléments contrastés. On observe un ralentissement de l'inflation (1,5 % contre 4,0 % en 2023 en glissement annuel).

***Source :*** *IEOM, Conjoncture économique n° 430 – Avril 2025*

Évaluation du PIB de Wallis-et-Futuna en 2019

En 2019, le PIB en valeur de Wallis-et-Futuna est évalué à 22,6 milliards F CFP. Rapporté à une population de 11 558 habitants, le PIB par habitant s'établit à près de 2 millions F CFP/habitant, contre 1,2 million F CFP/habitant en 2005 (première estimation de PIB).

***Source :*** *Cerom – Septembre 2024*

# Annexes


**Annexe 1** Lexique ..... 191

**Annexe 2** Moyens humains et financiers dévolus au recensement de la population selon les territoires ..... 197

**Annexe 3** Mise à disposition de résultats infra-communaux ..... 198

**Annexe 4** Enquêtes co-financées par la DGOM 2015-2026 ..... 201

# Annexe 1 – Lexique

| | |
|---|---|
| Acemo | Dispositif « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre » |
| Acemo-Covid | Dispositif « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre » spécial Covid-19 |
| Acemo-DSE | Dispositif « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre sur le dialogue social en entreprise » |
| Acemo-PIPA | Dispositif « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre sur l'enquête sur la participation, l'intéressement, les plans d'épargne entreprise et l'actionnariat des salariés » |
| Acemo-TPE | Dispositif « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre sur l'enquête sur les petites entreprises » |
| ACM | Accueil collectif de mineurs |
| Ademe | Agence de la transition écologique, ex-agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie |
| AFD | Agence française de développement |
| ANCT | Agence nationale de la cohésion des territoires |
| ANLCI | Agence nationale de lutte contre l'illettrisme |
| Antipol | Enquête annuelle sur les investissements pour protéger l'environnement |
| APA | Allocation personnalisée d'autonomie |
| ARS | Agence régionale de santé |
| ASH | Aide sociale à l'hébergement |
| Aspic | Accès des services publics aux informations sur les collectivités |
| Badiane | Base de données inter-administrative des établissements sociaux et médico-sociaux (ESMS) |
| BAFA | Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur |
| BAFD | Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur |
| BDF | Enquête Budget de famille |
| BIT | Bureau international du travail |
| BPJEPS | Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport |
| BPE | Base permanente des équipements |
| BTS | Brevet de technicien supérieur |
| Caf | Caisse d'allocations familiales |
| CAP | Certificat d'aptitude professionnelle |
| CASD | Centre d'accès sécurisé aux données |
| CDTM | Comité départemental du tourisme de Mayotte |

| | |
|---|---|
| CépiDc | Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès |
| Cerom | Comptes économiques rapides pour l'Outre-mer |
| CHU | Centre hospitalier universitaire |
| CIS | Enquête annuelle communautaire sur l'innovation |
| Cnam | Caisse nationale d'assurance maladie |
| Cnav | Caisse nationale d'assurance vieillesse |
| Cnis | Conseil national de l'information statistique |
| COM | Collectivité d'outre-mer |
| CPF | Classification des produits française |
| CPF 4 | Classification des produits française – niveau groupe |
| CPS | Caisse de prévoyance sociale |
| CPS | Communauté du Pacifique Sud |
| Credoc | Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie |
| CVS | Enquête Cadre de vie et sécurité |
| CVS-CJO | Correction des variations saisonnières – correction des jours ouvrables |
| Covid-19 | Maladie à coronavirus 2019 |
| DADS | Déclaration annuelle de données sociales |
| Dares | Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (SSM) |
| Davar | Direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales (Nouvelle-Calédonie) |
| DEFM | Demandeurs d'emploi en fin de mois |
| Depp | Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (SSM) |
| DEPS | Département des études, de la prospective et des statistiques (SSM) |
| DESL | Département des études et des statistiques locales (SSM) |
| DGAC | Direction générale de l'aviation civile |
| DGAFP | Direction générale de l'administration et de la fonction publique |
| DGCL | Direction générale des collectivités locales |
| DGFiP | Direction générale des finances publiques |
| DGOM | Direction générale des Outre-mer |
| Dimenc | Direction de l'industrie, des mines et de l'énergie (Nouvelle-Calédonie) |
| Dirag | Direction inter-régionale Antilles-Guyane (Insee) |
| DJEPVA | Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative |
| DOM | Département d'outre-mer |
| DPDJ | Délégation pour la prévention de la délinquance de la jeunesse |
| Drees | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (SSM) |
| DROM | Département et région d'outre-mer |
| DSECE | Département des statistiques et des études du commerce extérieur (SSM) |

| | |
|---|---|
| DSN | Déclaration sociale nominative |
| EACEI | Enquête annuelle sur la consommation d'énergie dans l'industrie |
| Ecmoss | Enquête sur le coût de la main-d'œuvre et sur la structure des salaires |
| EDP | Échantillon démographique permanent |
| EEC | Enquête emploi en continu |
| EIR | Échantillon inter-régimes de retraités |
| Elisa | Extranet local pour l'indemnisation et le suivi des accueils de volontaires en service civique |
| EnCLASS | Enquête nationale en collège et en lycée chez les adolescents sur la santé et les substances |
| ENEAD | Enquête nationale sur l'engagement associatif et les dons |
| Eniacrams | Échantillon national inter-régimes d'allocataires de compléments de revenus d'activité et de minima sociaux |
| ENPPS | Enquête nationale sur les pratiques physiques et sportives |
| EPCI | Établissement public de coopération intercommunale |
| EPI | Enquête Parc Immobilier |
| Epicov | Enquête nationale sur l'épidémie du Covid-19 |
| EPTB | Enquête sur le prix des terrains et du bâti |
| ERFS | Enquête Revenus fiscaux et sociaux |
| ES | Enquête auprès des établissements sociaux |
| ES-DS | Enquête Services difficultés sociales |
| ES-PE | Enquête Services protection enfance |
| ESA | Enquête sectorielle annuelle |
| Esane | Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises |
| Escapad | Enquête sur la santé et les consommations lors de l'Appel de préparation à la Défense |
| Esem | Enquête structurelle des entreprises de Mayotte |
| Esemi | Enquête sur les entreprises mahoraises informelles |
| ES&VE | Enseignement supérieur et vie étudiante |
| ETP | Équivalent temps plein |
| Eurostat | Direction générale de la Commission européenne chargée de l'information statistique à l'échelle communautaire |
| Filocom | Fichier des logements à l'échelle communale |
| Filosofi | Dispositif sur les revenus localisés sociaux et fiscaux |
| Finess | Fichier national des établissements sanitaires et sociaux |
| FLV | Enquête Formation tout au long de la vie |
| Fnors | Fédération nationale des observatoires régionaux de la santé |
| Gis Sol | Groupement d'intérêt scientifique sur les sols |

| | |
|---|---|
| GPM | Grands ports maritimes |
| ICC | Indice du coût de la construction |
| ID-BPJEPS | Enquête Insertion des diplômés du BPJEPS |
| IEDOM | Institut d'émission des départements d'outre-mer |
| IEOM | Institut d'émission d'outre-mer |
| IESS | Integrated european social statistics |
| Ifremer | Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer |
| Ined | Institut national d'études démographiques |
| Injep | Institut national pour la jeunesse et l'éducation populaire |
| INPN | Inventaire national du patrimoine naturel |
| Insee | Institut national de la statistique et des études économiques |
| InserJeunes | Application informatique pour mesurer le taux d'insertion professionnelle des jeunes diplômés de l'enseignement technique et de la formation professionnelle |
| Inserm | Institut national de la santé et de la recherche médicale |
| IPC | Indice des prix à la consommation |
| Iris | Îlots regroupés pour l'information statistique (découpage géographique) |
| Isee | Institut de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie |
| ISPF | Institut de la statistique de la Polynésie française |
| IUT | Institut universitaire de technologie |
| JDC | Journée Défense et Citoyenneté |
| Lemna | Laboratoire d'économie et de management Nantes Atlantique |
| LTECV | Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte |
| Medes | Mission Enquêtes, données et études statistiques (SSM) |
| MESR | Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche |
| MMO | Mouvements de main-d'œuvre (source) |
| MSA | Mutualité sociale agricole |
| NA 129 | Nomenclature agrégée de la CPF à 129 positions |
| Namea-Air | National accounting matrix including environmental accounts |
| Ocean | Outil de coordination des enquêtes annuelles (du ministère de l'Éducation nationale) |
| ODD | Objectifs de développement durable |
| OED | Observatoire économique de la défense |
| OFDT | Observatoire français des drogues et des toxicomanies |
| OFGL | Observatoire des finances et de la gestion publique locale |
| OMS | Organisation mondiale de la santé |
| ONDRP | Observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale |
| ORT | Observatoire régional des transports |
| PCH | Prestation de compensation du handicap |

| | |
|---|---|
| PIB | Produit intérieur brut |
| PMSI | Programme de médicalisation des systèmes d'information |
| PopGIS3 | Application de cartographie en ligne |
| PRLN | Enquête sur le prix de revient des logements neufs |
| PSQS | Portail de suivi quotidien du sportif |
| QPV | Quartier prioritaire de la politique de la ville |
| R&D | Recherche et développement |
| R&T | Recherche et transfert de technologie |
| REI | Répertoire des éléments d'imposition |
| Rein | Réseau épidémiologie et information en néphrologie |
| RES ou DataES | Recensement des équipements sportifs |
| RFL | Revenus fiscaux localisés |
| RGA | Recensement général agricole |
| Rica | Réseau d'information comptable agricole |
| Ridet | Répertoire d'identification des entreprises et des établissements |
| RIL | Répertoire d'immeubles localisé |
| RI-APA-ASH | Remontées individuelles APA-ASH |
| RI-autonomie | Remontées individuelles sur l'autonomie |
| RI-insertion | Remontées individuelles sur l'insertion |
| RI-PCH | Remontées individuelles PCH |
| RNA | Répertoire national des associations |
| RNIPP | Répertoire national d'identification des personnes physiques |
| RPPS | Répertoire partagé des professionnels intervenant dans le système de santé |
| RSA | Revenu de solidarité active |
| RTE | Répertoire territorial des entreprises (Polynésie française) |
| RUP | Région ultrapériphérique |
| SAA | Statistique agricole annuelle |
| SAE | Statistique annuelle des établissements |
| Score santé | Base de données en santé publique |
| SDES | Service des données et études statistiques (SSM) |
| Sdessi | Sous-direction des études, des statistiques et des systèmes d'information (SSM) |
| SSER | Service de la statistique, des études et de la recherche (SSM) |
| Siasp | Système d'information sur les agents des services publics |
| Siera | Système d'information sur l'emploi et les revenus d'activité |
| Sies | Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques (SSM) |
| Silc | Statistics on income and living conditions |
| Sine | Système d'information sur les nouvelles entreprises |

| | |
|---|---|
| Sirene | Système informatique pour le répertoire des entreprises et des établissements |
| Sirus | Système d'immatriculation au répertoire des unités statistiques |
| Sise | Système d'information sur le suivi de l'étudiant |
| Sitadel | Base des permis de construire |
| SI-DEP | Système d'information sur le dépistage populationnel |
| SI-VIC | Système d'information d'identification unique des victimes |
| Sniir-AM | Système national d'information inter-régimes de l'assurance maladie |
| SRCV | Statistiques sur les ressources et les conditions de vie |
| SSA | Service statistique académique |
| SSM | Service statistique ministériel |
| SSMSI | Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSM) |
| SSP | Service de la statistique et de la prospective (SSM agriculture) |
| SSP | Service statistique public |
| Statiss | Statistiques et indicateurs de la santé et du social |
| STSEE | Service territorial de la statistique et des études économiques de Wallis-et-Futuna |
| Teruti | Enquête sur l'occupation et l'utilisation du territoire |
| TIC | Enquête sur les technologies de l'information et de la communication |
| Trelo | Enquête sur les travaux de rénovation énergétique dans les logements |
| Tremi | Enquête Travaux de rénovation énergétique des maisons individuelles |
| TVA | Taxe sur la valeur ajoutée |
| Urssaf | Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales |
| VAC-SI | Système d'information vaccin Covid |
| VQS | Enquête Vie quotidienne et santé |
| VRS | Enquête Vécu et ressenti en matière de sécurité |

# Annexe 2 – Moyens humains et financiers dévolus au recensement de la population selon les territoires

En Guadeloupe, en Guyane, à La Réunion et en Martinique, le recensement est réalisé à coût partagé entre l'Insee et les communes, comme dans l'Hexagone. L'Insee organise et contrôle les enquêtes de recensement ; les communes préparent et réalisent ces enquêtes. En particulier, les communes recrutent, encadrent et rémunèrent les agents recenseurs. Une dotation forfaitaire est versée aux communes. Afin de tenir compte des spécificités de ces quatre territoires, son calcul est majoré de 20 % par rapport à celui des communes de l'Hexagone (490 000 € en 2023 et 470 000 € en 2024 pour l'ensemble des communes des quatre DROM), mais cette dotation s'appuie également sur un taux de réponse par internet de référence calculé au niveau national (54 % pour l'enquête de recensement de 2024). La réalisation des enquêtes de recensement (y compris cartographie et traitements post-collecte) mobilise au total pour l'ensemble de ces quatre DROM environ 20 ETP à l'Insee chaque année.

À **Mayotte**, depuis la première enquête annuelle de 2021, la répartition des travaux et responsabilités entre l'Insee et les communes est fixée par l'article 156 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité. Le recensement de la population est ainsi, au même titre que dans les autres DROM, à coût partagé entre l'Insee et les communes. L'Insee organise et contrôle les enquêtes de recensement et les communes préparent et réalisent ces enquêtes. En particulier, les communes recrutent, encadrent et rémunèrent les agents recenseurs. Les communes perçoivent une dotation forfaitaire de recensement selon les mêmes modalités que les communes des autres DROM (54 000 € en 2021, 69 000 € en 2022, 58 000 € en 2023, 60 872 € en 2024 pour Mayotte). Le service régional de l'Insee de Mayotte a été renforcé de quatre personnes, et aucun agent n'a été envoyé de l'Hexagone pour la supervision de l'enquête en 2021, 2022 et 2023.

Pour la collecte de l'enquête de recensement 2025, reportée en novembre à la suite du cyclone Chido, les mêmes modalités de coopération entre l'Insee et les communes s'appliquent. Toutefois, s'agissant d'une opération d'une ampleur exceptionnelle du fait de son caractère exhaustif, dix enquêteurs supplémentaires ont été recrutés spécifiquement pour contribuer à l'enquête cartographique entre avril et août 2025 et quatre superviseurs de l'Hexagone et un superviseur de l'établissement régional de La Réunion renforcent la division recensement du service régional de Mayotte pendant la collecte. La coordination de l'ensemble des acteurs est de plus réalisée par un chef de projet affecté au service régional de Mayotte pour cette opération. Par ailleurs, la dotation forfaitaire de recensement, versée aux communes, a été revalorisée (décret n° 2025-1105 du 21 novembre 2025).

À **Saint-Pierre-et-Miquelon**, le recensement est également à coût partagé entre l'Insee et les communes. L'Insee organise et contrôle les enquêtes de recensement et les communes préparent et réalisent ces enquêtes. En particulier, les communes recrutent, encadrent et rémunèrent les agents recenseurs. Une dotation forfaitaire est versée pour cela aux communes, calculée de la même façon que dans l'Hexagone (14 000 € en 2022). Un chef de mission Insee est envoyé sur place pendant 7 semaines pour coordonner le recensement, puis les imprimés sont envoyés dans l'Hexagone pour y

être traités en même temps que les imprimés collectés dans l'Hexagone en début d'année. Cela représente environ 0,3 ETP pour l'Insee.

À **Saint-Barthélemy** et à **Saint-Martin**, le partage des rôles entre l'Insee et les communes est le même que celui des communes de Guadeloupe. Le mode de calcul de la dotation forfaitaire versée aux communes est également identique (environ 31 000 € au total pour les deux COM en 2023 et 7 500 € en 2024 pour Saint-Martin). Les moyens consacrés par l'Insee à ces territoires pour les enquêtes de recensement sont de l'ordre d'une douzaine de jours par an.

En **Nouvelle-Calédonie**, en **Polynésie française** et à **Wallis-et-Futuna**, la collecte du recensement est intégralement à la charge de l'Insee. Une convention établie entre l'Insee et l'institut de statistique local (Isee en Nouvelle-Calédonie, ISPF en Polynésie française, STSEE à Wallis-et-Futuna) permet de définir le rôle de chacun et de verser à l'institut territorial une subvention permettant de couvrir les frais des opérations qui lui sont déléguées, y compris la rémunération du personnel de collecte embauché pour réaliser le recensement (2 700 000 € en Polynésie française pour 2022, 210 000 € à Wallis-et-Futuna en 2023 et un prévisionnel de 3 000 000 € en Nouvelle-Calédonie pour 2025). Avec cette subvention, l'institut territorial met à disposition les conditions matérielles de réalisation du recensement (ordinateurs, locaux, véhicules, etc.), assure l'impression des questionnaires et la campagne de communication, rémunère tous les acteurs de la collecte (agents recenseurs, contrôleurs, superviseurs locaux) et produit les résultats statistiques. Il fournit également des moyens humains qui complètent ceux envoyés par l'Insee. Un chef de mission Insee est envoyé sur place, pendant 5 mois en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, pendant 8 semaines à Wallis-et-Futuna, pour organiser et contrôler le recensement et calculer les populations de référence.

En **Nouvelle-Calédonie** et en **Polynésie française**, sept à neuf superviseurs Insee sont envoyés neuf semaines sur place pendant la collecte du recensement, pour renforcer les moyens de l'institut territorial.

Un recrutement spécifique de neuf mois est réalisé à **Wallis-et-Futuna** pour préparer le recensement, assister le chef de mission Insee et assurer le traitement des questionnaires.

En moyenne, la charge pour l'Insee de ces trois recensements représente 2 ETP par an sur les 3 années sur lesquelles sont organisés ces recensements.

# Annexe 3 – Mise à disposition de résultats infra-communaux

### 1. Données à l'Iris[82]

L'Insee produit chaque année des données à l'Iris dans le cadre des résultats statistiques du recensement de la population. Les thématiques couvertes sont variées : logements, population (sexe, âge, catégorie sociale…), diplômes, caractéristiques des ménages (taille, structure…), activité des résidents. L'Hexagone et les cinq DROM sont couverts. À Mayotte, des Iris ont été définis pour la première fois à partir du recensement de 2012.

Un comptage de l'ensemble des équipements et services présents dans la base permanente des équipements est également disponible annuellement par Iris. Il existe également des résultats au niveau Iris sur les niveaux de vie et la pauvreté monétaire en 2021 pour La Réunion et la Martinique grâce au dispositif Filosofi. À noter que le millésime 2022 n'a pas été diffusé pour défaut de qualité

Enfin, à l'instar des quartiers prioritaires de la politique de la ville (cf. infra), l'Insee produit des statistiques variées sur les Iris : demandeurs d'emplois, bénéficiaires de prestations sociales, caractéristiques du parc locatif social. Initialement disponibles sur les Iris des communes de plus de 10 000 habitants, cette diffusion est étendue depuis 2023 à l'ensemble des Iris.

### 2. Quartiers de la politique de la ville

Sous le pilotage de l'ANCT, une actualisation de la géographie prioritaire en Outre-mer a eu lieu le 1er janvier 2025 (DROM, Saint-Martin, Polynésie française). L'Insee, en collaboration avec l'ISPF, a publié les nouvelles populations de référence sur ces nouveaux quartiers en juillet 2025[83].

Les « estimations démographiques », indicateurs en structure qui reposent sur le recensement de la population, ont été diffusées pour la première fois sur les quartiers prioritaires de l'Hexagone en 2019, à partir du recensement de la population 2015. L'Insee les met à jour annuellement et a progressivement élargi leur diffusion aux DROM et à certaines COM (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Saint-Martin en 2020, La Réunion en 2022). Les estimations démographiques publiées en juillet 2025 portent sur les nouveaux quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) en Outre-mer.

Par ailleurs, l'Insee produit d'autres résultats statistiques sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville : nombre de demandeurs d'emploi, bénéficiaires de la couverture maladie universelle, bénéficiaires de prestations sociales, logement social, contrats aidés, etc. Pour ces résultats, seuls les QPV de l'Hexagone et de La Réunion étaient initialement disponibles, du fait de la couverture du référentiel d'adresses servant de base à la géolocalisation. Des travaux ont été engagés depuis 2018 pour élargir ce référentiel aux DROM d'Amérique et expertiser la qualité des adresses présentes dans les sources des partenaires externes (Caf, Pôle emploi, Cnam, etc.) qui servent à élaborer ces statistiques. Cela a débouché sur une refonte globale du référentiel d'adresses des DROM d'Amérique en 2022 et la source Caf au 31/12/2019 a été la première à bénéficier de ces travaux. Depuis, la

82 L'Iris constitue la brique de base en matière de diffusion de données infra-communales. Il respecte des critères géographiques et démographiques et possède des contours identifiables sans ambiguïté et stables dans le temps.

83 https://www.insee.fr/fr/statistiques/8210602?sommaire=8186144.

diffusion de l'ensemble des sources est progressivement étendue aux QPV de France hors Mayotte. Les statistiques qui seront publiées fin 2025 et début 2026 porteront sur les nouveaux QPV en Outre-mer.

Pour les données relatives aux revenus et à la pauvreté, seuls l'Hexagone, La Réunion et la Martinique étaient couverts par le dispositif Filosofi. En l'absence de diffusion des données du millésime Filosofi 2022, des travaux spécifiques ont été engagés afin de pouvoir publier fin 2025 ces données sur les nouveaux QPV de La Réunion et de la Martinique à partir du dernier millésime disponible, à savoir Filosofi 2021.

**3. Données carroyées**

Une première diffusion de données carroyées à partir de la source Revenus fiscaux localisés 2010 (RFL) a été réalisée en 2013. Les données RFL sont disponibles et ont été diffusées sur les territoires de La Réunion et de la Martinique, en plus de l'Hexagone.

Mi-2019, l'Insee a mis en ligne sur le même champ géographique une mise à jour des données carroyées (carreaux de 200 m et 1 km) avec des données fiscales millésimées 2015. Le millésime 2017 a été diffusé en mars 2022, le millésime 2019 en octobre 2023, le millésime 2021 étant disponible uniquement à l'Iris.

À plus long terme, les données carroyées pourraient concerner d'autres sources, en particulier le recensement de la population[84].

**4. Données géolocalisées**

Depuis février 2022, l'Insee diffuse chaque mois une géolocalisation des établissements du répertoire Sirene sur le territoire français hors Mayotte. Cette diffusion complète celle du répertoire Sirene, sur le même champ géographique.

84 Des données carroyées à 1 km du recensement de la population sont disponibles pour la France métropolitaine.

# Annexe 4 – Enquêtes co-financées par la DGOM 2015-2026

| Année de conventionnement | Année de collecte | Opération | Territoires couverts | Autres financeurs | Publications réalisées | Lien vers les publications |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2026 | 2026 | Budget de famille | DROM | | | |
| 2025 | 2025 | Santé outre-mer | Guadeloupe, Guyane, La Réunion et Martinique (enquête annulée à Mayotte en raison du cyclone Chido) | | | |
| 2024 | 2024-2025 | Conditions de travail-Risques psychosociaux | DROM (collecte incomplète à Mayotte en raison du cyclone Chido) | | | |
| 2023 | 2023-2024 | Logement | DROM | | Publication nationale (2026) | National : https://www.insee.fr/fr/statistiques/8727513 |
| 2022 | 2022-2023 | Formation tout au long de la vie | DROM | | Publications régionales et nationale (2024-2025) | National : https://www.insee.fr/fr/statistiques/8177068<br>Guadeloupe : https://www.insee.fr/fr/statistiques/8665417<br>La Réunion : https://www.insee.fr/fr/statistiques/8685347 |
| 2022 | 2022 | Comparaison spatiale des prix | DROM | | Publications régionales et nationale (2023) | Guadeloupe : https://www.insee.fr/fr/statistiques/7649044<br>Martinique : https://www.insee.fr/fr/statistiques/7649202<br>Guyane : https://www.insee.fr/fr/statistiques/7649076<br>La Réunion : https://www.insee.fr/fr/statistiques/7647041<br>Mayotte : https://www.insee.fr/fr/statistiques/7647767<br>National : https://www.insee.fr/fr/statistiques/7648939 |
| 2022 | 2021-2022 | Vie quotidienne et santé | DROM | Drees (maîtrise d'ouvrage) | Publication régionale et nationale (2023) | Antilles : https://www.insee.fr/fr/statistiques/7728543<br>National : https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications/etudes-et-resultats/en-france-une-personne-sur-sept-de-15-ans-ou-plus-est-handicapee |

| Année de conventionnement | Année de collecte | Opération | Territoires couverts | Autres financeurs | Publications réalisées | Lien vers les publications |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 2021-2022 | Entreprises mahoraises informelles (Esemi) | Mayotte | | | https://www.insee.fr/fr/statistiques/3320117 |
| 2021 | 2020-2021 | Migrations, famille et vieillissement | Guadeloupe, Guyane, La Réunion et Martinique | Ined (maîtrise d'ouvrage) | Publications nationales et régionales (2023) | https://www.insee.fr/fr/statistiques/6676517?sommaire=6676232 |
| 2020 | 2020 | Cadre de vie et sécurité Mayotte | Mayotte | | Publications régionales (2021) | https://www.insee.fr/fr/statistiques/5763061 https://www.insee.fr/fr/statistiques/5762720 |
| 2019 | 2019 | Santé DOM | DROM | Drees (maîtrise d'ouvrage) | Publications régionales et nationale (2021) | Guadeloupe : https://www.insee.fr/fr/statistiques/5390716 https://www.insee.fr/fr/statistiques/5761167 Martinique : https://www.insee.fr/fr/statistiques/5390896 Guyane : https://www.insee.fr/fr/statistiques/5391092 La Réunion : https://www.insee.fr/fr/statistiques/5363533 https://www.insee.fr/fr/statistiques/5400113 Mayotte : https://www.insee.fr/fr/statistiques/6205093 National : https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications/les-dossiers-de-la-drees/premiers-resultats-de-lenquete-sante-europeenne-ehis-2019-metrople-guadeloupe-martinique-guyane-la-r%C3%A9union-mayotte |
| 2018 | 2018 | Statistiques sur les ressources et conditions de vie | Guadeloupe, Guyane, La Réunion et Martinique | | Publications régionales et nationales (2020-2022) | Guadeloupe : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4996443 https://www.insee.fr/fr/statistiques/6468373 Martinique : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4996570 https://www.insee.fr/fr/statistiques/6468454 Guyane : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4996728 https://www.insee.fr/fr/statistiques/6468775 La Réunion : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4996404 https://www.insee.fr/fr/statistiques/6471514 National : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4995323 https://www.insee.fr/fr/statistiques/6459395 |
| 2018 | 2017-2018 | Budget de famille Mayotte | Mayotte | | Publications régionales (2020) | https://www.insee.fr/fr/statistiques/4622454 https://www.insee.fr/fr/statistiques/4622187 |

| Année de conventionnement | Année de collecte | Opération | Territoires couverts | Autres financeurs | Publications réalisées | Lien vers les publications |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2016 | 2017 | Technologies de l'information et de la communication | Guadeloupe, Guyane, La Réunion et Martinique | | Publications régionales et nationale (2019) | Guadeloupe : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4175675<br>Martinique : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4175696<br>Guyane : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4177886<br>La Réunion : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4173254<br>National : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4174498 |
| 2015 | 2016 | Entreprises Mayotte Pilier 3 | Mayotte | | Publication régionale (2018) | https://www.insee.fr/fr/statistiques/3320117 |
| 2016 | 2016-2017 | Budget de famille | Guadeloupe, Guyane, La Réunion et Martinique | | Publications régionales et nationale (2020) | Guadeloupe : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4623253<br>https://www.insee.fr/fr/statistiques/4262807<br>Martinique : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4263369<br>Guyane : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4623886<br>https://www.insee.fr/fr/statistiques/4263790<br>La Réunion : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4263031<br>https://www.insee.fr/fr/statistiques/4764098<br>National : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4622377 |
| 2015 | 2015 | Comparaison spatiale des prix | DROM | | Publications régionales et nationale (2016) | Guadeloupe : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908453<br>Martinique : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908423<br>Guyane : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908400<br>La Réunion : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908449<br>Mayotte : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908414<br>National : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908163 |
| 2015 | 2015 | Migrations, famille et vieillissement | Mayotte | Ined (maîtrise d'ouvrage), Collectivité territoriale de Mayotte | Publication régionale (2017) | https://www.insee.fr/fr/statistiques/2656589 |
| 2015 | 2015 | Patrimoine | La Réunion | | Publication régionale (2018-2019) | https://www.insee.fr/fr/statistiques/3309901<br>https://www.insee.fr/fr/statistiques/3719737 |

# Statistiques publiques dans les départements et régions d'outre-mer et les collectivités d'outre-mer

## Insee Méthodes

Édition 2026

*Statistiques publiques dans les départements et régions d'outre-mer et les collectivités d'outre-mer* décrit chaque année l'offre statistique ultramarine du service statistique public et des instituts statistiques territoriaux, ainsi que son organisation.
Le dossier détaille les principales sources mobilisées par DROM et COM et propose une sélection de publications récentes, organisée par domaine.
En particulier, cette édition 2026 met en lumière les avancées réalisées lors de la période récente sur plusieurs thématiques comme la sécurité, l'agriculture, la santé ou le sport.

Ce panorama est le fruit d'une collaboration entre l'Insee, les services statistiques ministériels, les instituts territoriaux statistiques de Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Martin et Wallis-et-Futuna.

Retrouvez l'ouvrage ainsi que les données sur
**insee.fr**

Insee – Mesurer pour comprendre
Agreste – Statistique publique de l'agriculture, de l'alimentation, de la forêt et de la pêche
Dares – Statistique publique du monde du travail
depp – Statistique publique de l'éducation
DEPS – Statistique publique de la culture
DESL – Statistique publique sur les collectivités locales
Drees – Statistique publique de la santé et des solidarités
DSECE – Statistique publique du commerce extérieur
MEDES – Statistique publique de la jeunesse, des sports et de la vie associative
SDES – Statistique publique de l'énergie, des transports, du logement et de l'environnement
SDessi – Statistique publique de la Fonction publique
Sies – Statistique publique de l'enseignement supérieur et de la recherche
SSER – Statistique publique de la justice
SSMSI – Statistique publique de la sécurité intérieure
ISEE – Institut de la statistique et des études économiques Nouvelle-Calédonie
ISPF
itSEE – Institut territorial de la statistique et des études économiques de Saint-Martin
STSEE

ISSN (WEB) 2726-6133
ISBN 978-2-11-162521-1
IMET147 - Édition 2026,
uniquement diffusé en ligne
Dépôt légal août 2026